



# LA COHÉSION SOCIALE

## EN AFRIQUE DE L'EST



Nations Unies  
Commission économique pour l'Afrique





Nations Unies  
Commission économique pour l'Afrique

# LA COHÉSION SOCIALE

## EN AFRIQUE DE L'EST

Février 2016

## **Commandes**

Pour commander des exemplaires du *La cohésion sociale en Afrique de l'Est*, veuillez contacter :

Publications

Commission économique pour l'Afrique

P.O. Box 3001

Addis-Abeba, Éthiopie

Tél: +251-11- 544-9900

Télécopie: +251-11-551-4416

Adresse électronique: [ecainfo@uneca.org](mailto:ecainfo@uneca.org)

Web: [www.uneca.org](http://www.uneca.org)

© 2016 Commission économique pour l'Afrique

Addis-Abeba, Éthiopie

Tous droits réservés

Premier tirage : mars 2016

ISBN : 978-99944-68-73-7

Toute partie du présent ouvrage peut être citée ou reproduite librement. Il est cependant demandé d'en informer la Commission économique pour l'Afrique et de lui faire parvenir un exemplaire de la publication.

# Table des matières

Remerciements .....	v
Résumé analytique.....	vii
Chapitre premier : Introduction.....	1
A. Définition de la cohésion sociale.....	1
B. Intérêt politique de la cohésion sociale .....	4
Chapitre 2 : Analyse de la cohésion sociale en Afrique de l'Est .....	6
Première partie : Progrès et promesses: les pierres angulaires d'une meilleure cohésion sociale en Afrique de l'Est .....	7
Deuxième partie : Audit social de la cohésion en Afrique de l'Est .....	15
A. La pauvreté .....	15
B. Les conflits et l'ordre public.....	21
C. Les besoins humanitaires et la vulnérabilité aux catastrophes naturelles.....	26
D. Les inégalités.....	28
E. La confiance.....	34
F. Le marché du travail .....	36
G. Les migrations.....	38
H. Les différences ethniques, religieuses et culturelles .....	42
I. Les pressions démographiques.....	45
J. Les toxicomanies.....	47
K. La gouvernance et les prestations de services .....	49
Troisième partie : Conclusions .....	55
Bibliographie.....	58

## Liste des figures

Figure 1: Composantes de la cohésion sociale .....	3
Figure 2: Taux de croissance annuelle du PIB .....	7
Figure 3: Indice de développement humain.....	11
Figure 4: Mesures de la pauvreté.....	19
Figure 5: Victimes de conflits armés.....	23
Figure 6: Population carcérale .....	26
Figure 7: Consommation régionale de champagne.....	31
Figure 8: Pourcentage de femmes de 15 à 49 ans ayant subi des violences depuis l'âge de 15 ans.....	33
Figure 9: Secteur informel en dehors de l'agriculture.....	38
Figure 10 : Population jeune.....	47
Figure 11: Croissance démographique urbaine.....	47
Figure 12: Proportion des enfants de moins de 5 ans classés comme souffrant de malnutrition .....	53

## Liste des tableaux

Tableau 1: Classement de l'Indice de développement humain .....	10
Tableau 2: Taux nets de scolarisation dans le primaire .....	12
Tableau 3: Taux de mortalité des moins de 5 ans .....	14
Tableau 4: Incidence de la pauvreté calculée avec le seuil de pauvreté international .....	16
Tableau 5: Incidence de la pauvreté calculée avec les données et seuils de pauvreté nationaux.....	17
Tableau 6: Pauvreté multidimensionnelle.....	18
Tableau 7: Perceptions des conditions de vie.....	19
Tableau 8: Incidences de pauvreté .....	20
Tableau 9: Indice des États fragiles 2014 .....	24
Tableau 10: Homicides en 2008.....	25
Tableau 11: Indice de maintien de la sécurité et de l'ordre public .....	26
Tableau 12: Inégalités de revenus, coefficient de Gini.....	30
Tableau 13: Indice d'inégalité entre les sexes.....	33
Tableau 14: Confiance .....	35
Tableau 15: Taux de chômage en Afrique de l'Est .....	36
Tableau 16: Chômage des jeunes par niveau d'éducation.....	37
Tableau 17: Nombre de réfugiés par pays d'asile.....	41
Tableau 18: Pourcentage de la population vivant dans sa région mais en dehors de son pays d'origine .....	41
Tableau 19: Estimations du nombre de groupes ethniques.....	43
Tableau 20: Croyances religieuses .....	44
Tableau 21: Taux de croissance démographique .....	45
Tableau 22: Consommation d'alcool pur par adulte .....	48
Tableau 23: Évaluation de la gestion de l'économie par l'État.....	51

# Remerciements

**L**e présent rapport a été préparé par une équipe menée par Andrew Mold, Chef du Centre de données sous-régional et économiste principal. Timothy Wilson et Emelang Leteane en sont les principaux auteurs. Le travail a été achevé sous la supervision directe d'Antonio Pedro, Directeur du Bureau sous-régional de la CEA en Afrique de l'Est.

Le document a évolué à partir d'une réunion spéciale d'experts sur les moyens de favoriser la cohésion sociale pour améliorer l'intégration régionale, qui s'est tenue à Kinshasa en février 2014. Cette

réunion rassemblait des fonctionnaires et d'autres participants spécialistes de ce sujet de toute la région. Un rapport avait ensuite été rédigé par des consultants. Les personnes suivantes ont apporté des observations sur les premières versions du rapport et y apporté d'autres contributions utiles: Pedro Martins, Farzana Sharmin, Rosemary Bagiza, Saurabh Sina, Anne Brooks, Amal Elbeshbishi, Takiwaa Manuh et Rodgers Mukwaya.





# Résumé analytique

Le présent rapport dresse un tableau d'ensemble de l'état de la cohésion sociale en Afrique de l'Est<sup>1</sup>. Ce terme de « cohésion sociale » se rapporte à une situation dans laquelle les relations entre des personnes appartenant à un groupe permettent de faire progresser les intérêts de toutes ces personnes, agissant en tant que communauté. C'est un concept multidimensionnel comportant plusieurs éléments, notamment la confiance, l'équité, les croyances, l'acceptation de la diversité, les perceptions de justice et de respect. Le rapport ne prétend donc pas présenter une évaluation exhaustive de l'état de la cohésion sociale en Afrique de l'Est, mais tente plutôt, grâce à une combinaison de données quantitatives et qualitatives provenant de sources très diverses, de dresser à grands traits un « audit social » de la cohésion sociale et du développement dans cette région.

La principale conclusion est que la cohésion sociale en Afrique de l'Est a résisté face aux nombreuses épreuves rencontrées depuis le début du XXI<sup>e</sup> siècle. L'Indice de développement humain de presque tous les pays s'est nettement amélioré depuis 1990, les indicateurs d'éducation et de santé de certains pays progressant particulièrement rapidement. Il ressort également du rapport qu'il y a eu des améliorations encourageantes de réduction de la pauvreté, les progrès les plus rapides ayant été réalisés en Éthiopie, en Ouganda et au Rwanda.

---

*La cohésion sociale en Afrique de l'Est a résisté face aux nombreuses épreuves rencontrées depuis le début du XXI<sup>e</sup> siècle.*

---

---

<sup>1</sup> La région de l'Afrique de l'Est est définie comme comprenant 14 pays : Burundi, Comores, Djibouti, Érythrée, Éthiopie, Kenya, Madagascar, Ouganda, République démocratique du Congo, République-Unie de Tanzanie, Rwanda, Seychelles, Somalie et Soudan du Sud.

Malgré ce tableau positif, le rapport met en exergue plusieurs problèmes qui font encore obstacle à la cohésion sociale. On estime que 237 millions de ressortissants d'Afrique de l'Est vivent encore dans la pauvreté. En plus des conflits ouverts sévissant au Soudan du Sud et en Somalie, des conflits de faible intensité et des troubles sociaux affligent encore certaines parties de la région. Les organes de maintien de l'ordre n'ont pas toujours suffisamment de capacités pour gérer ces tensions. Plusieurs communautés de la région subissent encore des crises humanitaires sporadiques tandis que d'autres demeurent vulnérables aux catastrophes naturelles. Le rapport fait également ressortir que les mauvaises performances du marché du travail et les inégalités croissantes menacent aussi gravement la cohésion sociale.

---

*Si l'Afrique de l'Est est une des régions les moins urbanisées du monde, elle est aussi une de celles qui s'urbanisent le plus rapidement. Les pressions sociales en découlant aboutissent à des tendances préoccupantes.*

---

Les poussées démographiques mettent à l'épreuve les ressources qui se font rares, ce qui affecte aussi la cohésion. Si l'Afrique de l'Est est une des régions les moins urbanisées du monde, elle est aussi une de celles qui s'urbanisent le plus rapidement. Les pressions sociales en découlant aboutissent à des tendances préoccupantes. Les toxicomanies, par exemple, se multiplient. Le taux d'alcoolisme est presque le double de la moyenne africaine dans cinq pays de la région. Dans six pays pour lesquels on dispose de données, entre un tiers et la moitié des femmes disent avoir subi des violences sexuelles.

Les problèmes persistants dans les prestations de services peuvent aussi aggraver le malaise social en compromettant la qualité de l'éducation et des services de santé. Ces insuffisances donnent l'impression que les États pourraient

mieux faire. À titre d'exemple, dans un récent sondage d'Afrobarometer effectué en 2015 au Burundi, au Kenya, à Madagascar, en Ouganda et en République-Unie de Tanzanie, une majorité de répondants estimaient que les efforts de leur État pour améliorer les conditions de vie des pauvres, créer des emplois et réduire les inégalités étaient insuffisants.

Malgré ces menaces qui pèsent sur la cohésion sociale, on constate de nombreux signes de résilience. La confiance est la base sur laquelle peut se construire la cohésion des sociétés et certains pays affichent des niveaux particulièrement élevés de confiance. Contrairement aux croyances populaires, notre audit social révèle également une remarquable résilience face aux divisions ethniques, religieuses et culturelles. La République-Unie de Tanzanie, par exemple, a tenté de surmonter ces différences en adoptant le kiswahili comme langue nationale. Le Rwanda a amélioré la prestation de services en déployant les *imihigo* – une méthode locale de gouvernement fondée sur des sortes de contrats de performance traditionnels.

Les auteurs du rapport concluent en observant que s'il existe de nombreuses informations concernant l'état de développement et de cohésion de la société, elles sont en général dispersées. Un suivi plus attentif des indicateurs qualitatifs et quantitatifs (peut-être au moyen d'un rapport régional régulier sous les auspices d'organes tels que la Communauté d'Afrique de l'Est ou l'Autorité intergouvernementale pour le développement)

---

*Le rapport plaide en faveur de la mise en place d'un « fonds régional de solidarité » pour s'attaquer de front aux inégalités et injustices sociales.*

---

serait souhaitable. L'Indice africain de développement social de la Commission économique pour l'Afrique (CEA), qui sera lancé prochainement et qui met l'accent sur les inégalités infranationales, serait un bon exemple d'instrument utile de suivi de la cohésion sociale.

Enfin, le rapport montre comment l'absence de cohésion sociale peut rapidement menacer la stabilité régionale. Cependant, la plupart des programmes d'intégration régionale de l'Afrique de l'Est ont mis l'accent sur les progrès de l'intégration physique et économique, le commerce et l'accès aux marchés figurant en tête de leurs priorités. De nombreux problèmes sociaux ignorant les frontières, il faut de plus en plus s'en occuper au niveau régional. C'est dans ce contexte que les auteurs plaident pour la mise en place d'un « fonds régional de solidarité » pour s'attaquer de front aux inégalités et injustices sociales.

Ces quelque 15 dernières années, l'Afrique de l'Est a clairement démontré qu'elle est capable de grands progrès en termes d'amélioration de certains aspects de la cohésion sociale. Elle doit maintenant étendre ces progrès à d'autres domaines pour créer un avenir riche de plus de cohésion et de prospérité.

# Chapitre premier

## Introduction

### L'Afrique de l'Est est en plein essor...

**M**algré une conjoncture économique mondiale volatile et incertaine depuis 2009, l'Afrique de l'Est<sup>2</sup> est en pleine croissance. À l'exception des trois seuls pays,<sup>3</sup> la région a maintenu une performance impressionnante, avec une croissance moyenne du produit intérieur brut (PIB) de 6,6 % par an entre 2009 et 2014. Sur cette même période, la croissance de neuf pays de la région se montait à plus du double de la moyenne mondiale<sup>4</sup>.

Cette croissance de la région ne se confine pas à la macroéconomie. Avec une population de 367 millions d'habitants (soit un tiers de la population de l'Afrique), l'activité économique des pays d'Afrique de l'Est est trépidante : les villes s'étendent rapidement, de nouveaux secteurs émergent, de nouvelles technologies sont introduites. Ce dynamisme ne se cantonne pas non plus seulement à l'économie. Dans tous les pays de la région, les indicateurs sociaux sont en nette amélioration. En bref, la région se développe à un rythme accéléré.

Mais cette remarquable croissance n'est pas sans poser des difficultés. Au cœur de ces difficultés se trouvent les nombreuses menaces qui se font jour et mettent en péril la cohésion sociale. À long terme, la croissance économique sans cohésion sociale peut être facteur de déstabilisation. Selon Easterly *et al.* (2006), une des principales raisons pour lesquelles de « bons » politiciens, en particulier dans les pays à faibles revenus, promulguent de mauvaises politiques est que leurs efforts de réformes se heurtent à d'importants obstacles

sociaux, qui sont essentiellement fonction du degré de cohésion sociale de leur pays. Dans cette perspective, le développement durable exige le maintien de la cohésion sociale aux niveaux des communautés, des pays et des régions.

Le rapport examine la situation actuelle de la cohésion sociale en Afrique de l'Est. Il ne s'agit pas d'un examen exhaustif de toutes les dimensions de la cohésion sociale ni d'une enquête approfondie sur les liens entre cohésion sociale et développement économique. On y trouvera plutôt un choix de données qui illustrent la nature complexe de la cohésion sociale dans cette région en cours d'intégration et de développement rapide. Dans la mesure du possible, l'analyse inclut tous les pays de l'Afrique de l'Est. Cependant, faute de données, dans certains cas certains pays sont examinés plus en détails que d'autres.

Le rapport comporte trois chapitres. Le premier en explique la structure et l'objet et donne une définition de travail de la cohésion sociale. Le deuxième chapitre se divise en deux parties pour présenter certaines des réalisations de la région en termes d'amélioration de plusieurs indicateurs sociaux de base. S'ensuit alors un audit social, qui relève d'une part les progrès accomplis par la région et surtout les défis qu'elle doit encore relever. Ces deux parties permettent de brosser un tableau d'ensemble de l'état de la cohésion sociale en Afrique de l'Est. Le rapport se conclut sur un bref examen de certaines des conséquences politiques à tirer de cette évaluation de la cohésion sociale.

### A. Définition de la cohésion sociale

La « cohésion sociale » est un concept compliqué mais utile pour examiner la résilience d'une communauté aux pressions sociales, économiques et environnementales (Dayton-Johnston, 2001; Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes, 2010). L'origine du concept se trouve dans les travaux d'Émile Durkheim, sociologue français de la fin du XIX<sup>e</sup> siècle et du

2 La région compte 14 pays : Burundi, Comores, Djibouti, Érythrée, Éthiopie, Kenya, Madagascar, Ouganda, République démocratique du Congo, République-Unie de Tanzanie, Rwanda, Seychelles, Somalie et Soudan du Sud.

3 Djibouti, Somalie et le Soudan du Sud.

4 Il s'agissait du Burundi (4,5 %), de Djibouti (4,8 %), de l'Érythrée (5,1 %), de l'Éthiopie (10,2 %), du Kenya (5,5 %), de l'Ouganda (5,5 %), de la République démocratique du Congo (7,0 %), de la République-Unie de Tanzanie (6,7 %) et du Rwanda (6,3 %). Les estimations de croissance sont fondées sur des calculs des auteurs.

début du XX<sup>e</sup> siècle. Selon Durkheim, alors que les sociétés traditionnelles se caractérisaient par des degrés assez prononcés de « solidarité sociale » de leurs membres, le passage de ces sociétés à la modernité risque de se traduire par d'importantes dislocations sociales, aboutissant à de graves désordres, des crises et une « anomie » (à savoir la destruction des liens sociaux entre un individu et la communauté)<sup>5</sup>.

On parle de cohésion sociale lorsqu'une société œuvre au bien-être de tous ses membres, combat les exclusions et la marginalisation, crée un sentiment d'appartenance, favorise la confiance et offre à ses membres des possibilités d'ascension sociale (Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), 2011, p. 51). En d'autres termes, la cohésion sociale est une mesure du degré de communauté qui existe dans une société (Boehnke, *et al.*, 2013, p. 12).

Cependant, si l'on va au-delà d'une simple définition du concept, plusieurs perspectives contradictoires apparaissent. Kearns et Forrest (2000), par exemple, estiment qu'une société est solidaire si elle présente les cinq caractéristiques suivantes:

- Des valeurs communes et une culture civique active;
- L'absence de troubles sociaux et la présence de mécanismes de contrôle social;
- L'existence de stratégies sociales pour réduire les disparités de richesses;
- Un capital social, qui englobe les réseaux sociaux et la participation civique;
- L'appartenance à un territoire et une identité commune.

C'est une définition qui place très haut la barre pour pouvoir parler de cohésion sociale. On pourrait considérer une société connaissant quelques conflits sociaux dans un domaine mais avec plu-

sieurs attributs positifs dans d'autres domaines comme généralement solidaire, alors que cette définition l'exclurait. Comme on le verra bientôt, la cohésion sociale n'est pas l'absence de désaccords mais un mode de gestion qui permet de tolérer toutes sortes d'opinions tout en minimisant le recours à la violence.

Dans une des approches les plus pragmatiques à ce sujet, Easterly, Ritzan et Woolcock, (2006, p. 4-5), se focalisant sur l'importance des divisions au sein d'une société, estiment que ces divisions – qu'il s'agisse des revenus, de l'ethnicité, des partis politiques, des castes, des langues ou d'autres variables démographiques – représentent des vecteurs autour desquels des clivages sociaux importants sur le plan politique peuvent se développer (mais pas de façon inéluctable ou « naturelle »). Cela ne signifie pas que des nations plus homogènes doivent être considérées comme plus « résilientes », mais qu'elles ont moins de leviers potentiels ou existants dont des individus ou des groupes peuvent se servir pour dénoncer ou exacerber les fractures et qu'elles ont les moyens de tirer parti du potentiel qu'offrent les diversités de leur société (diversités d'idées, d'opinions, de qualifications, etc.).

Il y a plusieurs autres définitions de la cohésion sociale<sup>6</sup> et il serait peut-être utile de relever certains des éléments qu'elles ont en commun.

---

*On parle de cohésion sociale  
lorsqu'une société œuvre au bien-être  
de tous ses membres*

---

Un de ces éléments est que l'on considère habituellement la cohésion sociale comme étant multidimensionnelle, ce pourquoi tenter de comprendre le concept avec une seule variable ou un petit ensemble de variables risque d'aboutir à des résultats trompeurs. Une bonne évaluation de la cohésion sociale exige donc l'étude d'une multitude de tendances et d'éléments sociaux.

---

5 Le concept est aussi lié à un concept plus étroit, plus couramment mentionné mais aussi plus controversé, celui de « capital social » (Putnam, 1995).

---

6 Voir, par exemple, Chan, To et Chan, 2006; et Friedkin, 2004.

Une comparaison internationale récente du degré de cohésion sociale tente de désagréger et de définir certains de ces éléments. Comme l'illustre la figure 1, le concept peut être décomposé en trois principales composantes: les relations sociales, les liens sociaux et l'accent sur le bien commun.

La première composante, les relations sociales, peut être mesurée par les réseaux établis entre personnes et groupes au sein d'une société. La confiance entre les personnes, l'acceptation de la diversité sont aussi considérées comme d'importants aspects des relations sociales. La deuxième composante, les liens sociaux, se rapportent aux liens positifs existants entre les personnes, leur pays et ses institutions. L'identification à des valeurs partagées, la confiance et l'impression de justice sont aussi importantes à cet égard. Enfin, on considère que l'accent mis sur le bien commun est la dernière composante de la cohésion sociale, qui peut se mesurer notamment par les niveaux de participation civique, le degré de solidarité et de serviabilité des membres de la société et le respect des règles. Le deuxième chapitre est un

examen de tous les aspects de la cohésion sociale tels qu'ils s'appliquent en Afrique de l'Est.

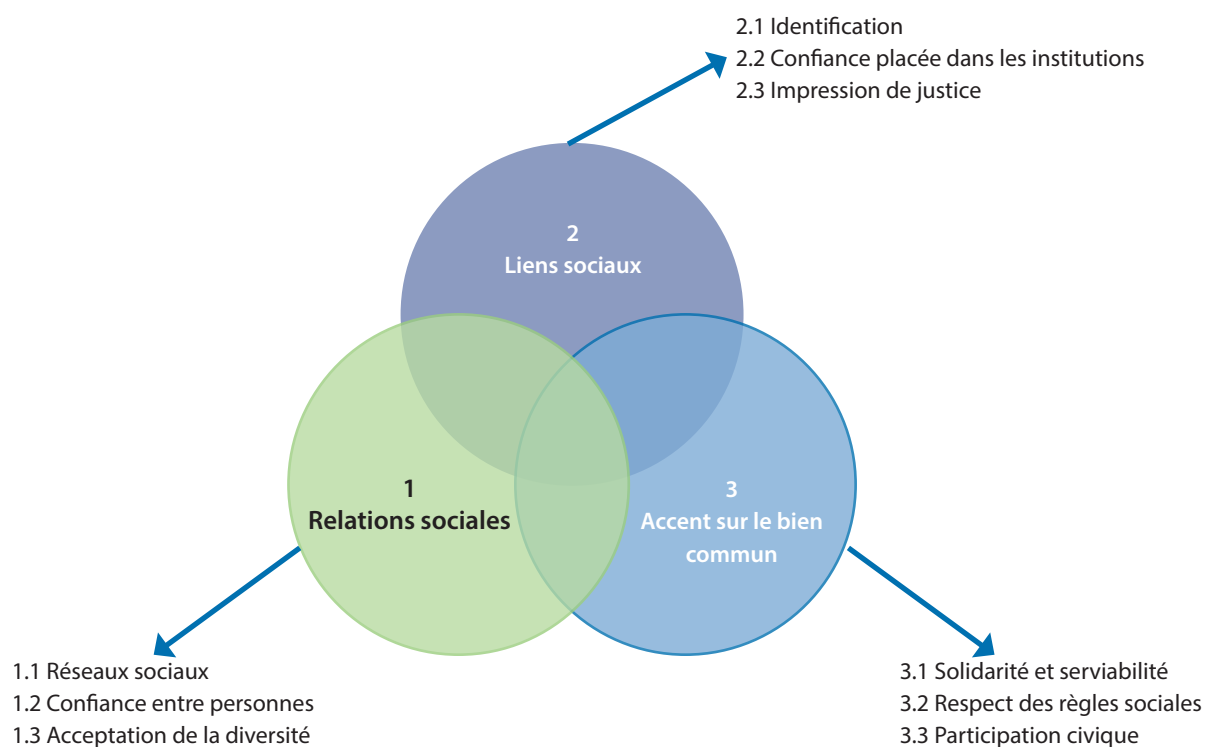
La complexité qu'introduit la reconnaissance du caractère multidimensionnel de la cohésion sociale est telle que l'on serait tenté de se focaliser sur certains effets de l'absence de cohésion plutôt que sur le véritable degré de cohésion. Il serait par exemple aisé de ne retenir que des exemples de violence au sein d'une communauté pour s'en servir comme preuve d'absence de cohésion. Il est plus difficile d'adopter une vision globale afin de relever les signes plus subtils de cohésion ou de résilience que les fractures au sein des sociétés. Le présent rapport tente de trouver un équilibre

---

*Une société solidaire signifie de meilleurs résultats économiques, un développement social plus rapide des institutions démocratiques plus résilientes et moins de crime.*

---

**Figure 1: Composantes de la cohésion sociale**



Source: Boehnke et al. (2013, p. 13-14).

en éclairant à la fois les aspects de cohésion et d'absence de cohésion en Afrique de l'Est.

Le terme cohésion sociale porte sur la façon dont les membres d'une communauté, définie en termes géographiques, vivent et travaillent ensemble. Une société solidaire se caractérise par des relations sociales résilientes, des liens sociaux et émotionnels positifs entre la communauté et ses membres et un net accent placé sur le bien commun (Boehnke *et al.*, 2013, p. 13-14)

Autre élément commun aux définitions de la cohésion, une observation qui est pratiquement un axiome: la cohésion sociale est à la fois un moyen de parvenir à une fin et une fin en soi. Les sociétés solidaires sont souhaitables (Ritzen, 2000; OCDE, 2011), mais elles sont aussi la voie vers la réalisation d'autres résultats souhaitables. Par exemple, il est prouvé qu'une meilleure cohésion sociale s'accompagne de meilleurs résultats économiques (Casey et Owen, 2014), d'un développement social plus rapide (OCDE, 2011), d'institutions démocratiques plus solides (Fenger, 2012) et d'une diminution de la criminalité (Hirschfeld et Bowers, 1997).

Dans la mesure où la cohésion sociale réduit les risques de conflits, elle a une énorme valeur instrumentale. En plus des vies épargnées et des destructions évitées, empêcher tout conflit est extrêmement rentable sur le plan du développement et de l'économie. On estime par exemple que pour chaque période de trois ans où un pays est touché par d'importantes violences, la réduction de la pauvreté prend un retard de 2,7 points de pourcentage par rapport aux pays qui ne connaissent pas de violences ne touchent pas (Banque mondiale, 2011a).

Enfin, pour définir ce qu'est la cohésion sociale, il faut souligner ce qu'elle n'est pas. La cohésion sociale n'est pas une absence totale de conflits ou de tensions. Un quartier solidaire est celui qui est capable collectivement de gérer un éventail changeant de tensions et de désaccords entre ses diverses communautés (Hudson *et al.*, 2007). En d'autres termes, il y surgit des discordes, mais elles sont résolues par des moyens pacifiques.

---

*La cohésion est une condition  
nécessaire mais non suffisante pour  
qu'une société prospère.*

---

Parvenir à la cohésion sociale n'est pas une utopie. Des communautés peuvent être désespérément pauvres tout en restant parfaitement solidaires. La cohésion est une condition nécessaire mais pas suffisante pour qu'une société prospère. L'on examine brièvement ci-après comment et pourquoi la cohésion sociale est pertinente pour les décideurs.

## **B. Intérêt politique de la cohésion sociale**

Quoique différents termes aient souvent été employés, il y a fort longtemps que la question de savoir comment créer des sociétés harmonieuses préoccupe les gouvernements et les chefs d'État. Au fil des ans, les dirigeants politiques ont essayé de définir un « contrat social » que sont censés respecter les membres de la société. Selon Rousseau (1762), ce contrat le plus souvent tacite comporte des attentes politiques que les membres d'une société doivent en principe respecter.

Le terme précis de « cohésion sociale » est apparu pour la première fois sur la scène politique suite au Sommet mondial pour le développement social tenu à Copenhague en 1995. Les gouvernements avaient déclaré lors de ce sommet qu'ils allaient placer les personnes au cœur du développement. Éradiquer la pauvreté, réaliser le plein emploi et favoriser l'intégration sociale étaient hissés en tête des objectifs du développement. Depuis lors, le concept de cohésion sociale a continué de retenir l'attention des décideurs pour toutes sortes de raisons, notamment pour ses valeurs inhérentes essentielles susmentionnées.

En Afrique de l'Est, c'est une question qui doit être examinée d'urgence en raison d'un paradoxe inquiétant. D'un côté, les résultats économiques se sont nettement améliorés depuis le nouveau millénaire comme tout le présent rapport l'indique. Mais dans le même temps, les sondages d'opinion effectués dans toute la région suggèrent que de nombreux citoyens n'ont pas l'impression que

cette réussite économique se traduise par une amélioration équivalente de leurs conditions de vie. C'est pourquoi il serait extrêmement important de formuler des politiques qui fassent en sorte que ce progrès économique aboutisse à un développement plus inclusif sur le plan social.

En dernier lieu, les publications au sujet de la cohésion sociale présentent des lacunes, en particulier au sujet de l'Afrique de l'Est. Nombre

d'entre elles ne portent que sur les zones sortant d'un conflit et ne traitent la cohésion sociale que dans le cadre du programme général de reconstruction de la nation. Le présent rapport a pour objectif de combler ces lacunes en présentant des analyses et des recommandations fondées sur des faits probants. Boehnke *et al.* (2013, p.8) observent que malgré l'importance de ce sujet (la cohésion sociale), des analyses reposant sur des faits sont notoirement défaut.



## Chapitre deux

# Analyse de la cohésion sociale en Afrique de l'Est

À l'issue des pénibles « décennies perdues » des années 1980 et 90, l'Afrique de l'Est a inauguré une nouvelle ère de forts taux de croissance économique, de stratégies ambitieuses de développement et de renouveau de la confiance. La région a maintenu un taux moyen de croissance économique de 6,6 % par an entre 2009 et 2014.

Cette meilleure performance ne s'est pas restreinte à la seule sphère économique puisqu'il y a aussi eu de nettes améliorations en matière de santé et d'éducation dans toute la région. Cette confluence dans l'évolution de la conjoncture des sphères économique et sociale offre un panorama prometteur pour le développement de la région à l'avenir. Mais cette période de croissance

---

*La période de croissance rapide a fait émerger de nouveaux problèmes, dont une urbanisation accélérée, des pressions démographiques, l'augmentation des inégalités de revenus et le réveil des tensions ethniques et religieuses.*

---

rapide a fait ressortir de nouveaux problèmes, dont notamment: une urbanisation accélérée de la population, des pressions démographiques, l'augmentation des inégalités de revenus et le réveil de tensions ethniques et religieuses. Tous

ces facteurs menacent potentiellement le tissu social de la région.

Alors que certaines tendances sont probablement les conséquences inévitables de la croissance, d'autres problèmes pourraient être atténués grâce à des politiques appropriées. Le présent rapport fournit un « audit social » de la région, avec un examen de données recueillies auprès de toute une gamme de sources. On y a mis l'accent aussi bien sur les données quantitatives que qualitatives afin de mettre en lumière les tendances positives ainsi que les sujets de préoccupation.

La première partie du chapitre présente certaines des améliorations généralisées des indicateurs socioéconomiques obtenues en Afrique de l'Est depuis le début du nouveau millénaire. Ces réalisations constituent un socle solide pour des investissements qui permettraient de renforcer la cohésion sociale dans toute la région. La première partie offre aussi un aperçu de certaines des politiques déjà adoptées dans ce but.

En deuxième partie figure une analyse plus détaillée, par sujet, de la cohésion sociale. Les défis relevés portent sur toute une série de questions, aux niveaux des familles, comme aux niveaux local, régional et national. Ils ont cependant un élément commun: ils ont tous une incidence sur la situation actuelle et les perspectives d'avenir d'une société solidaire en Afrique de l'Est. La conclusion constitue la troisième partie.



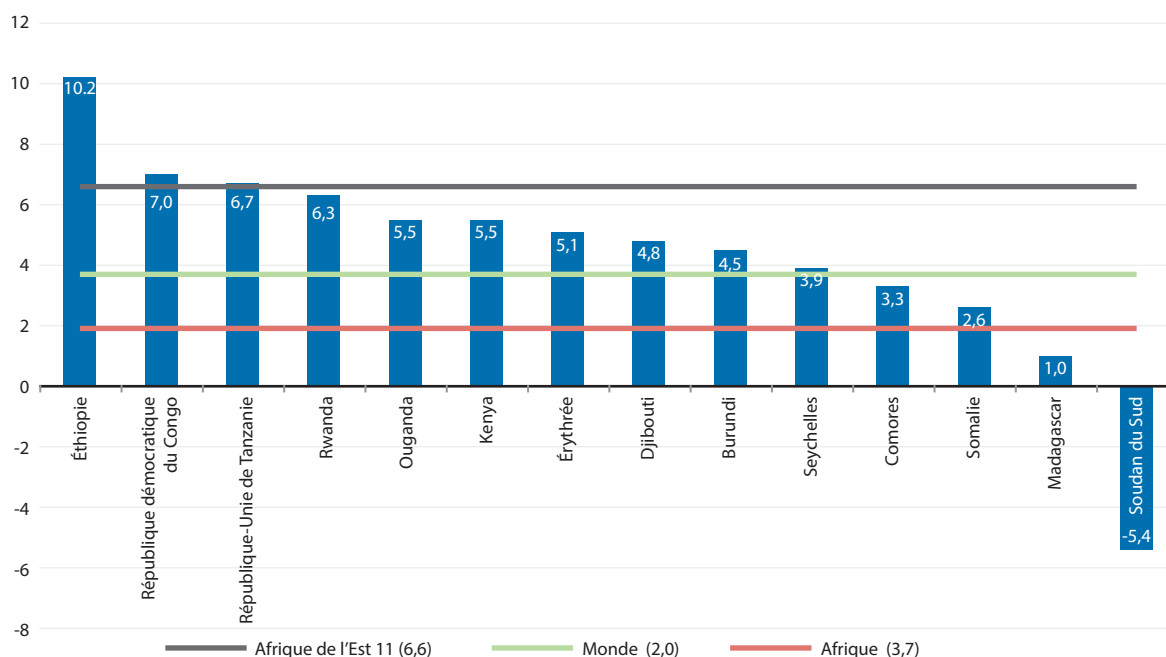
## Progrès et promesses: les pierres angulaires d'une meilleure cohésion sociale en Afrique de l'Est

L'Afrique de l'Est a connu une croissance économique exceptionnelle ces dernières années, un retournement remarquable par rapport aux performances économiques des années 1980 et 90. À l'époque, les pays de l'Afrique de l'Est figuraient parmi les pays en développement enregistrant des taux nuls de croissance médiane par habitant (Easterly, 2001). On pourrait à juste titre désigner cette période de « décennies perdues » par rapport au potentiel de développement. Mais de 2009 à 2014, 9 des 14 pays d'Afrique de l'Est sont parvenus à des taux de croissance annuelle moyens supérieurs à la moyenne des pays d'Afrique (voir la figure 2). Tous les pays de la région, à l'exception de deux d'entre eux (Madagascar et le Soudan du Sud), ont eu une croissance plus rapide que la moyenne mondiale.

En Éthiopie, par exemple, il y avait eu en fait une diminution du revenu national par habitant sur 10 des 20 années entre 1980 et 1999. Mais depuis le début du nouveau millénaire, le pays a tourné la page. L'Éthiopie est maintenant un des pays dont la croissance est la plus rapide de la région et du monde. Son taux de croissance annuelle du PIB depuis 2009 a été d'environ cinq fois supérieur à la moyenne mondiale.

L'amélioration de la performance économique de l'Afrique de l'Est s'inscrit dans une tendance mondiale plus vaste que l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) décrit comme un « basculement de la richesse ». Il s'agit du déplacement progressif du moteur de la croissance économique mondiale de l'Occi-

**Figure 2: Taux de croissance annuelle du PIB (moyenne 2009-2014)**  
(Pourcentage)



Source: Département des affaires économiques et sociales de l'Organisation des Nations Unies (2014) et calculs du Bureau sous-régional de la CEA en Afrique de l'Est.

dent vers l'Orient, ou des pays à revenus élevés vers les pays en développement. Le nombre de pays en développement enregistrant des taux de croissance par habitant au moins deux fois plus élevés que celui de la moyenne de l'OCDE est passé de 12 dans les années 1990 à 83 dans les années 2000. Cette tendance de basculement de la croissance offre aux pays en développement l'occasion idéale d'investir dans leur développement social, notamment en prenant des mesures pour en améliorer la cohésion (OCDE, 2011).

Conscients de ces possibilités, certains pays de la région ont adopté des politiques explicitement destinées à consolider la cohésion sociale. En 2010, par exemple, le Kenya a mis en place une Commission nationale de la cohésion et de l'intégration en réaction aux violences qui avaient suivi les élections de 2007. Cette Commission a pour mandat de faciliter et de promouvoir l'égalité des chances, les bonnes relations, l'harmonie et la coexistence pacifique entre personnes d'origines ethniques et raciales diverses et de conseiller le gouvernement en conséquence. Elle s'occupe aussi de tous les problèmes qui menacent la cohésion nationale, comme les inégalités, la marginalisation, l'incertitude des droits de propriété, les discriminations et la mauvaise gouvernance. Plus récemment encore, en juin 2014, le Président Uhuru Kenyatta a lancé un dialogue national sur la cohésion et l'intégration pour favoriser le dialogue permanent en vue de la cohésion nationale.

De même, selon la Vision 2040 de l'Ouganda, approuvée par le cabinet ministériel en 2008, tout au long de cette initiative, on s'efforcera d'inculquer un esprit de patriotisme, d'identité nationale et de valeur du bien commun (Gouvernement ougandais, 2013, p. 86). Ces efforts portent notamment sur l'amélioration de la santé et de la nutrition, le perfectionnement des niveaux d'éducation et d'alphabétisation et la prise en charge et la protection des populations vulnérables.

En République-Unie de Tanzanie, la Vision 2025 pour la zone continentale de la Tanzanie et la Vision 2020 pour Zanzibar mettent l'accent sur l'importance de cultiver l'union et la cohésion sociale. Pour ce faire, la première propose diverses

mesures, notamment la mise en place progressive d'un système d'enseignement ouvert à tous et la nécessité de répondre aux besoins fondamentaux de tous les citoyens. En fait, l'histoire de la République-Unie de Tanzanie depuis son indépendance a été marquée par la période bien connue pendant laquelle le Président Julius Nyerere avait adopté des politiques conçues spécialement pour améliorer la cohésion sociale et l'union nationale dans un des pays ayant le plus grand nombre d'ethnies différentes en Afrique de l'Est. Comme le décrit plus en détail Barkan (2012), ces politiques allaient de l'adoption du kiswahili comme langue nationale officielle à l'interdiction de l'utilisation des langues vernaculaires ou tribales à la radio, en passant par l'exigence pour les élèves du secondaire de poursuivre leurs études en dehors de leur région d'origine et l'affectation de fonctionnaires en dehors de leur lieu d'origine.

Quoiqu'enlisés depuis mars 2015 dans des conflits internes qui risquent en fin du compte de saper tout ce qui a été accompli depuis l'Accord de paix et de réconciliation d'Arusha pour le Burundi signé en 2000, les décideurs burundais ont aussi été sensibles à la nécessité de rechercher une meilleure cohésion sociale et l'union nationale. Dans son esquisse de Vision 2025, le Burundi reconnaît le défi que représente la construction de l'union nationale et d'une nation de sécurité et de paix. La vision cherche à conférer à toutes les parties prenantes un rôle à jouer dans la réalisation d'une véritable réconciliation nationale (Gouvernement burundais, 2011, p. 29). La Vision 2025 met précisément en avant la cohésion sociale comme un des huit piliers nécessaires à la mobilisation et à l'engagement pour un avenir meilleur partagé. L'évolution de la situation depuis la conception de la Vision 2025, en particulier les controverses au sujet de l'amendement à la Constitution et les flambées de violences et de conflits civils qui ont suivi, montrent à quel point il est important de faire respecter les principes de bonne gouvernance.

Sortant du chaos provoqué par le génocide des Tutsis en 1994, le Rwanda a essayé de se créer une seule identité nationale qui rassemblerait tous les citoyens et leur permettrait de travailler de concert

à la réalisation de leurs objectifs communs. Si les politiques adoptées par le Rwanda pour reconstruire le tissu social et politique du pays ont été nettement influencées par des exemples de réussite dans d'autres situations consécutives à un conflit, le pays s'est aussi forgé sa propre voie. Le gouvernement s'est inspiré de certains aspects de la culture et des pratiques traditionnelles du Rwanda pour enrichir ses programmes de développement et les adapter à la conjoncture et aux besoins du pays. Il en a résulté un ensemble de solutions d'inspiration locale ou reposant sur les cultures du pays qui se sont traduites dans des programmes de développement durable.

Citons en exemple l'*umuganda*, une politique de service communautaire mise en place par l'État dans le cadre de sa Vision 2020. Le travail est organisé par les membres d'une communauté et n'est pas rémunéré. Une fois achevé le travail communautaire, les participants se réunissent pour parler de la situation locale et faire part de leurs préoccupations aux dirigeants de la communauté. L'*umuganda* a permis de réaliser notamment les travaux suivants: construction d'écoles, de routes de desserte, réparation de routes, terrassements, reboisements, construction de maisons pour des personnes vulnérables, lutte contre l'érosion, voies d'eau. Les bénéfices de l'*umuganda* ne sont pas seulement économiques. Il s'agit de favoriser la participation des communautés et de consolider la cohésion entre des personnes d'origines et de niveaux divers. L'un des avantages de ce système est qu'il permet aux gens d'avoir accès aux autorités pour leur expliquer leurs besoins et exprimer leurs opinions sur divers sujets. Le Burundi voisin a aussi adopté l'*umuganda*.

Au niveau régional également, des politiques visant la cohésion sociale ont déjà été engagées. Le Traité pour l'établissement de la Communauté d'Afrique de l'Est (CAE) par exemple contient parmi ses principes fondamentaux la confiance mutuelle, la coexistence pacifique, la bonne gouvernance, la distribution équitable des avantages et la coopération dans l'intérêt de tous (article 4). Ce sont là les pierres angulaires de la cohésion sociale. Ce traité contient aussi des dispositions portant directement sur l'éducation (article 102),

la sécurité alimentaire (article 110), la santé (article 118), la culture et les sports (article 119), le bien-être social (article 120) et la condition féminine (articles 121 et 122). Dans ce cadre, les États partenaires s'engagent à travailler ensemble à la conception d'une approche commune pour répondre aux besoins des personnes défavorisées et marginalisées (article 120 [c]).

Ayant pris ces engagements au plus haut niveau, la CAE a adopté sa Stratégie de développement 2010/11 – 2015/16 lors de la vingt-troisième réunion de son Conseil des ministres, tenue à Arusha en septembre 2011. Cette stratégie comprend plusieurs interventions concernant la cohésion sociale, notamment l'inscription de la parité hommes-femmes, des questions de la jeunesse et de la protection sociale au premier plan de tous les projets, programmes et politiques de la Communauté. Le Plan stratégique pour la parité hommes-femmes, la jeunesse, les enfants, les personnes handicapées, la protection sociale et le développement des communautés (2012-2016) (CAE, 2012), adopté ultérieurement en parfaite concordance avec la stratégie de développement, prévoit des interventions dans les six domaines qui constituent son intitulé.

À l'évidence, il peut y avoir loin des engagements pris sur papier aux mesures spécifiques à prendre pour parvenir à la cohésion sociale. Comme le suggère l'audit social du présent rapport, de nombreux éléments concrets indiquent que malgré les difficultés, telles que celles rencontrées en ce moment par le Burundi, la cohésion sociale a généralement été consolidée dans toute la région. Celle-ci a notamment fait des progrès prometteurs dans la recherche du développement humain, élément indispensable de la création de sociétés plus solidaires<sup>7</sup>.

Mesurer les progrès de ce phénomène multidimensionnel qu'est la cohésion n'est pas une mince affaire. Il n'existe aucun indicateur qui puisse en saisir toutes les facettes, mais l'indicateur composite nouvellement mis en place par la CEA, l'Indice africain de développement social, tente de mesu-

<sup>7</sup> Voir, par exemple, AllAfrica.com, 2014; et Jenson, 2010.

rer dans quelle mesure des personnes subissent l'exclusion sociale tout au long de leur vie. Cet outil permet de rendre compte de l'essence des problèmes sociaux en partant du principe selon lequel le développement social doit se traduire par l'amélioration des conditions de vie des populations humaines, tant au niveau national qu'infra-national (CEA, 2014). La CEA travaille actuellement en conjonction avec les agences nationales de statistique à l'élaboration d'indices africains de développement social nationaux et infranationaux dans tous les pays de l'Afrique de l'Est.

Un autre indice composite mieux établi qui influence clairement les débats portant sur la cohésion sociale est l'Indice de développement humain (IDH) du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), qui est l'un des indices de ce type les plus largement acceptés depuis sa mise en place en 1990. Cet indice recueille des données indirectes sur la santé, l'éducation et la capacité de parvenir à un niveau de vie décent. Quoiqu'occupant encore un rang peu élevé à l'échelle mondiale, les indices de presque tous les pays de la région se sont nettement améliorés depuis 1990, avec parfois des progrès particulièrement rapides (figure 3). Le Rwanda, par

*En dehors des Seychelles, tous les autres pays demeurent dans la moitié inférieure du classement mondial de l'IDH.*

exemple, pays jadis tout en bas du classement, présente maintenant le troisième niveau de développement de la région. On constate aussi de rapides progrès pour les indices de l'Éthiopie, de l'Ouganda et de la République-Unie de Tanzanie.

Il convient d'observer néanmoins que ces progrès rapides se sont produits à partir d'un point de référence inférieur. En dehors des Seychelles, tous les autres pays demeurent dans la moitié inférieure du classement mondial de l'IDH (Tableau 1). Quatre pays, le Burundi, la République démocratique du Congo, Djibouti et l'Éthiopie, sont encore dans les 10 % du bas du classement.

Cela étant, l'IDH est un indicateur composite relativement simple qui peut masquer des améliorations sur des indicateurs spécifiques particulièrement importants pour la cohésion sociale, comme les taux de scolarisation ou des amélio-

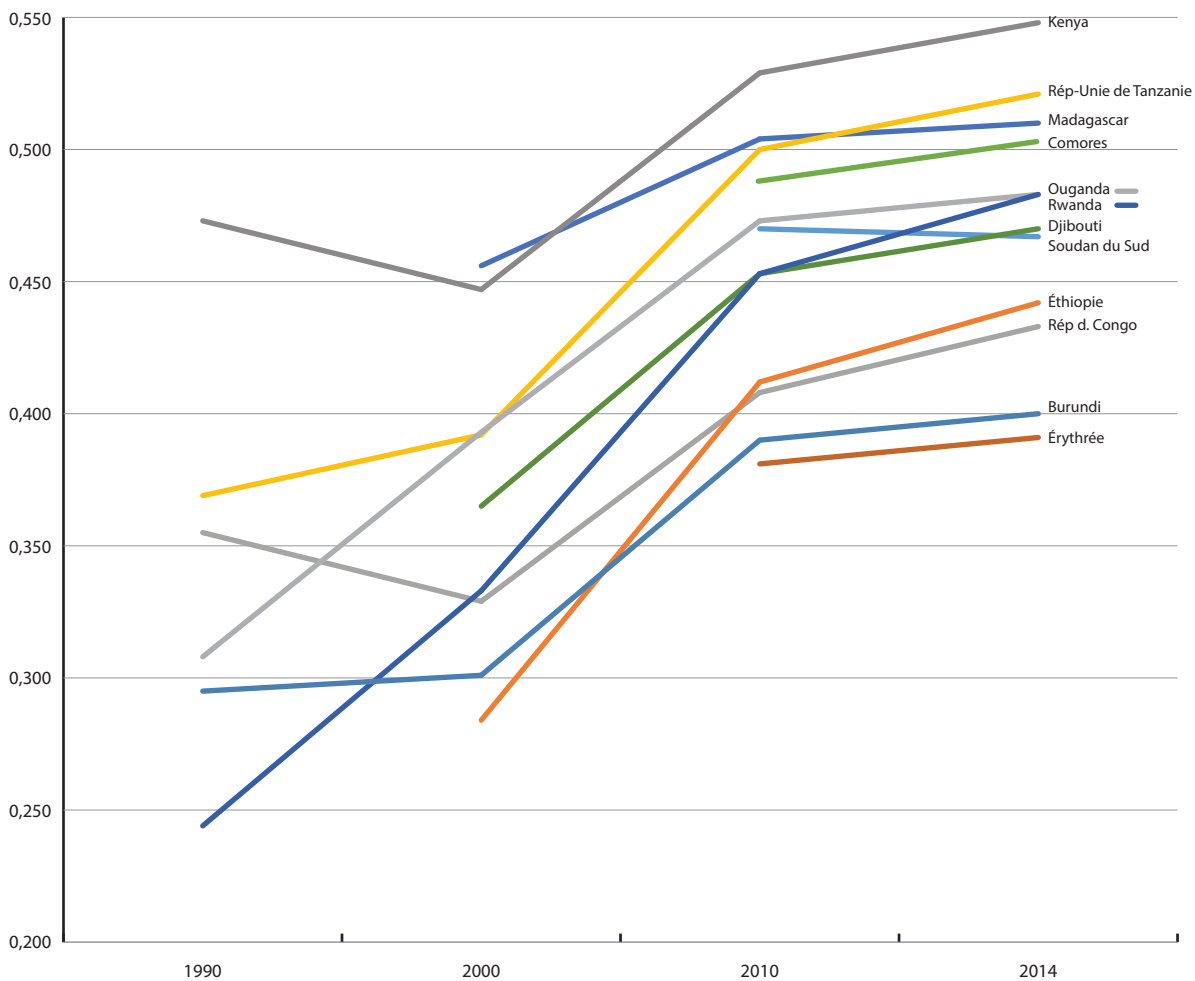
**Tableau 1: Classement de l'Indice de développement humain**

Pays	2000 (/157)	2010 (/187)	2013 (/187)
Norvège	1	1	1
Seychelles	49	64	71
Kenya	123	148	147
Rwanda	149	168	151
Madagascar	125	151	155
Comores	-	157	160
Ouganda	140	160	164
République-Unie de Tanzanie	145	163	159
Djibouti	-	170	170
Éthiopie	156	173	173
Burundi	154	178	180
Érythrée	-	181	182
République démocratique du Congo	157	187	186
Niger	158	186	187

Source: PNUD (2014a).

Note: Pays dont l'indice n'est pas mesuré: Somalie et Soudan du Sud.

**Figure 3: Indice de développement humain**



**Source:** PNUD (2014a).

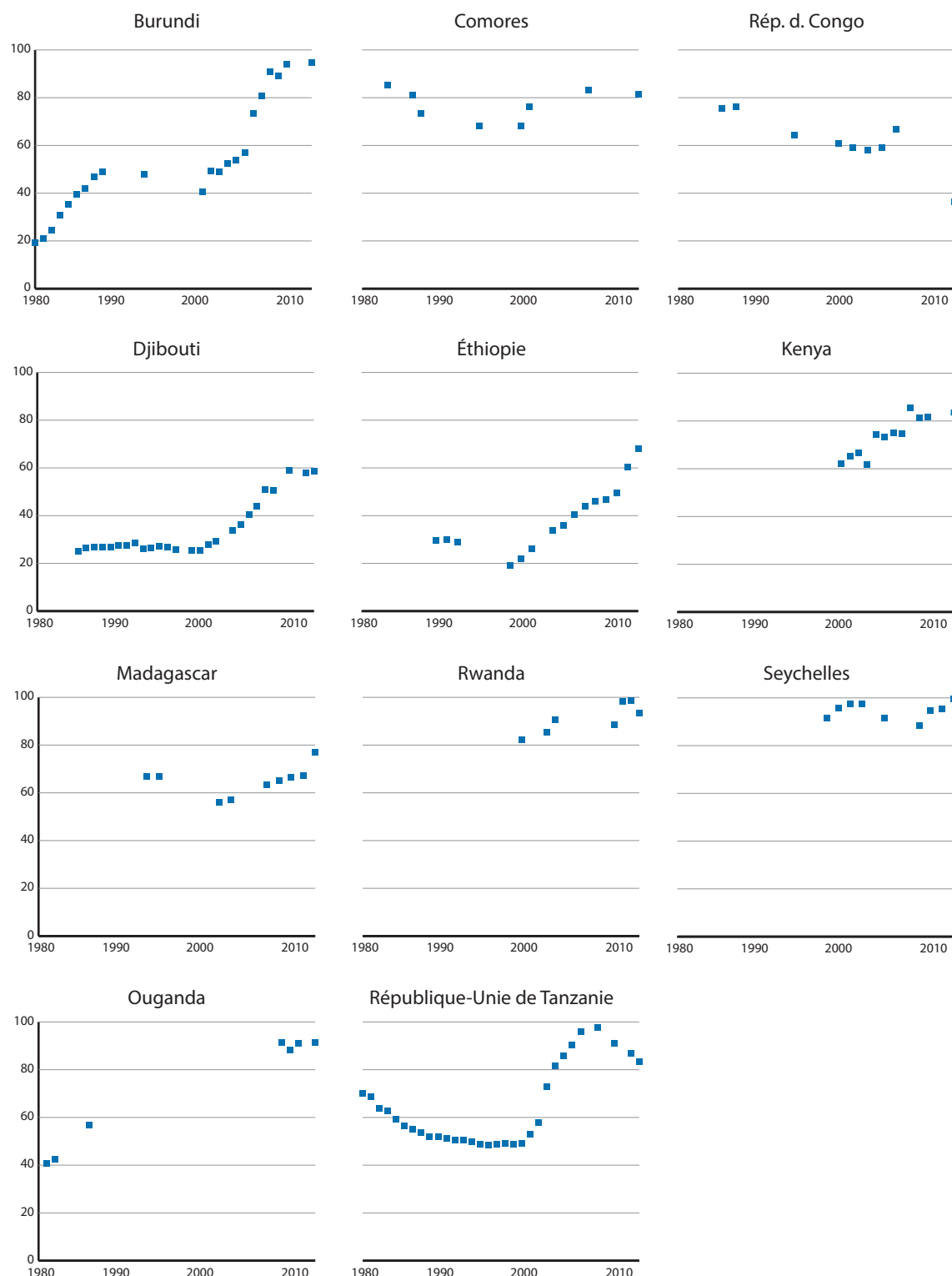
**Note:** À l'exclusion de l'Érythrée, des Seychelles, de la Somalie et du Soudan du Sud.

rations au niveau infranational des prestations de services de santé. Comme le montrera l'Indice africain de développement social qui sera présenté prochainement, certains de ces indicateurs sont en nets progrès.

Le taux de scolarisation dans le primaire est un de ces indicateurs. Comme l'illustre le tableau 2, les taux nets de scolarisation dans le primaire ont clairement augmenté dans presque tous les pays de la région. Les taux de scolarisation dans les écoles primaires de quatre pays – le Burundi, Djibouti, l'Éthiopie et la République-Unie de Tanzanie – ont pratiquement doublé depuis le début des années 2000. Ceci reflète le fait que l'éducation est de plus en plus inclusive. Les systèmes inclusifs d'éducation facilitent la mobilité sociale, réduisent le risque de générations laissées pour

compte et permettent une plus grande participation civique à la gouvernance (OCDE, 2011). Selon Gradstein et Justman (1999), l'éducation favorise une meilleure cohésion sociale en facilitant une culture commune et en consolidant le capital humain. De plus, l'amélioration des taux de scolarisation s'accompagne d'une augmentation de la productivité, d'une réduction de la criminalité et d'un relèvement des conditions de vie (Ministère du développement international du Royaume-Uni, 2012). En dernière analyse, parvenir à de plus hauts niveaux d'éducation au niveau national peut aboutir à long terme à de plus hauts niveaux de croissance économique durable (Chang, 2010, p. 181). En bref, une éducation inclusive contribue de façon significative à la création de sociétés plus solidaires.

**Tableau 2:** Taux nets de scolarisation dans le primaire



**Source:** Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (2014).

**Note:** Données non disponibles: Somalie et Soudan du Sud.

Il va sans dire que la qualité de l'enseignement dispensé ne doit pas être ignorée. Les disparités entre qualité et quantité peuvent fortement compromettre le résultat de l'éducation. Mais les acquis significatifs au niveau des taux nets

de scolarisation reflètent pour le moins la forte priorité que les États de toute la région accordent à l'enseignement. Un autre indicateur à ce sujet est que la plupart des États de la région ont nettement augmenté la part du budget allouée à

---

*La plupart des États de la région ont nettement augmenté la part du budget allouée à l'éducation depuis le début des années 1990.*

---

l'éducation depuis le début des années 1990<sup>8</sup>. À titre d'exemple, le Burundi a triplé ses dépenses d'éducation en pourcentage du PIB entre 2000 et 2011 (Bureau sous-régional de la CEA en Afrique de l'Est, 2013).

Les donateurs de l'OCDE ont adopté cet ordre de priorité. Les membres du Comité d'aide au développement de l'OCDE ont plus que doublé leur contribution d'aide publique au développement destinée à l'éducation dans la région, qui est passée de moins de 500 millions de dollars en 2002 à plus de milliard en 2010 (Bureau sous-régional de la CEA en Afrique de l'Est, 2013).

En plus de l'éducation, un autre indicateur social qui s'est remarquablement amélioré ces 20 dernières années est le taux de mortalité des moins de 5 ans. Ce taux mesure la probabilité de décès entre la naissance et l'âge de 5 ans, en proportion de 1 000 naissances vivantes. Dans presque tous les pays le nombre de décès des enfants de moins de 5 ans a diminué (tableau 3). Dans huit pays – l'Érythrée, l'Éthiopie, le Kenya, Madagascar, l'Ouganda, la République-Unie de Tanzanie, le Rwanda et les Seychelles – ces taux ont diminué de moitié ou plus depuis qu'on a commencé de les enregistrer. Plus important encore: ce progrès concerne tous les quintiles de revenus, caractéristique vitale d'un développement inclusif (Société internationale pour le développement, 2013).

Les progrès les plus importants de réduction des taux de mortalité ont été observés en Éthiopie, au Rwanda et en République-Unie de Tanzanie. Dans les autres pays, les progrès sont inégaux, mais on est clairement sur la bonne voie. En République démocratique du Congo, par exemple, le taux de mortalité des moins de 5 ans a chuté de 7,5 % entre 2000 et 2011, après être avoir stagné durant les années 1990. Si le taux de mortalité infantile reste beaucoup trop élevé (168<sup>e</sup> position en 2011 et le cinquième pays le moins bien classé au monde), cela représente un progrès pour une population qui a subi des années de conflits et d'instabilité (UNICEF, 2014). Aux Comores, les dépenses d'éducation en pourcentage du PIB ont presque doublé entre 2002 et 2008 (Bureau sous-régional de la CEA en Afrique de l'Est, 2014). De tels engagements des gouvernements sont de bon augure pour la cohésion sociale.

---

*Les progrès les plus importants de réduction des taux de mortalité ont été observés en Éthiopie, au Rwanda et en République-Unie de Tanzanie.*

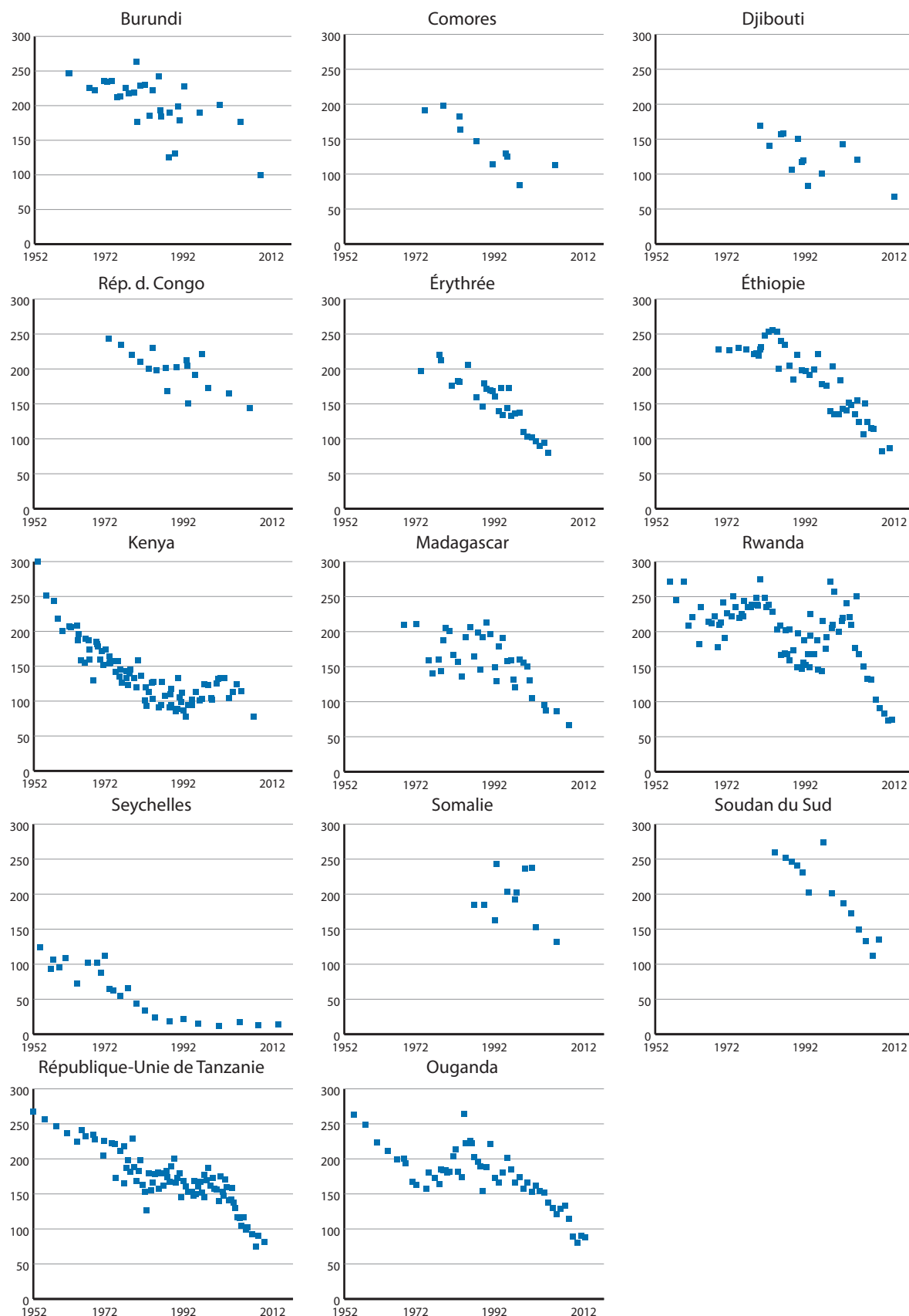
---

En résumé, ces 15 dernières années, plusieurs indicateurs sociaux et économiques de l'Afrique de l'Est se sont nettement améliorés, ce qui offre des possibilités encourageantes de réaliser un meilleur niveau de cohésion sociale dans toute la région. Nous allons maintenant examiner dans quelle mesure ces possibilités sont exploitées dans un certain nombre de domaines spécifiques.

---

<sup>8</sup> En général, la priorité a été accordée à l'enseignement primaire. Par exemple, les dépenses pour l'enseignement primaire représentent plus de 50 % du total des dépenses d'éducation dans cinq pays de la région (Comores, Éthiopie, Kenya, Ouganda et République-Unie de Tanzanie (Bureau sous-régional de la CEA en Afrique de l'Est, 2013)).

**Tableau 3: Taux de mortalité des moins de 5 ans (pour 1 000 naissances vivantes)**



Source: Données des pays (Estimations de la mortalité infantile, 2014).



## Deuxième partie

# Audit social de la cohésion en Afrique de l'Est

Sont examinées ici plusieurs dimensions de la cohésion sociale en Afrique de l'Est, à savoir:

- La pauvreté
- Les conflits et l'ordre public
- Les besoins humanitaires et la vulnérabilité aux catastrophes naturelles
- Les inégalités
- La confiance
- Le marché du travail
- Les migrations
- Les différences ethniques, religieuses et culturelles
- Les pressions démographiques
- Les toxicomanies
- La gouvernance et les prestations de services

Ces dimensions sont examinées l'une après l'autre, mais il convient d'observer qu'elles sont interdépendantes, des changements dans l'une se traduisant souvent par des changements dans les autres. Par exemple, les conflits ont tendance à perpétuer la pauvreté, à susciter d'importantes migrations et à compromettre la bonne gouvernance et les prestations de services. De même, un marché du travail en bonne santé s'accompagne souvent d'une réduction de la pauvreté et des inégalités. Dans la mesure du possible, les liens entre chacune de ces dimensions ont été relevés et étudiés.

Il ne s'agit pas ici de présenter une analyse complète de toutes les dimensions de la cohésion sociale en Afrique de l'Est. On pourrait d'ailleurs se demander si une telle tâche serait faisable vu la multiplicité et la complexité des facteurs qui influent sur la cohésion sociale. C'est pourquoi cet audit social est nécessairement sélectif et se focalise sur les domaines considérés comme les plus pertinents pour la construction dans la région de sociétés plus harmonieuses et solidaires.

## A. La pauvreté

La pauvreté est une des formes les plus flagrantes et les plus injustes d'exclusion sociale. Comme le souligne l'OCDE (2011), une société qui se caractérise par la cohésion répond aux besoins de tous ses membres. Ce n'est pas le cas si certains de ses membres ne sont pas en mesure de subvenir à leurs besoins les plus fondamentaux. C'est pourquoi la pauvreté et les efforts visant son éradication sont extrêmement pertinents pour la cohésion sociale. Sur la base de ce principe, Jenson (2010) utilise les mesures de la pauvreté comme indicateur des échecs de la cohésion sociale.

L'évaluation des progrès accomplis en Afrique de l'Est en vue d'éradiquer la pauvreté dépend de l'aune à laquelle on les mesure. Un des instruments utilisés le plus souvent est la mesure de la Banque mondiale fondée sur les revenus, qui implique de définir le seuil international de pauvreté (actuellement fixé à 1,25 dollar des États-Unis par jour) pour compter le nombre de personnes vivant en-dessous de ce seuil.

---

*L'Éthiopie et l'Ouganda ont affiché la diminution des taux de pauvreté la plus constante et la plus prononcée depuis les années 1980.*

---

Si l'on retient cette mesure, il s'avère que l'Éthiopie et l'Ouganda ont affiché la diminution des taux de pauvreté la plus constante et la plus prononcée depuis les années 1980, tandis que le Kenya et les Seychelles ont enregistré des augmentations (voir tableau 4). Malheureusement, le manque de données empêche de comparer dans le temps les tendances pour tous les pays de la région. Il est clair cependant que suivant cette mesure, la pauvreté persiste dans de nombreux pays, malgré les améliorations économiques mentionnées plus

haut. À l'aide des données disponibles, le Bureau sous-régional de la CEA en Afrique de l'Est (2013) a observé que si la pauvreté à 1,25 dollar par jour a diminué en termes relatifs dans la région (de 65 % en 2000 à 54 % en 2011), en chiffres absolus, le nombre de citoyens vivant en-dessous de ce seuil international de pauvreté a en fait augmenté, passant de 115 à 166 millions sur la même période.

Mais cette mesure de la pauvreté présente des limites bien connues ; en effet, les estimations de la pauvreté sont très sensibles au calcul des parités de pouvoir d'achat. Suite à un examen récent de ces dernières, les estimations du nombre de personnes vivant dans la pauvreté extrême de par le monde ont chuté du jour au lendemain, d'entre 300 et 600 millions<sup>9</sup>. En Afrique de l'Est,

c'est au Kenya que ce changement subit a été le plus important, avec une réduction de l'incidence de la pauvreté d'environ 6 millions, ainsi ramenée de 16,2 à 10,4 millions de personnes (Chandy et Kharas, 2014).

Des révisions statistiques d'une telle ampleur, en l'absence de tout changement réel des niveaux de pauvreté, signifient que cette mesure doit être utilisée avec prudence. Deaton (2011) signale par ailleurs qu'il est très difficile de calculer les parités de pouvoir d'achat (qui sont à la base de l'estimation du seuil de pauvreté à 1,25 dollar) de façon à tenir entièrement compte des différents modes de consommation d'un pays à l'autre.

**Tableau 4: Incidence de la pauvreté calculée avec le seuil de pauvreté international** (Pourcentage de population vivant avec moins de 1,25 dollar des États-Unis par jour en utilisant les parités de pouvoir d'achat de 2005)

	Années 80	Années 90			Années 2000		Années 2010
Burundi		84,25 1992	86,14 1998		81,32 2006		
Comores					46,11 2004		
Rép. d. Congo					87,72 2005		
Éthiopie	66,22 1981	63,2 1995	54,57 1999		38,96 2005		36,79 2010
Kenya		38,42 1992	28,5 1994	31,83 1997	43,37 2005		
Madagascar	85,89 1980	67,07 1993	72,04 1997	82,37 1999	76,34 2001	82,43 2005	87,67 2010
Rwanda	63,26 1984				79,37 2000	71,97 2005	63,02 2010
Seychelles			0 1999		0,25 2006		
Ouganda	70,8 1989	71,92 1992	63,01 1996	59,43 1999	56,57 2002	51,72 2005	37,91 2009
Rép.-Unie de Tanzanie		71,98 1991			84,23 2000	67,87 2007	43,48 2011

Source: Base de données POVCAL de la Banque mondiale (2014).

9 Pour calculer les parités de pouvoir d'achat, le Programme de comparaison internationale mesure les prix dans près de 200 pays. En 2014, il a actualisé ses estimations, passant l'année de référence de 2005 à 2011. Ce faisant, le nombre de personnes considérées comme vivant dans l'extrême pauvreté est automatiquement tombé, de 1,2 milliard à 900 ou 600 millions (Chandy et Kharas, 2014).

Une autre façon de mesurer la pauvreté se sert du seuil de pauvreté déterminé par les autorités nationales de chaque pays. En d'autres termes, les autorités nationales concernées déterminent le montant de revenus dont a besoin un ménage pour ne pas être considéré comme pauvre. Ce seuil peut alors servir à calculer l'incidence de la pauvreté dans ce pays.

Cette méthode permet de dresser un tableau légèrement plus optimiste. Si l'on utilise cette approche, trois des quatre pays où plusieurs observations ont été effectuées dans le temps – l'Éthiopie, le Rwanda et l'Ouganda – affichent une réduction de la pauvreté (tableau 5). L'exception est Madagascar où l'on constate une légère augmentation. On ne dispose que d'une seule obser-

vation pour tous les autres pays – ces estimations nationales ont tendance à être inférieures à celles reposant sur le seuil international de pauvreté, comme on l'examinera plus loin et comme le met en évidence le tableau 8.

Mais l'utilisation des données nationales pour mesurer la pauvreté a également des limites<sup>10</sup>. D'abord, le recours à un seuil de pauvreté calculé sur le plan national signifie que l'on ne peut plus faire de comparaisons entre les niveaux de pauvreté d'un pays à l'autre. Il n'est donc plus possible d'établir objectivement si l'incidence de pauvreté est plus élevée disons par exemple en Ouganda ou en Éthiopie. Ensuite, cette mesure, tout comme celle de la Banque mondiale, ne porte que sur le niveau des revenus, alors que l'on

**Tableau 5: Incidence de la pauvreté calculée avec les données et seuils de pauvreté nationaux**

	Années 90			Années 2000			Années 2010	
Burundi				66,9				
				2006				
Comores				44,8				
				2004				
Rép. d. du Congo				71,3				
				2005				
Érythrée	69							
	1993							
Éthiopie	45,5	44,2		38,9			29,6	
	1995	1999		2004			2011	
Kenya				45,9				
				2005				
Madagascar				70,9	75		75,3	
				2001	2005		2010	
Rwanda				56,7			44,9	39,1
				2006			2011	2014
Seychelles				13,4				
				2006				
Soudan du Sud					50,6			
					2009			
Ouganda	56,4	44,4	33,8	38,8	31,1	24,5		
	1992	1996	2000	2002	2005	2009		
Rép.-Unie de Tanzanie							28,2	
							2012	

Source: Autorités nationales de chaque pays.

<sup>10</sup> Pour une analyse de ces problèmes, voir par exemple Deaton (2001).

sait que le manque de revenus n'est qu'un aspect de la pauvreté<sup>11</sup>. Parmi les autres aspects de la pauvreté, il y a notamment le manque d'accès aux soins de santé, à l'éducation ou à l'eau potable. L'indice de pauvreté multidimensionnelle (IPM), élaboré par l'Oxford Poverty and Development Initiative et que publie le PNUD, essaye de rendre compte de ces autres aspects en traitant la pauvreté comme une variable pluridimensionnelle. Y sont incorporées trois dimensions de la pauvreté – santé, éducation et niveau de vie – à l'aide de 10 indicateurs pour mesurer ces dimensions et estimer l'incidence de la pauvreté (Alkire *et al.*, (2015) fournissent des explications détaillées sur les multiples dimensions de la pauvreté).

Selon cet IPM, la pauvreté subsiste à des niveaux élevés en Afrique de l'Est, où 237 millions de personnes vivent dans des conditions de pauvreté

multidimensionnelle<sup>12</sup>. Dans sept pays, plus de la moitié de la population est affectée. Dans trois pays – le Burundi, l'Éthiopie et la Somalie – c'est plus de 80 % de la population qui est pauvre (tableau 6). En règle générale, les estimations de la pauvreté réalisées avec l'IPM sont plus élevées que les mesures reposant sur les revenus (tableau 8). Il y a par ailleurs moins d'estimations de l'IPM dans le temps. Il n'y a que trois pays de la région – le Burundi, le Rwanda et l'Ouganda – pour lesquels il y a eu plusieurs observations depuis le début des mesures. Dans chacun d'entre eux, la pauvreté a diminué en pourcentage de la population. Le Rwanda est le seul pays où il y a eu une diminution du nombre de pauvres en chiffres absolus.

Enfin, un aspect de la pauvreté que les trois mesures ci-dessus ignorent est la perception auto-déclarée d'une personne qui estime être

**Tableau 6: Pauvreté multidimensionnelle**

(Pourcentage de population et nombre de personnes vivant dans des conditions de pauvreté multidimensionnelle)

	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011
Burundi	87,9 6 833 000					81,8 7 553 000	
Rép. dém. du Congo						74,4 46 278 000	
Djibouti		26,9 212 000					
Éthiopie							88,2 78 887 000
Kenya				48,2 19 190 000			
Madagascar				77 15 774 000			
Rwanda	86,5 8 155 000					70,8 7 669 000	
Somalie		81,8 7 104 000					
Ouganda		74,5 22 131 000					70,3 24 712 000
Rép.-Unie de Tanzanie						66,4 29 842 000	

Source: PNUD (2014a).

11 Kakwani et Silber (2008); et Sen (2011) fournissent un examen détaillé de la question.

12 Cette estimation ne tient pas compte des Comores, de l'Érythrée, des Seychelles, et du Soudan du Sud, pour lesquels les données ne sont pas disponibles.

pauvre. Selon Ravallion (2013, p.1), l'idée d'un seuil de pauvreté subjectif (en-dessous duquel les gens pensent qu'ils sont pauvres alors qu'ils ne s'estiment pas pauvres au-dessus) est sans doute le concept le plus attrayant pour définir la pauvreté. C'est là un aspect de l'analyse de la pauvreté encore relativement peu utilisé.

Le tableau 7 résume les résultats les plus récents d'Afrobarometer dont il ressort que dans cha-

*Il y a une différence significative entre les mesures officielles de la pauvreté et la manière dont la population perçoit vivre dans la pauvreté ou non.*

cun des cinq pays de l'Afrique de l'Est examinés récemment, la majorité de la population décrit ses conditions de vie actuelles comme assez mauvaises ou très mauvaises. Au Kenya, en Ouganda

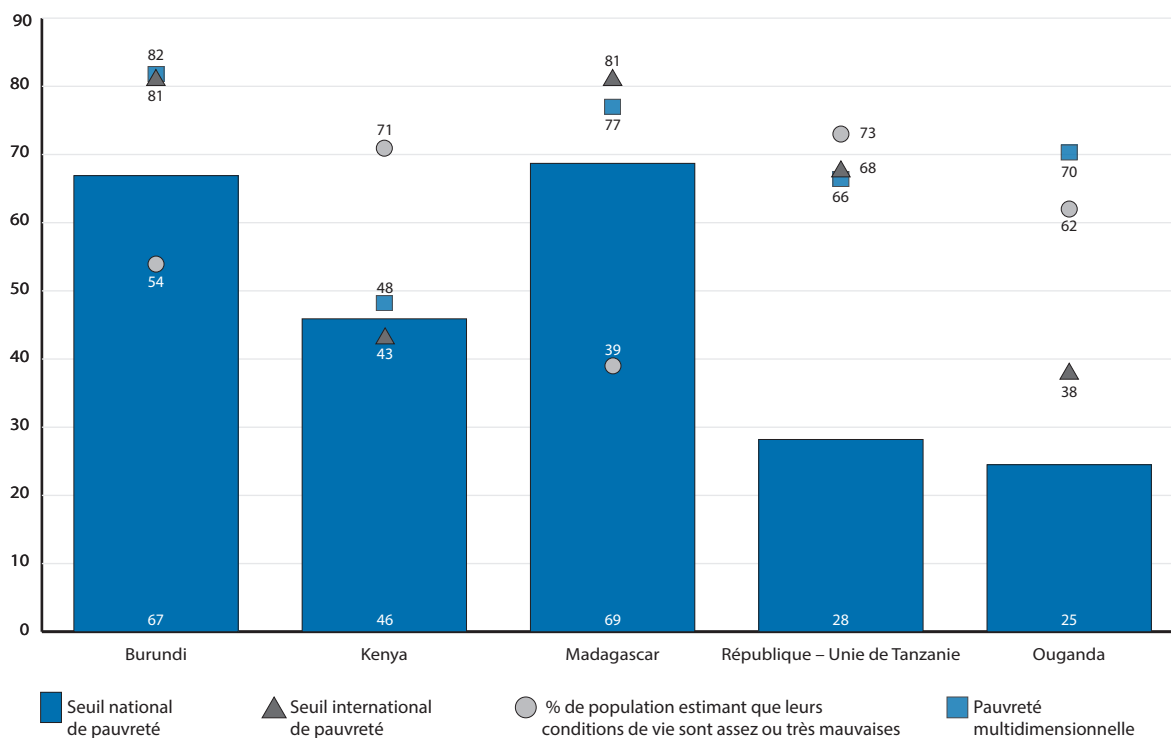
**Tableau 7: Perceptions des conditions de vie**

“En général, comment décririez-vous vos conditions de vie actuelles ?”  
(pourcentage de répondants)

Pays	Bonnes/assez bonnes	Ni bonnes ni mauvaises	Très/assez mauvaises	Pas d'opinion
Burundi	25	22	54	0
Kenya	14	14	71	0
Madagascar	10	34	55	0
Ouganda	28	10	62	0
Rép.-Unie de Tanzanie	8	27	65	0

Source: Afrobarometer (2015).

**Figure 4: Mesures de la pauvreté**



Source: Afrobarometer (2015), PovCal Banque mondiale (2014), et PNUD (2014a).

Note: Les mesures de la pauvreté utilisant le seuil national de pauvreté, le seuil international de pauvreté et l'indice de pauvreté multidimensionnelle couvrent des périodes différentes. Plus précisément, les données pour le Burundi sont de 2006, 2006 et 2010, respectivement; celles pour le Kenya de 2005, 2005 et 2008-2009, respectivement; pour Madagascar de 2010, 2010 et 2008-2009, respectivement; pour la République-Unie de Tanzanie de 2012, 2007 et 2010, respectivement; et pour l'Ouganda de 2009, 2009 et 2011, respectivement.

**Tableau 8: Incidences de pauvreté (Pourcentage de la population)**

	Incidence de pauvreté calculée au niveau national – Année	Incidence de pauvreté calculée par la Banque mondiale – 1,25 dollar/ jour avec les PPA de 2005	Pauvreté multidimension- nelle
Burundi	67 2006	81 2006	88 2010
Comores	45 2004	46 2004	-
Rép. dém. du Congo	71 2005	88 2005	74 2010
Djibouti	-	-	27 2006
Érythrée	69 1993	-	-
Éthiopie	30 2011	31 2010	88 2011
Kenya	46 2005	43 2005	48 2008/09
Madagascar	75 2010	81 2010	77 2008/09
Rwanda	39 2014	63 2010	71 2010
Seychelles	13 2006	0.25 2006	
Somalie	-	-	82 2006
Soudan du Sud	51 2009	-	
Ouganda	25 2009	38 2009	70 2011
Rép-Unie de Tanzanie	28 2012	68 2007	66 2010

**Source:** Autorités nationales de chaque pays.

et en République-Unie de Tanzanie, environ deux tiers des répondants étaient dans cette catégorie et moins de 10 % de la population de République-Unie de Tanzanie décrivaient leurs conditions de vie comme assez bonnes ou très bonnes.

Il ressort de l'utilisation combinée de ces quatre mesures de la pauvreté – seuil national de pauvreté, seuil international de pauvreté, pauvreté multidimensionnelle et degré de satisfaction des conditions de vie – qu'il y a dans certains cas de grandes différences entre les mesures officielles de la pauvreté et la façon dont les gens perçoivent s'ils vivent dans la pauvreté ou pas (figure 4). Au Kenya, en Ouganda et en République-Unie de Tanzanie par exemple, une proportion beaucoup plus forte de la population estime vivre dans de mauvaises conditions par rapport à la proportion de personnes touchées par la pauvreté selon

les chiffres du gouvernement. Ces différences exigent des recherches plus approfondies et un meilleur suivi.

Un message essentiel ressort de cette analyse: les taux de pauvreté restent obstinément élevés dans de nombreuses parties de l'Afrique de l'Est.

*Donner la priorité à l'éradication de la pauvreté doit rester un objectif important et urgent des politiques visant la cohésion sociale.*

Le degré de pauvreté et ses tendances peuvent varier suivant l'aune à laquelle on les mesure, mais cela n'y change rien. Donner la priorité à l'éradication de la pauvreté doit donc rester un objectif

important et urgent des politiques visant la cohésion sociale.

## B. Les conflits et l'ordre public

La cohésion sociale ne signifie pas l'absence totale de tensions ou de conflits. Comme on l'a vu en première partie, des tensions surgissent dans tout groupe de personnes, quelles que soient leurs dispositions génétiques, leurs segmentations ethniques ou autres caractéristiques (North, Wallis et Weingast, 2012). Le concept de cohésion sociale reflète plutôt le fait qu'une société soit en mesure de gérer collectivement un éventail changeant de

---

*Une société solidaire parvient à faire place à des intérêts contradictoires de manière à ce que la population évite le recours à la violence.*

---

tensions et de désaccords entre ses diverses communautés (Hudson *et al.*, 2007). On peut parler de cohésion sociale lorsque les intérêts contradictoires sont dépassés sans recours à la violence. Les institutions chargées par la société de promouvoir l'ordre public, comme le pouvoir judiciaire et la police, jouent un rôle important à cet égard.

L'environnement économique joue en même temps un rôle essentiel. Les faibles taux de développement économique et les chocs négatifs affectant les revenus ont tendance à augmenter les risques de conflits intérieurs (Collier et Hoeffler, 2004). Selon une recherche menée par Miguel, Satyanath et Sergenti (2004), une réduction de 5 % de l'activité économique s'accompagne par une augmentation de 50 % du danger de conflit interne l'année suivante. De plus, lorsqu'un conflit surgit dans un pays, il risque de devenir récurrent. En moyenne, il y a 39 % de risque qu'un conflit reprenne dans les cinq premières années suivantes, ce pourcentage diminuant à 32 durant les cinq années subséquentes (Collier, 2006).

La persistance de l'insécurité compromet aussi le développement social. On estime que pour toute période de trois ans pendant laquelle un pays

connaît d'importantes violences, la réduction de la pauvreté prend un retard de 2,7 points de pourcentage par rapport aux pays où la violence ne sévit pas (Banque mondiale, 2011a). Ceci est d'autant plus grave que trois des cinq États les plus fragiles du monde se trouvent en Afrique de l'Est, selon l'Indice des États fragiles publié en 2014 par le Fonds pour la paix. En même temps, des conflits de faible intensité perturbent aussi plusieurs zones sensibles de la région (par exemple à l'est de la République démocratique du Congo).

Par le passé, l'Afrique de l'Est a souvent échoué à gérer collectivement des discordes sans avoir recours à la violence. La décennie des années 1990 a été particulièrement turbulente pour la région, et les conflits de la région des Grands Lacs et de la Corne de l'Afrique ont affecté tous les pays d'une façon ou d'une autre. Le chaos qui a suivi la destitution de Siad Barre en Somalie (1991), la chute du régime communiste du Derg en Éthiopie (1991), le génocide rwandais (1994) et le renversement du Président Mobutu dans l'ancien Zaïre (1997) ont tous eu lieu pendant cette décennie et provoqué de graves bouleversements sociaux et de profondes souffrances.

L'incertitude provoquée par ces conflits se prolonge en ce XXI<sup>e</sup> siècle. Le Comité international de secours, par exemple, estime qu'entre 1998 et 2008, environ 5,4 millions de personnes sont mortes de maladies évitables et de famine aggravée par le conflit dans la région des Grands Lacs<sup>13</sup>. En fait, les conflits dans la région ont tendance à resurgir depuis 2004, d'après l'Armed Conflict Location and Event Data Project (ACLED) (projet de recueil de données sur l'emplacement et la survenue des conflits armés).

En réponse à ces difficultés, les pays de l'Afrique de l'Est et leurs alliés ont adopté plusieurs mesures. Certaines d'entre elles sont connues pour avoir été très efficaces. La Mission de l'Union africaine en Somalie (AMISOM), par exemple, a été décrite, par un conseiller cité par Mills (2013), comme une incroyable réussite à fort peu de frais. L'AMISOM a réussi à faire ce qu'aucune autre force internatio-

<sup>13</sup> Sur la base d'estimations du Comité international de secours détaillées dans McGreal (2008).

nale n'avait pu réaliser en Somalie: repousser progressivement le Mouvement des Chabab hors de Mogadiscio et de la plupart des centres urbains. En mars-avril 2014, Chabab avait perdu le contrôle de 10 centres urbains, ce qui devrait réduire énormément ses recettes et bases d'entraînement (Kelley, 2014a). À Mogadiscio, selon un fonctionnaire somalien, le gouvernement contrôle environ 90 % de la ville (Kagire, 2014).

Cependant, les formes de violence que suscitent les conflits sont en évolution constante comme le suggère la Banque mondiale dans son *Rapport sur le développement dans le monde 2011: Conflits,*

---

*Un phénomène relativement nouveau dans la région a été la nette augmentation du terrorisme depuis la fin des années 1990.*

---

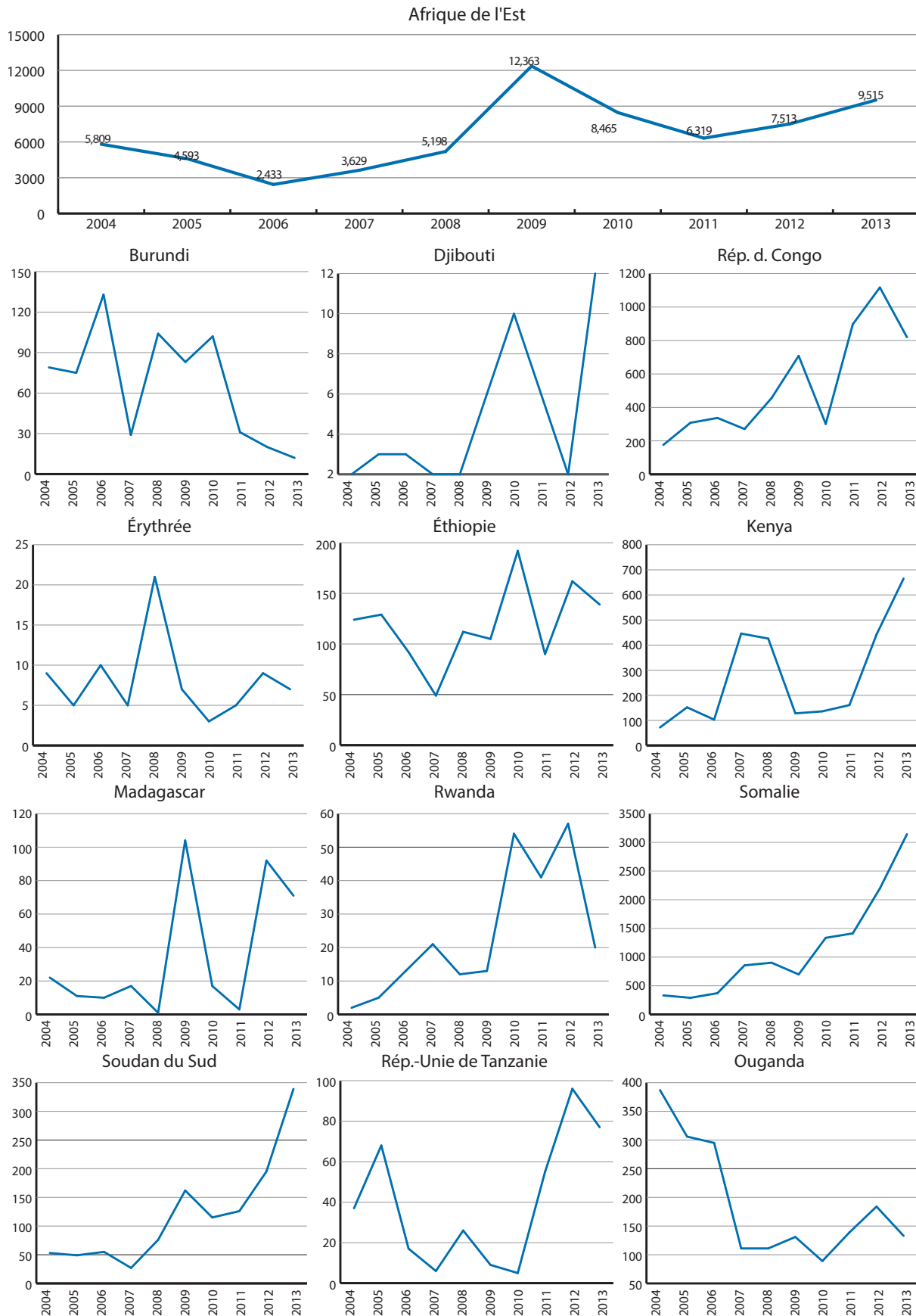
*sécurité et développement.* Un phénomène relativement nouveau dans la région, par exemple, a été la nette augmentation des activités terroristes depuis la fin des années 1990. En août 1998, les ambassades des États-Unis au Kenya et en République-Unie de Tanzanie étaient attaquées au même moment par des proches du mouvement Al-Qaïda faisant plus de 200 morts et des milliers de blessés. Depuis lors, le Mouvement des Chabab s'est rendu responsable de plusieurs

attentats terroristes dans la région, dont l'attaque de 2010 à Kampala, l'attaque de 2013 contre le centre commercial de Westgate à Nairobi où 67 personnes ont été tuées, de nombreux attentats et assassinats en Somalie et une attaque suicide contre un café à Djibouti en 2014. En fait, 2014 a vu la multiplication des attaques de Chabab en dehors des frontières de la Somalie, notamment en novembre 2014 au nord du Kenya, où sont mortes 28 personnes, dont 24 enseignants. Le raid contre les étudiants de l'université de Garissa en avril 2015 montre que ces agressions ne sont malheureusement pas sur le déclin.

Face à ces nouvelles formes de violence, plusieurs États ont pris des mesures de prévention cherchant à mieux surveiller et contrôler ces organisations. Au Kenya, par exemple, le gouvernement a révoqué en décembre 2014 l'enregistrement de 510 organisations non-gouvernementales dans le cadre de ses efforts pour empêcher ces organisations de servir de véhicules à des activités criminelles et de financer le terrorisme. Le gouvernement a aussi gelé les comptes bancaires des organisations visées et révoqué les permis de travail de leurs employés étrangers (BBC, 2014). Si des mesures vigoureuses sont sans doute nécessaires pour prévenir de nouvelles attaques terroristes, elles doivent être soigneusement gérées pour ne pas susciter la méfiance envers les institutions de l'État.



**Figure 5: Victimes de conflits armés**



Source: Armed Conflict Location and Event Data (2013).

Considérés dans le contexte mondial, ces signes persistants d'insécurité sont significatifs. L'indice des États fragiles de 2014<sup>14</sup> plaçait trois pays d'Afrique de l'Est – la République démocratique du Congo, la Somalie et le Soudan du Sud – parmi les cinq États les plus fragiles du monde, dans la catégorie d'état d'alerte avancée. Les autres pays se trouvent dans des catégories d'état d'alerte, de menace, ou de très grave menace (tableau 9).

Ces signes de fragilité seront vérifiés ces prochaines années où des élections doivent avoir lieu dans plusieurs pays. Au Burundi par exemple, la préparation des élections de 2015 a vu des manifestations inquiétantes, y compris des allégations de constitutions de stocks d'armes, des violences contre l'opposition et des restrictions imposées aux médias (Chemouni, 2014). L'échec de la tentative de coup d'État en mai 2015 n'a pas apporté de solution. Des préoccupations semblables sont mentionnées à propos de la République démocratique du Congo (Julien, 2015).

**Tableau 9: Indice des États fragiles 2014** (Classement sur 178 pays)

<b>État d'alerte avancée</b>	
1	Soudan du Sud
2	Somalie
4	Rép. dém. du Congo
<b>État d'alerte</b>	
18	Kenya
19	Éthiopie
21	Burundi
22	Ouganda
23	Érythrée
34	Rwanda
<b>Menace grave</b>	
45	Djibouti
54	Comores
59	Madagascar
65	Rép-Unie de Tanzanie
<b>Menace</b>	
122	Seychelles

Source: *Fonds pour la paix* (2014).

14 L'indice des États fragiles utilise 12 indicateurs primaires couvrant des aspects sociaux, économiques et politiques. Davantage d'informations concernant l'indice et sa méthode de calcul sont disponibles à l'adresse suivante: <http://fsi.fundforpeace.org/> (consultée le 14 novembre 2014)

La criminalité est une autre importante manifestation des conflits au sein d'une société. La plupart des données factuelles dans ce domaine proviennent d'études menées dans des pays à revenus élevés. Hirschfield et Bowers (1997), par exemple, ont constaté que les niveaux de criminalité ne sont pas si élevés dans les zones défavorisées du Royaume-Uni si, toutes choses étant égales par ailleurs, la cohésion sociale y est plus solide. Une étude menée à Chicago a produit des résultats similaires (Sampson, Raudenbush et Earls, 1997).

En Afrique de l'Est, c'est en Ouganda que les taux d'homicides mesurés en 2008 étaient les plus élevés, avec 36,3 homicides pour 100 000 personnes (tableau 10). Au Burundi, en République démocratique du Congo, en Éthiopie, au Kenya et en République-Unie de Tanzanie, les taux se situaient entre 20 et 26. C'est en Somalie que les taux d'homicides étaient les plus bas, soit 1,5 pour 100 000 personnes (UNdata, 2014).

Par rapport à la situation mondiale, ces taux des pays d'Afrique de l'Est sont relativement élevés. Les taux médians dans tous les autres pays du monde où les mesures ont été faites en 2008 étaient de 6 homicides pour 100 000 habitants, ce qui est inférieur à tous les pays de la région, sauf la Somalie et Djibouti.

Les taux d'incarcération de l'Afrique de l'Est correspondent bien aux chiffres susmentionnés. Quoique la relation entre les taux d'activités criminelles et les taux d'incarcération soit toujours très discutée<sup>15</sup>, des taux élevés d'incarcération suggèrent au moins que l'activité criminelle officiellement enregistrée et sanctionnée est très importante. À cet égard, c'est en Éthiopie que la population carcérale est la plus importante – nettement plus nombreuse que dans les autres pays de la région (figure 6).

Mais si la mesure est prise par habitant, le tableau est très différent et c'est aux Seychelles que la population carcérale est la plus importante, soit

15 Voir, par exemple, Conklin (2003); et Marvell et Moody (1996).

**Tableau 10: Homicides en 2008**

Pays classés par ordre croissant	Nombre d'homicides	Taux (homicides pour 100 000 habitants)
Somalie	138	1,5
Djibouti	29	3,4
Madagascar	1 588	8,1
Seychelles	7	8,3
Comores	85	12,2
Rwanda	1 708	17,1
Érythrée	879	17,8
Kenya	7 733	20,1
Burundi	1 726	21,7
Rép. dém. du Congo	13 558	21,7
Rép-Unie de Tanzanie	10 357	24,5
Éthiopie	20 239	25,5
Ouganda	11 373	36,3

Source: UNdata (2014).

868 prisonniers pour 100 000 habitants<sup>16</sup>. Il s'agit du taux le plus élevé du monde, en fait, légèrement au-dessus de celui des États-Unis d'Amérique. À l'autre extrême, c'est aux Comores que la population carcérale est la plus petite, tant en chiffre absolu qu'en pourcentage de la population (Centre international d'études pénitentiaires, 2014).

Si la criminalité est symptomatique d'une mauvaise cohésion sociale, elle s'explique probablement en partie du fait que les institutions chargées de l'ordre public sont incapables de s'occuper

correctement des tensions. À titre d'exemple, en 2014, l'Indice Mo Ibrahim de la gouvernance africaine constatait qu'un seul pays de la région – les Seychelles – figurait parmi les cinq premiers d'Afrique pour les mesures de maintien de la sécurité et de l'ordre public (tableau 11). Le pays suivant le plus haut placé était le Rwanda, en septième place, suivi de la République-Unie de Tanzanie, au vingtième rang. Mais le plus inquiétant est que quatre pays se trouvaient dans les 20 % les moins bien classés de toute l'Afrique, à savoir le Burundi, l'Érythrée, la République démocratique du Congo et la Somalie. Cet indice composite a fait l'objet de plusieurs critiques, en particulier au sujet des mesures du maintien de la sécurité et de l'ordre public<sup>17</sup>. Mais il semble suggérer que l'on pourrait vraiment améliorer la capacité collective de la région de surmonter les discordes sans recourir à la violence.

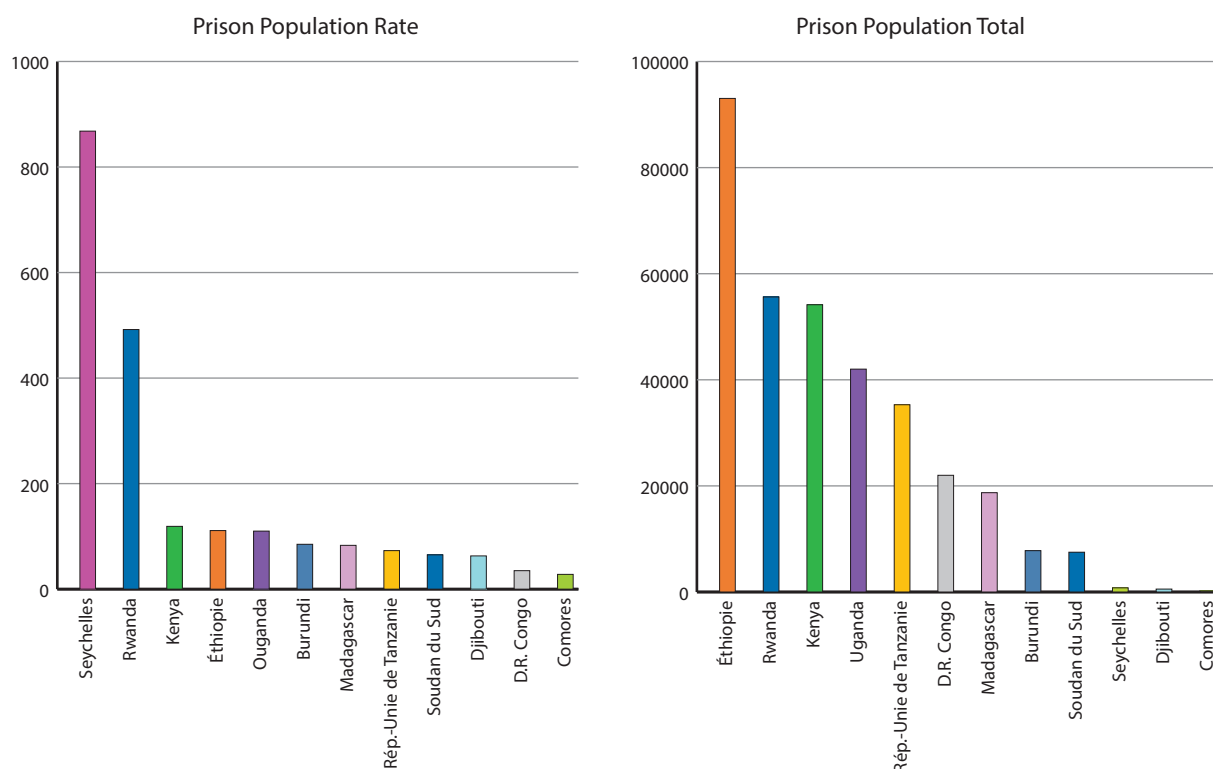
Confrontée à ces défis, la région a mis au point plusieurs innovations prometteuses pour renforcer l'efficacité des institutions de maintien de l'ordre public. Le Rwanda, par exemple, a mis en place un système d'*abunzi* (comités populaires qui assurent la médiation dans les communautés). Selon la tradition, les *abunzi* étaient des hommes connus dans leur communauté pour leur intégrité et chargés d'intervenir en cas de différend. Ces médiateurs traditionnels ont été institutionnalisés en 2006 pour assurer la médiation dans de petites affaires civiles et pénales, en particulier lorsqu'il s'agit de différends fonciers, afin d'améliorer la cohésion sociale et la stabilité. Cette forme de médiation est maintenant obligatoire avant de

16 Il convient de noter que la population totale des Seychelles est inférieure à 100 000 habitants. Le taux est donc dérivé d'une extrapolation.

17 Les données des indicateurs comportent des incohérences. D'après un chercheur, « nous avons interpellé la Fondation Mo Ibrahim au sujet des incohérences dans les données. Certaines ont été corrigées et d'autres non. Leur argument est qu'ils ne sont pas des fournisseurs de données, tandis que notre argument consiste à dire que si leur fournisseur de données leur fournit systématiquement des données erronées, ils doivent mettre en doute sa fiabilité ». (Karuhanga, 2014).

### Figure 6: Population carcérale

(juin 2010 – juin 2014) chiffres totaux pour 100 000 personnes à gauche et pourcentage de la population à droite



Source: Centre international d'études pénitentiaires (2014).

**Tableau 11: Indice de maintien de la sécurité et de l'ordre public** (Indice Ibrahim 2014 pour la gouvernance africaine)

Classement / 52	Note / 100
Afrique	51,7
1 Botswana	85,3
5 Seychelles	70,8
17 Rwanda	58,2
20 Rép-Unie de Tanzanie	57,4
21 Comores	56,6
25 Ouganda	53,3
27 Kenya	51,3
29 Djibouti	50,6
31 Éthiopie	50,0
32 Madagascar	49,0
43 Burundi	40,4
48 Érythrée	31,0
50 Rép. dém. du Congo	23,7
52 Somalie	5,9

Source: Fondation Mo Ibrahim (2014).

saisir un tribunal et cela aide à régler des différends de façon efficace et appropriée.

En résumé, l'Afrique de l'Est doit encore faire face à toutes sortes de problèmes en matière de paix et de sécurité. Mais ce sont des problèmes qui peuvent être surmontés au moyen de diverses approches et organisations locales qui ont démontré leur important potentiel s'agissant d'assurer la paix. Recenser les démarches qui ont réussi, les soutenir et en tirer parti sont les moyens les plus prometteurs de créer une région plus paisible et plus solidaire.

### C. Les besoins humanitaires et la vulnérabilité aux catastrophes naturelles

Les dommages résultant des catastrophes naturelles et la constante vulnérabilité aux catastrophes futures sont intrinsèquement liés aux processus de développement. Selon le PNUD (2004, p. 9):

*Il est clairement établi que les risques de catastrophes s'accumulent avec le temps à cause d'activités inappropriées en matière de développement. Chaque fois qu'un centre de santé ou une école s'écroulent suite à un tremblement de terre, chaque fois qu'une route ou un pont sont endommagés par des inondations, c'est un acquis de développement qui est annulé. L'urbanisation non maîtrisée et la densité des habitants dans des zones à risque et dans des bâtiments insalubres, l'augmentation de la pauvreté qui affaiblit l'aptitude humaine de résister aux effets hostiles des aléas et d'atténuer leurs conséquences, la dégradation de l'environnement qui accroît fortement les risques d'inondations et de sécheresse, ne sont que quelques exemples de la manière dont les activités de développement peuvent contribuer aux risques de catastrophe.*

Que ce soit au niveau national, régional ou mondial, lorsqu'une partie de la population a de graves besoins humanitaires, la cohésion sociale est aussi menacée que lorsqu'une partie de la population vit dans la pauvreté.

La faim et l'insécurité alimentaire sont à la fois la cause et la conséquence des insuffisances de cohésion sociale en Afrique de l'Est. Au Kenya par exemple, les fluctuations des prix des denrées alimentaires ont abouti aux nombreuses manifestations de 2011 et la sécurité alimentaire du pays est encore source de préoccupations (Institute of Development Studies, 2014). Le prix des denrées alimentaires a aussi provoqué des émeutes en Ouganda la même année (Kron, 2011). En 2008 en Éthiopie, la sécheresse a touché toutes les régions du pays, sauf l'ouest. Selon l'OCDE (2011), cette différence régionale s'expliquait en partie par le manque d'infrastructures et de marché intégré des produits primaires au niveau national. Ce qui signifie que les faiblesses de la cohésion nationale ont aggravé les effets de la famine.

Malheureusement, le fait que des besoins humanitaires restent insatisfaits n'a rien de neuf dans la région. L'absence de protection des populations civiles du Burundi et du Rwanda pendant les

années 90 a culminé avec le génocide rwandais en 1994, au cours duquel on estime que 800 000 personnes sont mortes. Ceci s'est traduit par une nouvelle crise humanitaire avec des populations déplacées le long des frontières du Rwanda, en particulier en République démocratique du Congo. Des crises humanitaires dévastatrices se sont aussi produites dans la région plus récemment. En 2014, d'importantes parties des populations de la République démocratique du Congo, de la Somalie et du Soudan du Sud connaissaient des crises humanitaires. En Somalie, on estime que près de 900 000 personnes ont besoin d'urgence d'aide pour survivre tandis que 2 millions de plus ont besoin d'un appui constant (Bureau de coordination des affaires humanitaires, 2014a). Au Soudan du Sud, plus de 7 millions de personnes étaient en insécurité alimentaires et 1,5 million de personnes étaient déplacées. Un plan de gestion de la crise, daté de juin 2014, appelée à la mobilisation de 1,8 milliards de dollars pour la seule année 2014 (Bureau de coordination des affaires humanitaires, 2014b). En République démocratique du Congo, 6,4 millions de personnes ont besoin d'aide humanitaire. En date de novembre 2013, le plan de réponse à la crise demandait 832 millions de dollars de fonds pour 2014 (Bureau de coordination des affaires humanitaires, 2013). Les problèmes de santé restent aussi très graves. L'Organisation mondiale de la Santé estime par exemple que rien qu'en 2013, 21 000 femmes sont mortes de complications en cours de grossesse ou durant l'accouchement, ce qui équivaut à un décès toutes les 25 minutes.

L'autre relation plus indirecte entre la vulnérabilité et les catastrophes naturelles, les besoins humanitaires et la cohésion sociale transparaît dans les indicateurs de la santé. Au Kenya par exemple, les enfants de 5 ans ou moins ont 50 % plus de risque de souffrir de malnutrition s'ils naissent pendant une année de sécheresse. De même en Éthiopie, ils ont 36 fois plus de risque d'être sous-alimentés. Au moment où la recherche a été menée, cela signifiait que 2 millions d'enfants étaient sous-alimentés en Éthiopie (PNUD, 2007). La malnutrition a des effets à long terme sur le développement humain et a un impact direct sur la capacité d'une personne de prospérer en société.

---

*Des 10 pays du monde où les risques d'insécurité alimentaires sont les plus élevés, 8 sont en Afrique, dont 7 en Afrique de l'Est.*

---

Ce qui est probablement encore plus inquiétant est le risque d'insécurité alimentaire. Une analyse effectuée en 2013 par une entreprise d'évaluation des risques, Maplecroft, a constaté que 8 des 10 pays du monde où les risques d'insécurité alimentaire étaient les plus élevés se trouvaient en Afrique, et 7 d'entre eux en Afrique de l'Est, à savoir le Burundi, les Comores, l'Érythrée, l'Éthiopie, la République démocratique du Congo et la Somalie (classés ensemble comme ayant le plus haut niveau de risque) et le Soudan du Sud (Maplecroft, 2013).

Pour l'avenir, la constante vulnérabilité de certains groupes de population aux catastrophes naturelles est une menace supplémentaire pour la cohésion sociale. C'est pourquoi des plans d'urgence d'atténuation des effets des changements climatiques devraient rester une priorité dans la ligne de mire des politiciens. Les changements climatiques sont d'ores et déjà responsables de la multiplication des inondations au Kenya, de la dégradation d'écosystèmes en Ouganda et en République-Unie de Tanzanie et de la diminution de la fertilité des sols aux Comores, à Madagascar et aux Seychelles. Le Fonds international de développement agricole (2011) avance que les changements climatiques risquent de provoquer une réduction nette de 10 % ou plus de la production de maïs et autres cultures essentielles en Afrique de l'Est et en Afrique australe.

En bref, le passé de la région en matière de crises humanitaires et le danger de crises futures menacent gravement le renforcement de la cohésion dans la région. Pour relever ce défi, les décideurs peuvent s'inspirer de quelques initiatives réussies dont certains pays se sont déjà dotés. L'Éthiopie a mis en place en 2005 un programme de filet de sécurité pour un niveau de production minimal qui en 2012 avait déjà bénéficié à 7,6 millions de personnes. Il s'agit de fournir aux personnes touchées par une insécurité alimentaire

chronique de l'argent et des denrées alimentaires. Le gouvernement éthiopien estime que près de 500 000 foyers ont profité du programme entre 2008 et 2012 (Programme alimentaire mondial, 2012).

Dans le même ordre d'idées, en République-Unie de Tanzanie, l'État a mis en place le Tanzania Social Action Fund (TASAF) afin de permettre aux foyers les plus pauvres d'augmenter leurs revenus. Ce fonds s'inspirait du programme de filet de sécurité de l'Éthiopie. Les fonctions et la portée en ont été étendues depuis lors et le Fonds a maintenant pour but d'atteindre directement 7,5 millions de bénéficiaires pendant la période de programmation de 2012–2017 (TASAF, 2014). Ces initiatives sont des modèles utiles de consolidation des capacités de résistance des sociétés aux crises naturelles.

## D. Les inégalités

Un vaste consensus se dégage sur les effets néfastes que de forts niveaux d'inégalités peuvent infliger au développement socioéconomique<sup>18</sup>. Plusieurs raisons font que les inégalités constituent un grave obstacle à la cohésion sociale. Elles peuvent contribuer aux sentiments d'injustice et donc compromettre les efforts visant la solidarité et la participation civique. Wilkinson et Pickett (2009) présentent des preuves empiriques suggérant que les inégalités ont des conséquences pernicieuses sur les niveaux de confiance au sein d'une société, dont elles sapent la cohésion sociale. De plus, l'impact des inégalités se fait sentir sur tous les segments de la société, comme l'avance le PNUD (2014b, p. 43): « Les inégalités constituent un enjeu non seulement pour les plus démunis mais également pour l'ensemble de la société, dans la mesure où elles portent atteinte à la cohésion sociale et freinent la mobilité sociale, alimentant ainsi les tensions sociales pouvant conduire à des troubles civils et à une instabilité politique. »

Les inégalités peuvent se mesurer selon des angles multiples, y compris en termes de revenus, de géographie et de sexe. Nous examinons ici cer-

---

<sup>18</sup> Voir, par exemple, Ortiz et Cummins (2011); Ostry, Berg et Tsangarides (2014); Wilkinson et Pickett (2009); et Alesina et Rodrik (1994).



---

*Les inégalités ont des conséquences pernicieuses sur les niveaux de confiance au sein d'une société, dont elles sapent la cohésion sociale.*

---

taines des données disponibles en Afrique de l'Est pour chacune de ces dimensions.

### **Inégalités de revenus**

Il n'est pas facile de déterminer avec autorité la trajectoire des inégalités de revenus en Afrique de l'Est ni dans quelle mesure elles menacent la cohésion sociale. Les évaluations des inégalités de revenus dépendent de la période envisagée et des indicateurs retenus. La mesure utilisée le plus souvent est le coefficient de Gini, qui mesure la répartition des revenus dans les diverses couches de populations et se situe entre 0 et 1. Les valeurs les plus élevées représentent de plus hauts degrés d'inégalité. Un coefficient de Gini de 1 représente une inégalité totale, avec une unité de la population amassant toutes les richesses et les autres n'en ayant absolument aucune.

Malgré ses faiblesses<sup>19</sup>, le coefficient de Gini offre des informations utiles à propos de l'Afrique de l'Est. Si on l'examine en remontant aux années 80 – la première période pour laquelle on dispose de données comparables de la Banque mondiale – on obtient un tableau nuancé. Les inégalités de revenus au Burundi, en Éthiopie, au Kenya, à Madagascar et en Ouganda ont été variables, en hausse sur certaines périodes, en baisse sur d'autres. Au Rwanda, ces inégalités ont généralement baissé sur les trois dernières mesures. Aux Seychelles et en République-Unie de Tanzanie, on a constaté des signes évidents d'aggravation des inégalités. Si l'on ne dispose pas de suffisamment de données pour parvenir à des conclusions à propos des Comores et de la République démocratique du Congo, on peut simplement observer que le coefficient de Gini y est relativement élevé.

Mais l'examen des niveaux d'inégalités en remontant aux années 80 ignore le fait qu'il y a eu d'énormes transformations économiques

et politiques depuis lors, de telle sorte que les coefficients de Gini de l'époque ne sont pas comparables. Il est donc utile d'examiner la valeur absolue des coefficients de Gini actuels en plus de leur trajectoire. Dans cette perspective, les sources d'inquiétudes sont évidentes. Sept pays ont des coefficients de Gini supérieur à 0,40, dont trois présentent des coefficients supérieurs à 0,50. Par comparaison, le coefficient de Gini de la Chine est de 0,42, considéré par les dirigeants politiques comme suffisamment élevé pour constituer une menace pour la stabilité sociale et la croissance économique, comme le mentionne le Bureau sous-régional de la CEA en Afrique de l'Est (2013). De plus, les coefficients de Gini des Seychelles et des Comores, qui se montent à 0,65, sont parmi les plus élevés du monde (tableau 12).

Cependant, le sentiment d'inégalités est tout aussi important, voire plus, que les mesures statistiques de ces inégalités. À cet égard, on peut dire que le sentiment général de la région est que les inégalités y sont en augmentation et que beaucoup s'en inquiètent<sup>20</sup>. C'est un sentiment renforcé par toutes sortes de « petites phrases » au sujet des statistiques qui illustrent l'approfondissement des fractures. Par exemple, selon une analyse récente par Taylor (2014) des inégalités au Kenya, en Ouganda et en République-Unie de Tanzanie, le 1 % le plus riche de ces pays détient autant de richesses que les 91 % les plus pauvres. Il paraîtrait que six personnes détiennent autant de richesses que la moitié de la population.

---

*On peut dire que le sentiment général dans la région est que les inégalités y sont en augmentation et beaucoup s'en inquiètent.*

---

En outre, les degrés d'inégalités s'expriment souvent dans une société par la consommation ostentatoire de produits de luxe. Un indicateur anecdotique mais révélateur des inégalités montre en figure 7 les exportations de cham-

<sup>19</sup> Voir, par exemple, Atkinson et Brandolini (2001).

<sup>20</sup> Voir, par exemple, les commentaires de Ligami (2013) et SID (2013).

**Tableau 12: Inégalités de revenus, coefficient de Gini**

	Années 80	Années 90		Années 2000		Années 2010	
Burundi		33 1992	42 1998	33 2006			
Comores				64 2004			
Rép. dém. du Congo				44 2005			
Djibouti				40 2002		45 2012	
Éthiopie	32 1981	40 1995	30 1999	30 2005		34 2010	
Kenya		57 1992	42 1994	46 1997	48 2005		
Madagascar	47 1980	46 1993	39 1997	42 1999	47 2001	39 2005	40 2010
Rwanda				51 2001	52 2006	49 2011	45 2014
Seychelles			43 1999	65 2006			
Ouganda	44 1989	43 1992	37 1996	43 1999	46 2002	43 2005	44 2009
Rép-Unie de Tanzanie		34 1992			35 2001	35 2007	34 2012

Source: Base de données PovCal de la Banque mondiale (2014) et autorités nationales.

pagne vers l'Afrique de l'Est<sup>21</sup>. Quoiqu'ayant l'IDH le plus bas de la région et le plus grand nombre de personnes vivant dans la pauvreté, c'est la République démocratique du Congo qui est à la pointe de la région pour la consommation de champagne importé, suivie par les Seychelles et l'Éthiopie<sup>22</sup>.

### Inégalités géographiques

Comme le démontrent toutes sortes de travaux bien connus de géographes et d'économistes, le développement économique capitaliste s'accompagne généralement d'inégalités géographiques, certaines régions se développant plus rapidement que d'autres (Schwartz, 2009; Chisholm, 1990). Dans certains cas extrêmes, le développement peut même s'accompagner du déclin en termes

absolus de certaines régions géographiquement périphériques, plus marginalisées.

Le plus souvent, les différences de richesses s'accroissent entre populations rurales et populations urbaines, mais ce n'est pas la seule forme d'inégalité géographique. Celle-ci peut aussi différencier zones côtières et zones privées de littoral, villes primaires et villes secondaires et zones plus ou moins bien situées pour tirer parti d'innovations techniques.

Il semble que les inégalités géographiques soient un problème de premier plan pour l'Afrique de

---

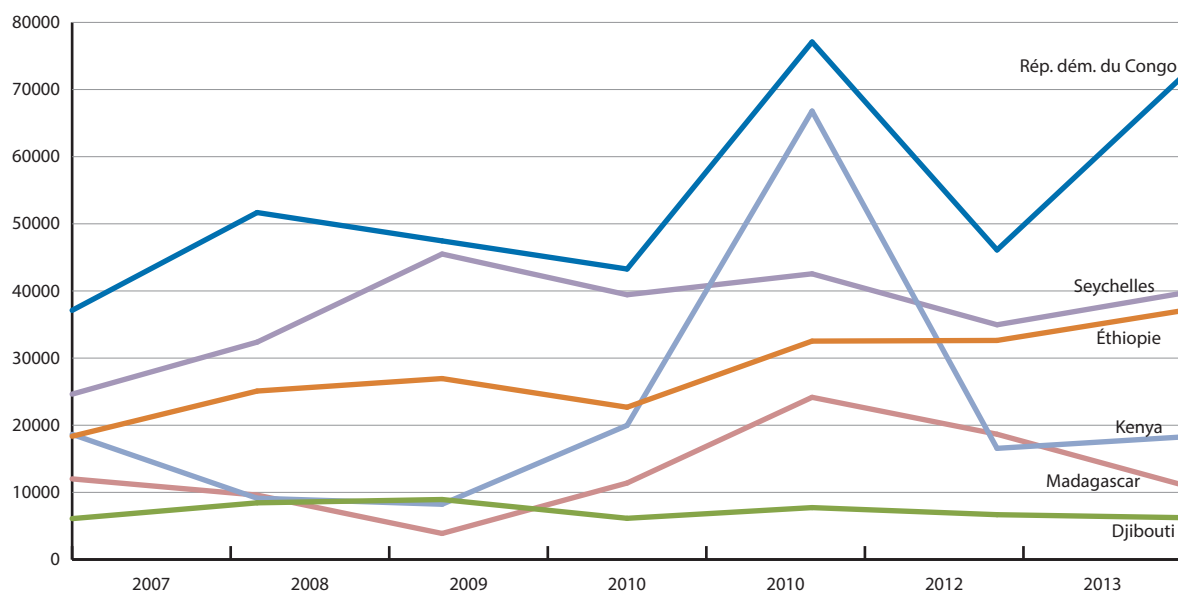
*Dans la Communauté d'Afrique de l'Est, les 40 % les plus pauvres de la population (quelque 56 millions de personnes) vivent généralement en zone rurale ou dans des quartiers de taudis aux alentours des villes. Leur revenu moyen est de 225 dollars par an.*

---

21 Les données utilisées dans le présent rapport proviennent du Comité Champagne français, qui est l'association interprofessionnelle du vin de Champagne, qui représente les intérêts des vignerons indépendants et des maisons de champagne.

22 Les Seychelles ont une très petite population (la deuxième plus petite d'Afrique), tandis que l'Éthiopie est le deuxième pays le plus peuplé d'Afrique. Ainsi, rapportée au nombre d'habitants, la consommation des Seychelles est très importante et conforme à son haut coefficient de Gini. Cependant, cela pourrait être dû au grand nombre de touristes qui visitent le pays.



**Figure 7: Consommation régionale de champagne (en bouteilles de 75 cl)**

Source: Comité Champagne (2013).

l'Est. Dans les cinq pays de la Communauté de l'Afrique de l'Est, les 40 % les plus pauvres de la population (soit environ 56 millions de personnes) vivent généralement dans les zones rurales ou les bidonvilles aux alentours des villes. Leur revenu moyen est de 225 dollars par an, par rapport à un revenu moyen de 2 100 dollars par an pour les 10 % les plus riches de toutes les populations de la région (Société internationale pour le développement, 2013).

Ces inégalités entre zones rurales et zones urbaines existent aussi dans d'autres pays du reste de la région. En République démocratique du Congo, par exemple, environ trois quarts des habitants des zones rurales vivent dans la pauvreté tandis que la proportion chute à un peu moins des deux tiers pour les zones urbaines (Fonds international de développement agricole, 2014). Ce problème est aggravé par les différences de qualité et de quantité de services publics. En République-Unie de Tanzanie, par exemple, une proportion nettement plus élevée d'établissements sanitaires des zones urbaines (60 %) ont l'électricité, de l'eau potable et de bonnes infrastructures d'assainissement, par rapport à ceux des zones rurales (5 %) (Société internationale pour le développement, 2013). En Ouganda, on considère que les régions du Nord sont « à la traîne » avec des taux d'amélioration de l'éducation inférieurs à ceux du reste

du pays (Higgins, 2009). Les programmes engagés par l'État pour pallier ces inégalités n'ont eu que des succès mitigés jusqu'à présent<sup>23</sup>.

Les inégalités géographiques dans la prestation de services ne sont pas toujours à sens unique. En République-Unie de Tanzanie, les établissements sanitaires des zones urbaines obtiennent des meilleurs taux de diagnostics exacts que dans les zones rurales, mais les personnels de santé des zones rurales sont plus assidus au travail que leurs collègues des zones urbaines. Il existe des contrastes similaires dans l'éducation. Les infrastructures scolaires sont nettement inférieures dans les zones rurales de la République-Unie de Tanzanie (on estime que 2 % seulement des écoles rurales ont des infrastructures adéquates), mais le temps d'enseignement dans les zones urbaines est nettement moins bon (les enfants des zones urbaines ne bénéficient de l'enseignement que pendant 27 % du temps prévu à cette fin) (Société internationale pour le développement, 2013).

23 Un exemple est le Youth Opportunities Programme, conçu pour remédier aux inégalités géographiques et à celles fondées sur l'âge. L'évaluation qu'ont réalisée Blattman, Fiala et Martinez (2013) du programme a mis en évidence des résultats économiques positifs, dont l'accroissement des investissements et des revenus. Cependant, ils n'ont pu conclure à aucun effet du programme en termes d'amélioration de la cohésion sociale, mesurée comme l'intégration des individus à la communauté, l'action collective et d'autres variables.

En fait, il est de plus en plus juste de ne plus examiner les inégalités régionales en termes de différences entre pays, mais plutôt en termes de différences infranationales. Les enfants des parties les plus pauvres du Kenya (le pays le plus riche de la CAE) par exemple vivent dans le même dénuement que des enfants au Burundi. Le nord-est du Burundi, Dodoma en République-Unie de Tanzanie et le Karamoja en Ouganda présentent malheureusement les mêmes taux élevés de malnutrition parmi les enfants. Il en va de même pour l'accès à l'éducation ou la fourniture d'infrastructures, puisque les difficultés rencontrées au nord de l'Ouganda sont semblables à celles que connaît le centre de la République-Unie de Tanzanie.

Mais il n'existe que peu d'outils pour dresser la carte du degré des inégalités infranationales dans le développement social. C'est une des raisons pour lesquelles la CEA est en train de créer un Indice africain du développement social, indice composite devant estimer l'importance de l'exclusion au niveau infranational dans six dimensions essentielles des conditions de vie des personnes tout au long de leur vie<sup>24</sup>. Il s'agit d'un indice mesurable qui permettra de suivre le progrès dans la manière dont sont comblés les écarts entre ceux qui peuvent réaliser pleinement leur potentiel de développement et ceux qui en sont exclus. Des études pilotes sont en cours de réalisation dans toute la région de l'Afrique de l'Est et devraient être achevées courant 2016.

### Inégalités entre les sexes

On admet en général que surmonter les inégalités entre les sexes est une composante importante du développement social. Lorsque les discriminations et la marginalisation empêchent la moitié de la population d'occuper le rôle qui lui revient dans la société, il est difficile de parler de cohésion sociale.

L'Afrique de l'Est s'enorgueillit à juste titre d'avoir donné naissance à de nombreuses femmes extraordinaires qui ont réussi sur la scène mondiale ou dont l'action bien connue a été un puis-

sant agent de changement. Citons par exemple Wangari Maathai du Kenya, qui a reçu le prix Nobel de la paix.

Mais ces réussites sont contredites par l'inquiétante situation en matière d'égalité des sexes. Dans l'Indice d'inégalité entre les sexes établi en 2014 par le PNUD<sup>25</sup>, les sept pays de la région, ayant tous fait l'objet de mesures, se trouvaient tous dans la moitié inférieure du classement de 152 pays (tableau 13).

Il convient d'observer que ni la Somalie ni le Soudan du Sud ne figurent dans ce classement. En Somalie, selon le PNUD (2012, p. 23), les violences envers les femmes sont communes dans toutes les couches socioéconomiques. Au Soudan du Sud, une étude de CARE de 2013 a constaté que les violences sexistes sont courantes mais ne sont habituellement pas signalées (CARE, 2014). Le pays a aussi un des plus hauts taux de mortalité maternelle du monde, quoique légèrement inférieur à celui de la Somalie.

Les violences contre les femmes sont aussi importantes dans d'autres pays de la région. D'après les résultats des enquêtes démographiques et de santé menées en République démocratique du Congo et en Ouganda, la plupart des femmes de 15 à 49 ans ont subi une forme ou autre de violence (figure 8).

En plus de la violence, les inégalités entre les sexes se manifestent également d'autres façons, notamment en termes d'accès aux ressources économiques. Au Rwanda, par exemple, les femmes ne sont propriétaires que de 30 % des fermes familiales, alors qu'elles font le gros du travail agricole (CNUCED, 2014). En République-Unie de Tanzanie,

25 L'Indice d'inégalité entre les sexes la mesure dans trois de ses aspects: la santé reproductive, mesurée par le taux de mortalité maternelle et le taux de fertilité des adolescentes; l'autonomisation, mesurée par la part de sièges parlementaires occupés par des femmes et la part de femmes et d'hommes adultes âgés de 25 ans et plus ayant atteint au moins un niveau d'éducation secondaire; et le statut économique, exprimé en participation au marché du travail et mesuré par le taux de participation à la population active chez les femmes et les hommes âgés de 15 ans et plus. Davantage de détails sont disponibles à l'adresse suivante: <http://hdr.undp.org/fr/content/lindice-din%C3%A9galit%C3%A9s-de-genre-iiig> (consultée le 22 octobre 2014).

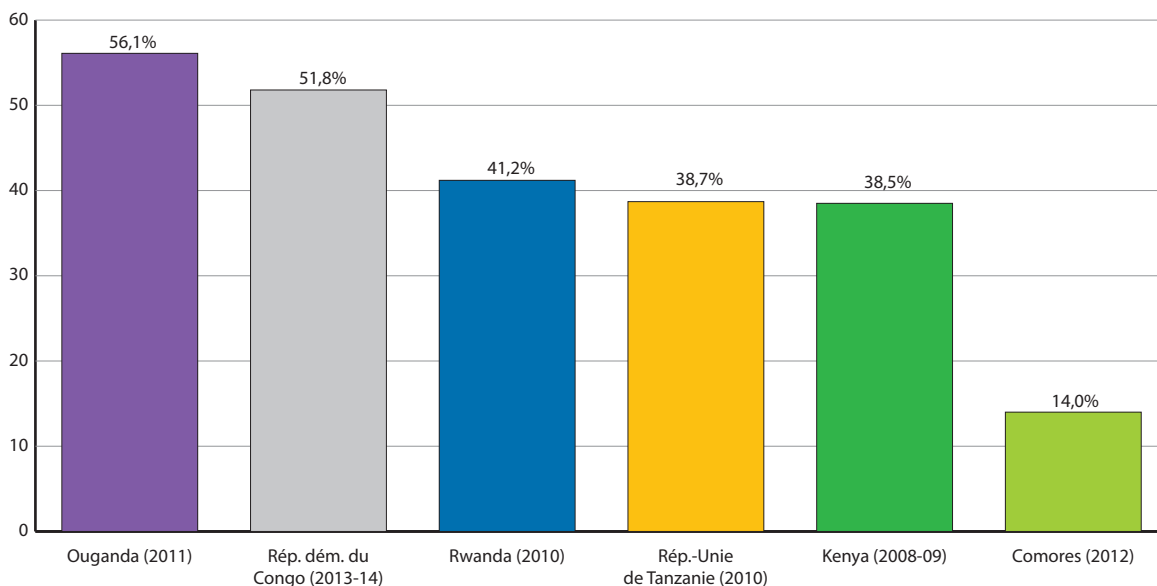
24 Les dites dimensions sont les suivantes : survie, santé, éducation, emploi, revenus productifs et vide décente.

**Tableau 13:** Indice d'inégalité entre les sexes

Position régionale	Position mondiale ( /152 )	Pays	Indice
-	1	Slovénie	0,021
1	79	Rwanda	0,410
2	104	Burundi	0,501
3	115	Ouganda	0,529
4	121	Éthiopie	0,547
5	122	Kenya	0,548
6	124	Rép-Unie de Tanzanie	0,553
7	147	Rép. dém. du Congo	0,669
-	152	Yémen	0,733

Source: PNUD (2014a).

Note: Pays qui n'ont pas fait l'objet de mesures: Comores, Djibouti, Érythrée, Madagascar, Seychelles, Somalie et Soudan du Sud.

**Figure 8:** Pourcentage de femmes de 15 à 49 ans ayant subi des violences depuis l'âge de 15 ans

Source: Enquête démographique et de santé (2015).

les salaires payés aux femmes sont 63 % inférieurs à ceux payés aux hommes (Wane et Morisset, 2012).

De nombreux pays d'Afrique de l'Est ont en fait pris activement des mesures pour surmonter certains de ces problèmes. La République-Unie de Tanzanie a promulgué entre autres une politique de développement de la femme et du genre en 2000 et un plan national de prévention pour l'éradication de la violence envers les femmes et les enfants, 2001-2015. L'Ouganda a un plan d'action de politique pour la population 2011-2015 qui comporte des dispositions visant directement les inégalités entre les sexes. L'État ougandais (2010,

p. xiv) observe notamment que la capacité des femmes ougandaises à participer effectivement aux décisions en matière de santé procréative est compromise par de fortes influences socioculturelles et par leur manque de pouvoir économique. C'est pourquoi parmi les buts et tâches qui y sont définis, le Ministère de la femme, du travail et du développement social a été chargé d'inscrire la parité hommes-femmes en tête de ses priorités, de plaider pour la prévention des violences sexistes et d'aider les districts à exécuter des programmes dans ce sens.

Mais le cas le plus remarquable est probablement celui du Rwanda dont la Constitution de 2008

comporte des dispositions visant à lutter contre les discriminations envers les femmes. Elle exige notamment qu'au moins 30 % des postes des organes de prise de décision soient attribués à des femmes. En 2008, le Rwanda était le premier pays au monde à avoir plus de femmes membres du parlement que d'hommes. Plus récemment, ce sont au moins 60 % des sièges de députés qu'occupent des femmes, la proportion la plus élevée au monde<sup>26</sup>. Une ministre du genre et de la promotion de la famille dépendant du cabinet du Premier Ministre supervise plusieurs politiques constituant un cadre pour assurer la parité des sexes (Abbott et Rucogoza (2011) donnent une description détaillée de ce cadre).

---

*En 2008, le Rwanda était le premier pays dans l'histoire à avoir plus de femmes que d'hommes au parlement.*

---

On ne saurait trop insister sur l'importance d'assurer la parité des sexes et la responsabilisation des femmes. Les progrès en vue de favoriser la cohésion sociale resteront difficiles à atteindre tant que subsisteront de vastes écarts en termes d'égalité des sexes. C'est pourquoi assurer le suivi de ces écarts est extrêmement important. C'est dans ce contexte que la CEA est en train de mettre au point son Indicateur du développement et des inégalités entre les sexes en Afrique, conçu pour aider les États membres « à mesurer l'écart entre la situation des hommes et des femmes en Afrique et évaluer les progrès réalisés par les gouvernements africains dans la mise en œuvre de leurs politiques dans ce domaine ».

## E. La confiance

La confiance est un élément fondamental de la construction de sociétés solidaires et prospères. Elle est indispensable pour œuvrer collectivement à la résolution des problèmes et permettre aux communautés de progresser de concert, ce pourquoi on en parle souvent comme élément du capital social (Nanneti, Putnam et Leonardi, 1993; Fukuyama, 1996). Du point de vue de l'économie, de hauts niveaux de confiance dans une société

s'accompagnent de niveaux plus élevés de croissance économique (Knack et Keefer, 1997). Ceci s'explique, selon Dearmon et Grier (2009), du fait que la confiance facilite l'augmentation des investissements consacrés aux capitaux physiques et humains, ce qui pousse l'économie à une croissance plus rapide. Il y a aussi une corrélation positive entre les niveaux de confiance entre les membres d'une société et leurs niveaux de bien-être (Salehi *et al.*, 2014).

Le fait est que la confiance occupe une place importante dans toutes sortes de phénomènes sociaux dans la région, dont l'épidémie de VIH/sida. Selon Bujra (2000, p. 65-66), par exemple, le concept de confiance est au cœur de la façon dont les Tanzaniens parlent du sida. Ce danger invisible, ce terrifiant inconnu, cette menace qui interdit la possibilité d'agir de façon rationnelle, rejettent les gens vers leur foi, même si cela aggrave encore le risque.

Le sentiment de confiance perçu dans une société sert souvent à mesurer le degré de cohésion de cette société, comme le font Boehnke *et al.* (2013). Au Kenya, la commission nationale chargée de la cohésion et de l'intégration a utilisé la confiance comme une des principales mesures de la cohésion sociale dans son rapport de 2013.

Selon Bhavnani et Backer (2000), les niveaux de confiance au sein de la société peuvent aussi expliquer les différentes formes qu'ont prises les conflits au Burundi et au Rwanda durant les années 1990. Dans les communautés où les niveaux de confiance étaient plus élevés, les épisodes de

---

*La confiance est un élément fondamental en vue de l'édification de sociétés solidaires et prospères.*

---

violence ont été plus courts et plus intenses que dans les communautés où la confiance était au plus bas. Dans ces dernières, les violences ont été plus modérées, mais aussi plus prolongées et persistantes.

---

<sup>26</sup> Au 1<sup>er</sup> mai 2015, selon l'Union interparlementaire.

Un sondage international de l'institut Gallup (Gallup, 2007) décrit de façon surprenante les niveaux de confiance en Afrique de l'Est. On avait proposé aux répondants d'imaginer qu'ils avaient perdu leur portefeuille dans leur quartier. On leur avait demandé s'ils pensaient que le portefeuille leur serait rendu s'il était trouvé par la police, par un voisin ou par un étranger. La perception de la possibilité que le portefeuille puisse être rendu sert d'équivalent approximatif du degré de confiance. Dans tous les pays d'Afrique de l'Est examinés, les répondants faisaient plus confiance à leurs voisins qu'à la police (tableau 14). Le Rwanda présentait un des niveaux de confiance les plus élevés du monde. En termes de confiance placée dans les voisins, seuls cinq pays au monde (la Finlande, la Nouvelle-Zélande, la Norvège, la Suisse et l'Irlande) rendent compte de niveaux de confiance plus élevés que le Rwanda. De surcroît, 36 % des répondants rwandais s'attendaient à ce qu'un étranger leur rende leur portefeuille, le troisième pourcentage le plus élevé au monde. Par contre, seuls 4 % des Tanzaniens s'attendaient à ce que leur portefeuille leur soit rendu par un étranger (Gallup, 2007).

La commission nationale du Kenya chargée de la cohésion et de l'intégration a effectué une analyse plus poussée des niveaux de confiance et constaté que 47 % des répondants en zone rurale et 38 % de ceux des zones urbaines ne faisaient pas confiance aux autres membres de leur communauté. Les niveaux de confiance variaient dans les différentes régions du pays. En moyenne, celles où les niveaux de confiance et de cohésion sociale étaient plus élevés avaient tendance à être plus prospères (Oruko, 2014).

L'absence de données qualitatives à ce sujet dans la région interdisant toute analyse plus approfondie, il suffit de dire que c'est un domaine qui pourrait encore faire l'objet de beaucoup de recherche. D'après les données disponibles au niveau régional, il semble que les niveaux de confiance soient plutôt bas, en particulier vis-à-vis de la police, ce qui a des conséquences importantes pour la gouvernance et la prestation de services, comme on le verra dans les parties suivantes.

**Tableau 14: Confiance** (Pourcentage de personnes ayant répondu oui à la question de savoir si un voisin ou la police leur rapporterait leur portefeuille perdu)\*

Pays	Voisin	Police
Burundi	60	35
Éthiopie	63	44
Kenya	62	23
Madagascar	56	53
Rwanda	88	87
Rép-Unie de Tanzanie	39	25

Source: Gallup, 2007.

\* La question était ainsi posée: Dans la ville ou la région où vous vivez, imaginez que vous avez perdu votre portefeuille... ou le sac dans lequel vous aviez mis votre carte d'identité et votre adresse... et que quelqu'un l'ait trouvé. Pensez-vous que ce portefeuille (ou tout autre objet de valeur) vous serait rendu s'il était trouvé par un voisin / par la police?

## F. Le marché du travail

Comme cela a été mentionné plus haut, la performance économique des pays d'Afrique de l'Est, mesurée en termes de croissance économique, est plutôt bonne. Mais pour contribuer à la cohésion sociale, il faudrait aussi que ces économies créent de véritables opportunités d'emploi inclusives. De longues périodes de chômage risquent de se traduire par de l'exclusion socioéconomique et de compromettre le développement humain (Beleva, 1997; PNUD, 2006; Organisation internationale du Travail – OIT, 2007). C'est aussi la cause de l'écart grandissant entre riches et pauvres (Morsy, 2012).

Le chômage généralisé des jeunes peut aboutir à une génération d'exclus sur le plan social et à un risque de pauvreté. Même pour les quelques-uns qui réussissent à obtenir un emploi dans le secteur formel, le chômage de leur jeunesse risque d'avoir des effets néfastes importants sur les gains qu'ils peuvent réaliser durant leur vie (OCDE, 2010).

Les taux de chômage sont relativement bas au niveau national dans la plupart des pays de la région (tableau 15). Ils sont en-deçà des 10 %, certains pays ayant même un taux de chômage

officiel aussi bas que 0,6 %, comme dans le cas du Rwanda. Ce sont des taux inférieurs à ceux que connaissent de nombreux pays à revenu élevé<sup>27</sup>. Mais les taux de chômage varient en fonction de l'âge, du sexe et de la région. Si l'on n'examine que les chiffres au niveau national, on risque d'ignorer des problèmes importants dans chacun de ces domaines. Au Kenya, par exemple, on estimait en 2005-2006 que le taux de chômage des jeunes de 20 ans était de 35 %. Par ailleurs, le nombre de jeunes chômeurs va probablement doubler d'ici 2035 si la relation entre croissance démographique et création d'emplois se maintient (PNUD, 2013).

De surcroît, le sous-emploi est un phénomène extrêmement important dans la région. Le sous-emploi est une situation dans laquelle la capacité de production d'un travailleur n'est pas pleinement utilisée (OIT, 2015). Le sous-emploi n'est pas facile à mesurer exactement, mais les estimations les plus récentes pour la République-Unie de Tanzanie (2006) et pour l'Ouganda (2009) situaient les taux de sous-emploi à 7,8 et 3,5 % respectivement (OIT, 2015).

Une autre difficulté est de créer des emplois qui correspondent aux qualifications supérieures des jeunes. En Éthiopie, au Rwanda, en Ouganda et en République-Unie de Tanzanie, le taux de chômage est supérieur pour les jeunes ayant une éducation secondaire que pour ceux n'ayant qu'une éducation primaire ou pas d'éducation du tout (tableau 16). Le chômage des jeunes a aussi des dimensions relatives à l'égalité entre hommes et femmes et entre région, selon Semboja (2007).

**Tableau 15: Taux de chômage en Afrique de l'Est** (2012 – Estimations de l'Organisation internationale du Travail)

Pays	Taux (pourcentage)
Burundi	7,7
Comores	7,0
Rép. dém. du Congo	7,2
Érythrée	7,9
Éthiopie	5,4
Kenya	9,2
Madagascar	3,6
Rwanda	0,6
Somalie	7,6
Ouganda	4,2
Rép-Unie de Tanzanie	3,5

**Source:** *Perspectives économiques en Afrique* (2015).

**Note:** On ne dispose pas d'observations pour Djibouti, les Seychelles et le Soudan du Sud.

---

*Les emplois ont d'importants bénéfices  
autres que financiers en termes  
de qualité de vie, de sentiment  
d'inclusion sociale et de perception  
générale de bonheur.*

---

<sup>27</sup> Par exemple, en 2013, selon l'OIT, le taux de chômage était de 25,2 % en Espagne, de 7,9 % au Royaume-Uni et de 5,4 % en Allemagne.

**Tableau 16: Chômage des jeunes par niveau d'éducation** (Pourcentage de chômeurs parmi les jeunes faisant partie de la force de travail suivant leur niveau d'éducation)

	Aucune éducation	Éducation de base	Éducation secondaire	Formation professionnelle	Université/tertiaire
Rép. dém. du Congo	0	0	0,1		4,8
Éthiopie	1,9	6,9	37	21,6	13,5
Rwanda	4,6	5,1	20,2	10,7	
Ouganda	0,9	2,1	6,3	6,6	19
Rép-Unie de Tanzanie	2,3	8,1	32,8	23,4	23,2

Source: *Perspectives économiques en Afrique* (2014).

La façon dont les pays de la région transforment leur économie au fil des ans influence aussi beaucoup les résultats en termes d'emploi. Les pays en développement ont souvent été encouragés à adopter le modèle classique de transformation structurelle, dans lequel on passe d'une économie reposant sur l'agriculture à une économie dans laquelle une part plus importante des emplois relève de l'industrie et ont tendance à être plus productifs (CEA, 2014). Mais peu de pays de l'Afrique de l'Est ont suivi cette voie, comme l'examine plus en détail le Bureau sous-régional de la CEA en Afrique de l'Est (2013). En Ouganda, par exemple, la contribution de l'agriculture au PIB a nettement diminué entre 1990 et 2005, mais la croissance s'est faite dans le secteur des services, qui est maintenant le plus important, tandis que le secteur de l'industrie, qui avait progressé entre 1990 et 2000, est resté stagnant entre 2000 et 2005 (Selassie, 2008).

Si les industries de l'Afrique de l'Est qui créent le moins d'emplois sont celles dont la croissance est la plus forte, cela risque d'aboutir à une croissance non créatrice d'emplois, laquelle handicape la cohésion sociale (OCDE, 2011). La transformation structurelle a également des conséquences sur les inégalités géographiques (examinées ci-dessus) et les migrations intérieures (que l'on verra plus loin).

Le marché du travail a aussi un impact direct sur la cohésion sociale de nombreuses autres façons. La génération et l'allocation des revenus du travail affectent la pauvreté, les inégalités et le sentiment d'injustice. Les emplois ont d'importants bénéfices

autres que financiers en termes de qualité de vie, de sentiment d'inclusion sociale et de perception générale de bonheur (Helliwell, Layard et Sachs, éd., 2013). De plus, les emplois sont aussi d'importantes plateformes pour des institutions qui favorisent la cohésion sociale, comme la sécurité sociale ou les assurances (OCDE, 2011).

Les politiques de salaire minimal peuvent aussi être un outil important pour lutter contre la pauvreté et, ce faisant, favoriser la cohésion sociale (OCDE, 2011). D'aucuns estiment que les salaires minimaux n'ont pas leur place dans les pays à faibles revenus parce qu'ils ne sont pas réalisables dans le contexte d'un chômage et d'un sous-emploi généralisés. Mais selon la CEA (2012, p.59), ce n'est pas forcément le cas, et une politique de salaire minimal peut constituer un pilier important ou un signal donné aux employeurs. Il existe aussi beaucoup d'éléments (malheureusement surtout en provenance de pays à revenus élevés) indiquant que les politiques de salaire minimal peuvent protéger le pouvoir d'achat des travailleurs les plus désavantagés et réduire les incidences de pauvreté.

---

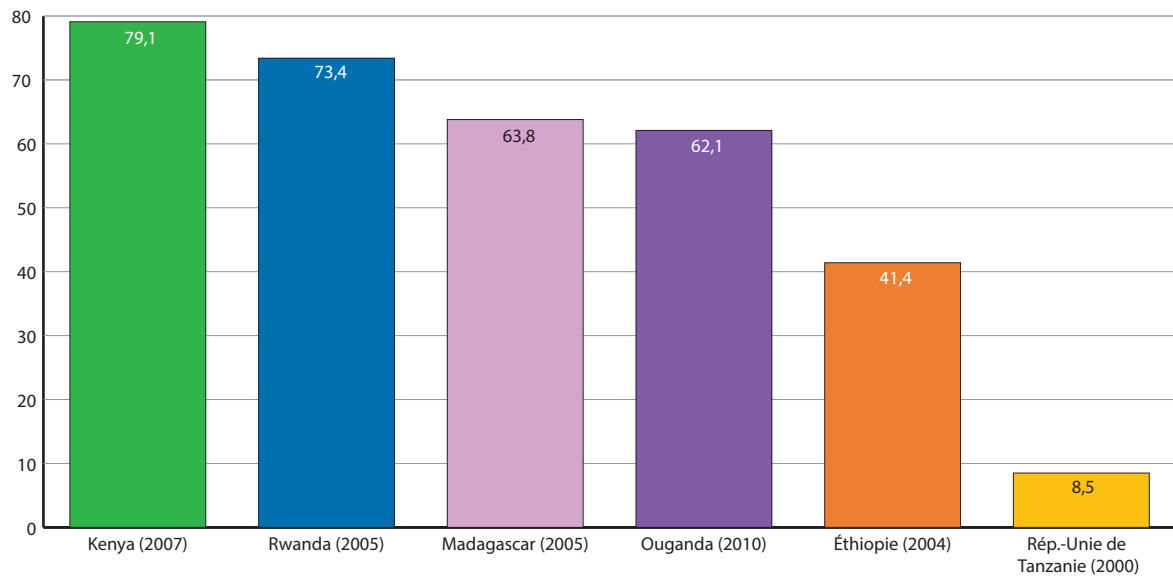
*Les politiques de salaire minimal peuvent être un outil important pour lutter contre la pauvreté et, ce faisant, favoriser la cohésion sociale.*

---

De même, la sécurité de l'emploi qu'assurent les législations de protection de l'emploi peut avoir des effets positifs ou négatifs sur la cohésion



**Figure 9: Secteur informel en dehors de l’agriculture (Pourcentage de personnes employées dans le secteur informel par rapport au nombre total d’emplois en dehors de l’agriculture)**



Source: Organisation internationale du travail (2015).

sociale. D’un côté, ces mesures peuvent être positives pour le bien-être de ceux qu’elles protègent, en assurant que leurs revenus fassent moins l’objet de fluctuations, mais d’un autre côté, ceux qui ne bénéficient pas de ces protections, comme les acteurs du secteur informel qui en sont exclus, risquent de les considérer comme injustes. En plus, les mesures de protection des emplois risquent aussi de limiter les possibilités de renouvellement sur le marché du travail, de sorte que les nouveaux venus, dont les jeunes, ont plus du mal à s’y faire une place (OCDE, 2011).

La survie du secteur informel est également importante. Les travailleurs du secteur informel ne sont pas seulement exclus des mesures de protection du marché du travail mais aussi de tous les programmes d’assurance et de sécurité sociale des salariés. La nature même du secteur informel ne facilite pas la mesure de son ampleur, mais les meilleures estimations disponibles suggèrent qu’il occupe encore une place importante dans la région (figure 9).

## G. Les migrations

Les migrations sont un phénomène important de notre planète mondialisée, qu’elles soient dues à des facteurs socioéconomiques ou autres. Selon

Demireva (2014) qui les examine plus en détail, toutes sortes de recherches étudient les liens entre diversité et cohésion sociale et font bien souvent la confusion entre diversité et immigration.

Quoique les migrations puissent apporter de nombreux avantages, tant pour le pays hôte que ceux d’où viennent les migrants, elles risquent dans certains cas de faire pression sur le tissu social des communautés d’accueil. Les populations des pays hôtes se montrent parfois méfiantes envers les immigrants, qu’elles rendent responsables de tous les maux socioéconomiques de leur pays. L’échec de l’intégration des migrants peut aboutir à des tensions qui finissent par prendre la forme de conflits (Hugo, 2005). On prétend parfois qu’à long terme, les migrations peuvent avoir un effet sur l’identité nationale (Saggar *et al.*, 2012). Les médias et l’opinion publique jouent un rôle important sur la perception positive ou négative des migrations (Hugo, 2005).

Dans certaines circonstances, les nouveaux venus dans une région augmentent les pressions sur le marché du travail, ce qui est problématique dans des pays qui ont déjà du mal à créer suffisamment d’emplois pour leurs citoyens (Adepoju, 2007). C’est un domaine particulièrement important



pour les petits pays. Aux Seychelles, par exemple, qui comptent 90 000 habitants, 6 000 étrangers se sont installés entre 2010 et 2013. Faire en sorte de créer suffisamment de vraies opportunités d'emplois pour les Seychellois y est donc une priorité (Organisation internationale pour les migrations, 2013a).

Les migrants sont parfois exclus des services sociaux, par exemple des soins de santé, et de certaines institutions essentielles, comme l'aide juridique, qui sont les pierres angulaires de la cohésion sociale (OCDE, 2011). Au Kenya par exemple, les communautés de migrants sont touchées par la tuberculose, la rougeole et autres maladies vaccinables, notamment parce qu'elles n'ont pas accès aux services de santé (Organisation internationale pour les migrations, 2011).

---

*Les populations des pays hôtes peuvent se montrer méfiantes envers les migrants, qu'elles rendent responsables de tous les maux socioéconomiques de leur pays. L'échec de l'intégration peut aboutir à des tensions qui finissent par prendre la forme de conflits.*

---

Mais comme on l'a vu plus haut (et comme l'examinent plus en profondeur Boehnke *et al.*, 2013), la cohésion sociale n'est pas l'absence de diversité, mais la gestion de la diversité de façon à créer un sentiment d'appartenance à une communauté. Hugo (2005) observe par ailleurs que les nouvelles technologies permettent à la plupart des « nouveaux » migrants de parvenir dans leur pays de destination en ayant quelques connaissances à son sujet et surtout en ayant leur propre capital social, c'est-à-dire qu'ils ont probablement des amis ou de la famille dans le pays où ils se rendent. En théorie du moins, cela devrait limiter l'effet éventuel de déstabilisation des migrations sur la cohésion sociale.

En réalité, les flux migratoires peuvent rapporter toutes sortes de bénéfices. Les migrants apportent des qualifications dans les pays hôtes, y atténuant

ainsi les pénuries de qualifications, apportent leurs connaissances, investissent et contribuent à la création d'emplois. Ils rapatrient aussi des fonds vers leur pays d'origine. La vaste répartition des populations favorise la souplesse des marchés, la productivité et la croissance économique<sup>28</sup>. La Commission du développement international de la Chambre des communes (2004, p.3) observe que les migrations ne sont pas la panacée face aux problèmes de développement, mais que si elles sont bien gérées, elles peuvent présenter des avantages substantiels en termes de développement et de réduction de la pauvreté.

Les migrations en Afrique de l'Est sont de nature complexe, les pays de la région étant à la fois des pays d'accueil et d'aide aux personnes déplacées à l'intérieur, aux réfugiés, aux rapatriés, aux victimes de la traite des êtres humains et aux travailleurs migrants. Ces flux migratoires complexes sont provoqués par des facteurs également complexes<sup>29</sup>. Ils font aussi partie des vastes tendances mondiales où les migrations entre pays en développement sont en augmentation plus rapide que les migrations en provenance des pays à faibles revenus vers ceux à revenus élevés (OCDE, 2011). On estime que 63 % des migrants d'Afrique subsaharienne se rendent dans des pays du continent (Banque mondiale, 2011b).

Les périodes de migrations intenses en Afrique de l'Est remontent au tout début préhistorique des migrations humaines. Durant l'ère précoloniale, la diversité climatique des régions de l'Afrique de l'Est a joué un rôle important, influençant les structures socioéconomiques des communautés y habitant.

Il y a dans la région un grand nombre d'ethnies nomades, dont les Beja, Afar, Baggara, Blemmyes, Hadendoa, Samburu et Vezo, qui se trouvent dans de nombreux pays dont Djibouti, l'Érythrée,

---

28 Pour un examen plus complet des avantages et coûts de la migration de la main-d'œuvre, voir PNUD (2009); Banque mondiale (2009); et Commander, Kangasniemi et Winters (2004).

29 Parmi les facteurs contribuant au grand nombre de réfugiés dans la région, on peut citer les changements climatiques et la dégradation de l'environnement, les conflits armés, et les crises politiques, économiques et alimentaires, qui forcent des populations à quitter leur maison.

---

*L'immigration et la diversité ne nuisent pas nécessairement à la cohésion sociale.*

---

l'Éthiopie, le Kenya, Madagascar, la Somalie et le Soudan du Sud. Des pressions exogènes ont aussi influencé les migrations dans la région, notamment le commerce des esclaves par les négociants arabes, qui s'est perpétué entre le IX<sup>e</sup> siècle et l'abolition de l'esclavage au XIX<sup>e</sup> siècle (Martin, 1974).

Durant la période coloniale, la mobilité des populations africaines autochtones a été fortement restreinte par les puissances coloniales, qui ont favorisé l'immigration de citoyens des métropoles occidentales ainsi que de ressortissants de l'Asie (essentiellement de l'Inde) comme travailleurs, en particulier pour la construction des voies ferrées (Adepoju, 1977). Plus récemment, l'Afrique de l'Est a connu d'importantes migrations provoquées par les nombreux conflits, qui ont forcé les personnes déplacées à fuir par-delà les frontières. Une des sources de ces conflits est précisément la façon même dont ces frontières ont été démarquées. À la différence d'autres régions, les communautés et groupes ethniques africains se trouvent dans différents États-nations depuis la Conférence de Berlin de 1884-85. Leurs déplacements n'ont commencé à poser problème que lorsque de nouvelles frontières politiques ont été imposées et les contrôles aux frontières mis en place.

Aujourd'hui, le Kenya accueille le plus grand nombre de réfugiés dans la région, à savoir environ 530 000 en 2013 (tableau 17), ce qui s'explique par une forte augmentation ces dernières années. Récemment encore, en 2007, il n'y avait au Kenya que 265 000 réfugiés, soit moitié moins qu'aujourd'hui. La majorité des réfugiés viennent actuellement de Somalie. Entre 2008 et 2013, 88 % de tous les réfugiés au Kenya étaient des Somaliens (Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR), 2014a).

Parallèlement, le nord du Kenya connaît des problèmes migratoires particuliers du fait de la présence d'éleveurs nomades ou semi-nomades. Ces

migrations aggravent parfois des problèmes de santé publique. Comme l'Organisation internationale pour les migrations (2011) l'examine plus en détail, les migrants ont souvent du mal à accéder à Nairobi aux services nécessaires de diagnostic et de traitement, d'où la transmission de maladies.

C'est en Éthiopie que se trouve la deuxième population de réfugiés la plus importante de la région, la majeure partie d'entre eux venant de Somalie, à savoir 55 % de tous les réfugiés en Éthiopie en 2013 (HCR, 2014a)<sup>30</sup>. En fait, la crise somalienne et les déplacements de populations qui en résultent sont un problème préoccupant pour la région. On estime qu'il y aurait en tout 965 000 réfugiés somaliens, dont 94 % répartis entre l'Éthiopie, le Kenya et le Yémen (HCR, 2014b).

Il convient cependant de souligner que les échanges d'idées et d'expériences inhérents aux mouvements migratoires sont une composante essentielle de la construction d'une identité régionale, au-delà des attitudes sectaires. En bref, de plus importants flux migratoires pourraient bien apporter d'immenses contributions à la région, tant en termes sociaux qu'économiques.

---

*La cohésion sociale n'est pas synonyme d'absence de diversité, mais sa gestion de façon à créer un sentiment d'appartenance à une communauté.*

---

Des politiques régionales ont été promulguées dans ce sens. Le chapitre XVII du Traité pour l'établissement de la CAE et le Protocole relatif au marché commun, par exemple, enjoignent aux États membres de garantir la libre circulation sur leur territoire des travailleurs ressortissants des autres États partenaires (voir article 10(1)). Parler de « garantir » traduit une prise de position ferme, obligeant les États partenaires à agir de façon proactive et pas seulement à tolérer passivement la libre circulation des personnes. Mais les migrations intra-régionales officielles demeurent éton-

---

30 Un nombre non négligeable d'autres populations se trouvent en Éthiopie, comme des ressortissants d'Érythrée (19 %), du Soudan du Sud (16 %) et du Soudan (8 %) (HCR, 2014a).

**Tableau 17:** Nombre de réfugiés par pays d'asile

	2002	2007	2012	2013	2014
Burundi	40 533	24 483	41 813	45 490	52 931
Rép. dém. du Congo	332 978	177 390	65 109	113 362	119 747
Djibouti	21 702	6 651	19 139	20 015	20 502
Érythrée	3 619	5 042	3 600	3 166	2 898
Éthiopie	132 940	85 183	376 393	433 936	659 510
Kenya	233 671	265 729	564 933	534 938	551 336
Madagascar	-	-	9	12	6
Rwanda	30 863	53 577	58 212	73 349	73 812
Somalie	199	901	2 309	2 425	2 717
Soudan du Sud			202 581	229 587	248 152
Ouganda	217 302	228 959	197 877	220 555	385 498
Rép-Unie de Tanzanie	689 373	435 630	101 021	102 099	88 492

Source: HCR (2014a).

namment modestes. Dans des marchés du travail mieux intégrés comme dans l'Union européenne ou aux États-Unis, il y a une proportion beaucoup plus élevée de personnes qui vivent hors de leur pays d'origine mais dans leur région (tableau 18)<sup>31</sup>.

Au sein de la CAE, la principale raison pour laquelle peu de gens traversent les frontières est que les dispositions susmentionnées ne sont pas

*Le Kenya est le pays qui accueille le plus grand nombre de réfugiés dans la région, avec 530 000 réfugiés en 2013.*

**Tableau 18:** Pourcentage de la population vivant dans sa région mais en dehors de son pays d'origine

Région	Pourcentage
États-Unis	27,0
Union européenne (UE)-27	2,5
Afrique de l'Est	1,3

Source: Calculs du Bureau sous-régional de la CEA en Afrique de l'Est sur la base de données provenant des autorités régionales.

31 Bien sûr, les États-Unis et l'Union européenne existent comme entités depuis beaucoup plus longtemps et ont mis en place un système plus intégré de migration. Les États-Unis se caractérisent également par un haut degré d'homogénéité linguistique et culturelle. Cependant, il n'en demeure pas moins que la mobilité de facto au sein de la CAE est relativement faible.

suivies d'effet<sup>32</sup>. Pour commencer, les ressortissants de l'Afrique de l'Est souhaitant aller travailler dans un autre pays de la Communauté que le leur doivent encore obtenir des permis de travail<sup>33</sup> et les procédures d'obtention de ces permis varient d'un pays à l'autre et peuvent être coûteuses. Il y a aussi des problèmes pour l'obtention des visas d'affaires<sup>34</sup>. Par ailleurs, les dispositions destinées à faciliter la libre circulation de la main-d'œuvre se limitent le plus souvent au personnel hautement

32 En sus des problèmes de mise en œuvre mentionnés, il y a des problèmes de conception de politiques. Par exemple, Basnett (2013) signale que les restrictions autorisées à la libre circulation des travailleurs décrites à l'article 10 (11) du Protocole relatif au marché commun sont formulées en termes vagues et laissent une grande marge d'utilisation abusive. Il analyse aussi un certain nombre de problèmes relatifs aux définitions de l'annexe II du Protocole. Cette annexe fournit les détails des conditions de sortie, d'entrée et de séjour des travailleurs.

33 Le règlement 6 (1) de l'annexe II exige qu'un travailleur souhaitant travailler sur le territoire d'un autre État partenaire dépose une demande de permis de travail dans les 15 jours suivant son arrivée dans le pays et soit en possession d'un contrat d'au moins 90 jours.

34 Si un visa n'est pas nécessaire pendant une période initiale (de 30 jours dans le cas du Burundi, et jusqu'à 180 jours dans le cas de l'Ouganda), il est exigé à terme pour des séjours plus longs.

qualifié, en application de l'annexe II du Protocole. Mais comme l'observe Basnett (2013), ce sont des ouvriers non qualifiés ou semi-qualifiés qui forment la majorité des travailleurs migrants de la région.

Parallèlement, la région connaît un autre type de migrations: les migrants en transit<sup>35</sup>. Ces migrants sont un fardeau pour les États des pays d'accueil parce qu'ils utilisent souvent pour se déplacer des moyens de transport dangereux et des réseaux de passeurs, s'exposant ainsi à toutes sortes de blessures, violences, détentions, exploitations et autres mauvais traitements (OIM, 2013b).

## H. Les différences ethniques, religieuses et culturelles

Les liens entre la cohésion sociale et les différences ethniques, religieuses et culturelles sont régulièrement mentionnées par les décideurs et les dirigeants de la région. Dans un discours aux Nations Unies de septembre 2014 cité par Kelley (2014b), le Président Kagame du Rwanda expliquait par exemple que lorsque les identités nationales ne sont pas suffisamment solides, l'ethnicité, le régionalisme, la religion acquièrent droit de cité en politique et déchirent les nations.

Selon certains analystes, le fractionnement ethnique est un des principaux facteurs des niveaux de conflits en Afrique de l'Est, en particulier dans des pays tels que le Kenya et l'Ouganda, davantage que dans d'autres comme la République-Unie de Tanzanie (Barkan, 2012)<sup>36</sup>. Mais cela semble être une erreur, puisque l'on constate que les pays de la région les plus homogènes en termes d'ethnicité (le Burundi, les Comores, le Rwanda et la Somalie) ont connu les niveaux de conflits les plus graves des 20 dernières années.

35 Trois routes principales existent: la route nord-africaine (de l'Afrique subsaharienne vers l'Afrique du Nord et l'Europe), la route du golfe d'Aden et de la mer Rouge (depuis la Corne de l'Afrique jusqu'au Yémen et au-delà) et la route du Sid (depuis la Corne de l'Afrique et l'Afrique de l'Est jusqu'en Afrique du Sud et au-delà).

36 Barkan (2012) note que tant au Kenya qu'en Ouganda, le groupe ethnique majoritaire – Kikuyu au Kenya et Banganda en Ouganda – a fortement bénéficié du schéma de développement inégal établi pendant l'ère coloniale. Dans les deux cas, le groupe le plus nombreux a bénéficié de sa proximité par rapport à la capitale et dans les deux cas, il est devenu le groupe des principaux producteurs de la principale culture d'exportation du pays, le café.

Les intellectuels qui se penchent sur cette question ont des avis partagés. D'un côté, Easterly et Levine (1997) estiment qu'en Afrique subsaharienne, la fragmentation ethnique est telle qu'il est difficile de fournir les biens publics qui favorisent la croissance économique. Mais d'autres pensent que la diversité culturelle d'une société s'accompagne d'une industrialisation plus rapide et d'une plus forte croissance économique (Ashraf et Galor, 2011).

Alesina et La Ferrara (2005) adoptent une position intermédiaire et suggèrent que dans les démocraties aux revenus élevés, la diversité peut avoir un effet positif sur la productivité, mais que dans le monde en développement, des niveaux semblables de diversité risquent de générer plus de conflits et de ne susciter que de faibles niveaux de coopération entre les ethnies. En plus d'observer que la diversité ethnique est une question chargée du point de vue politique, Alesina et La Ferrara (2005) estiment aussi que la façon dont la diversité ethnique est mesurée affecte l'exactitude des résultats.

---

*La région est fière de son passé de tolérance religieuse, qui compte d'innombrables exemples de sociétés composées de divers groupes religieux vivant ensemble harmonieusement.*

---

Sokoloff et Engerman (2000) ont une opinion similaire. Se fondant sur l'analyse du développement politique historique des Amériques, ils estiment que les différences d'homogénéité des populations sont une des principales explications des différences entre les pays en termes d'inégalités et de développement ou non des institutions politiques. Cette relation peut être positive (plus de fractionnement provoque de plus grandes inégalités) ou négative (l'inverse). Comme l'avancent Easterly *et al.* (2006), les différences ethniques peuvent être ce sur quoi se focalisent les fractures surgissant au sein des sociétés, mais ce n'est pas toujours le cas, car les différences ne sont pas intrinsèquement causes de divisions.

Selon des recherches récentes, le fractionnement ethnique est une variable endogène (Casey et Owen, 2014). En d'autres termes, il n'évolue pas dans le vide mais en même temps que les inégalités de revenus et la croissance économique. De plus, la profondeur de ce fractionnement change constamment. Au Burundi par exemple, Chemouni (2014) fait valoir que les différences ethniques sont de moins en moins sources de conflits tandis que les tensions présentes dans la société sont de plus en plus le produit d'autres forces.

Il n'est pas facile de trouver des estimations précises du nombre de groupes ethniques en Afrique de l'Est et les estimations existantes sont variables, ce qui s'explique en partie par le problème de définition de l'ethnicité et de la façon dont on fait

la distinction entre les ethnies<sup>37</sup>. Ceci vient aussi du fait que certains pays de la région refusent complètement l'étiquetage ethnique, souvent pour des raisons que l'histoire justifie pleinement, comme c'est le cas au Rwanda.

Une des rares ressources offrant des estimations pour tous les pays de la région est le CIA World Factbook (tableau 19). Celui-ci suggère qu'il y a un très grand nombre de groupes ethniques dans certains pays, notamment en République démocratique du Congo et en République-Unie de Tanzanie, pour lesquels les estimations sont en nombres à trois chiffres. Par contre, au Burundi, aux Comores, à Djibouti, en Érythrée, à Madagascar, au Rwanda, aux Seychelles et en Somalie, il y a moins d'une dizaine de groupes ethniques.

**Tableau 19:** Estimations du nombre de groupes ethniques

Pays	Nombre
Burundi	5
Comores	5
Rép. dém. du Congo	>200
Djibouti	>3*
Érythrée	9
Éthiopie	>14*
Kenya	>9*
Madagascar	6
Rwanda	3
Seychelles	5
Somalie	>3*
Soudan du Sud	18
Ouganda	>11*
Rép-Unie de Tanzanie	>133*

**Source:** Central Intelligence Agency (2014).

**Note:** \* Le CIA Factbook regroupe les ethnicités multiples en une catégorie appelée « autres ». Dans le cas de Djibouti, cette catégorie représente 5 % de la population et comprend des personnes d'origine arabe, française, éthiopienne et italienne. Dans le cas de l'Éthiopie, cette catégorie représente 10,5 % de la population mais aucun exemple n'est donné. Pour ce qui est du Kenya, les « autres Africains » représentent 1 % de la population, incluant des personnes d'origine asiatique, européenne et arabe. En Somalie, 15 % de la population est identifiée comme « non somalienne ». En République-Unie de Tanzanie, les « autres » représentent 1 % de la population, avec des personnes d'origine asiatique, européenne et arabe. Dans le cas de l'Ouganda, le groupe des « autres » représente 29,6 % de la population sans qu'aucun exemple ne soit donné.

37 Senior et Bhopal (1994) livrent un examen des difficultés qu'implique l'utilisation de l'ethnicité comme variable dans la recherche en santé.

**Tableau 20: Croyances religieuses**

	Pourcentage de la population							
	Chrétiens	Musulmans	Non affiliés	Hindous	Bouddhistes	Traditionnels	Autres	Juifs
Burundi	91,5	2,8	< 0,1	< 0,1	< 0,1	5,7	< 0,1	< 0,1
Comores	0,5	98,3	0,1	< 0,1	< 0,1	1,0	< 0,1	< 0,1
Rép. dém. du Congo	95,8	1,5	1,8	< 0,1	< 0,1	0,7	0,1	< 0,1
Djibouti	2,3	96,9	0,2	< 0,1	< 0,1	0,3	< 0,1	0,2
Érythrée	62,9	36,6	0,1	< 0,1	< 0,1	0,4	< 0,1	< 0,1
Éthiopie	62,8	34,6	< 0,1	< 0,1	< 0,1	2,6	< 0,1	< 0,1
Kenya	84,8	9,7	2,5	0,1	< 0,1	1,7	1,2	< 0,1
Madagascar	85,3	3,0	6,9	< 0,1	< 0,1	4,5	< 0,1	< 0,1
Rwanda	93,4	1,8	3,6	< 0,1	< 0,1	1,0	0,2	< 0,1
Seychelles	94,0	1,1	2,1	2,1	< 0,1	< 0,1	0,6	< 0,1
Somalie	< 0,1	99,8	< 0,1	< 0,1	< 0,1	< 0,1	< 0,1	< 0,1
Soudan du Sud	60,5	6,2	0,5	< 0,1	< 0,1	32,9	< 0,1	< 0,1
Ouganda	86,7	11,5	0,5	0,3	< 0,1	0,9	0,1	< 0,1
Rép-Unie de Tanzanie	61,4	35,2	1,4	0,1	< 0,1	1,8	< 0,1	< 0,1

Source: *Pew Research (2012)*.

Pour ce qui est des croyances religieuses, les pays de l'Afrique de l'Est peuvent être classés en trois catégories (tableau 20). Il y a premièrement ceux où le christianisme est de loin la religion la plus populaire. Sept pays de la région relèvent de cette catégorie, avec plus de 80 % de la population se définissant comme chrétiens, à savoir: la République démocratique du Congo (96 %), les Seychelles (94 %), le Rwanda (93 %), le Burundi (92 %), l'Ouganda (87 %), le Kenya (85 %) et Madagascar (85 %).

La deuxième catégorie regroupe les pays dont presque tous les habitants se déclarent musulmans ; ce sont les Comores (98 %), Djibouti (97 %) et la Somalie (99 %). Dans la dernière catégorie se trouvent ceux dont les populations sont chrétiennes à peu près aux deux-tiers et musulmanes pour un tiers, à savoir l'Érythrée, l'Éthiopie et la République-Unie de Tanzanie. Le seul pays qu'il n'est pas possible d'inscrire aisément dans une de ces catégories est le Soudan du Sud. En effet, c'est le seul pays de la région dont une partie importante de la population (un tiers) a conservé

ses croyances religieuses traditionnelles (Pew Research, 2012).

Les liens entre diversité religieuse et cohésion sociale ne sont pas absolument clairs. La région est fière de son passé de tolérance religieuse, avec d'innombrables exemples de sociétés composées de divers groupes aux croyances multiples et vivant cependant ensemble harmonieusement. Mais l'évolution récente de la situation, notamment dans la Corne de l'Afrique, indique que cette harmonie est sous pression.

En Somalie, par exemple, les premiers protagonistes de la guerre civile n'avaient aucune orientation idéologique ou religieuse. Mais l'insécurité est maintenant de plus en plus marquée par un élément religieux. Au sud et au centre du pays en particulier, le paysage du conflit est dominé par des organisations confessionnelles, d'après une recherche menée en 2014 par l'Institut Vie et paix. Si les différences religieuses ne menaçaient donc pas jusqu'à présent la cohésion sociale en Afrique de l'Est, elles risquent de commencer à y jouer un rôle plus important.



## I. Les pressions démographiques

L'évolution démographique peut avoir toutes sortes d'effets sur la cohésion au sein des sociétés et entre elles. Un fort taux de croissance démographique peut en particulier aboutir à une compétition pour des ressources rares qui peut dégénérer en conflit (OCDE, 2012). Un fort taux de croissance démographique est un indicateur important de la fragilité d'un État. L'emplacement géographique des populations, notamment le phénomène d'urbanisation, peut aussi influencer la cohésion, comme on le verra plus en détail ci-après. Parallèlement, la croissance démographique peut faire pression sur les services sociaux, les opportunités d'emplois et la participation politique.

En Afrique de l'Est, les pressions démographiques sont assurément une dynamique importante. Dans la plupart des pays, le taux de croissance démographique est élevé, bien au-dessus de la moyenne mondiale (voir tableau 21). Le taux de croissance démographique de la Communauté d'Afrique de l'Est se montait à 2,9 % en 2013, plus

du double de la moyenne mondiale sur la période 2005-2010 (CAE, 2014).

Il semble que dans certaines zones il y ait un lien entre croissance démographique et conflit. Le Soudan du Sud est actuellement en période d'instabilité et a aussi enregistré les taux de croissance démographique les plus élevés sur la période 2005-2010. C'est le seul pays de la région où le taux était supérieur à 4 % sur cette période. Au niveau micro, les chercheurs ont constaté qu'une densité démographique élevée faisait pression sur les terres et autres ressources, ce qui est source de conflits, comme par exemple à Nakasongola et Bududa en Ouganda (Kaggwa, Hogan et Gowa, 2009).

Le rythme de l'urbanisation est aussi un phénomène à prendre en considération pour la cohésion sociale. Le terme d'urbanisation décrit la façon dont des populations ont tendance à se concentrer dans une ou plusieurs zones, habituellement des villes (Tisdale, 1942). L'effet de ce pro-

**Tableau 21: Taux de croissance démographique** (Pourcentage, prévisions basées sur un scénario médian)\*

	2000-2005	2005-2010	2010-2015	2015-2020
Burundi	3,0	3,4	3,2	3,0
Comores	2,6	2,6	2,4	2,2
Rép. dém. du Congo	2,8	2,8	2,7	2,6
Djibouti	1,4	1,4	1,5	1,4
Érythrée	4,2	3,4	3,2	2,7
Éthiopie	2,9	2,7	2,6	2,4
Kenya	2,7	2,7	2,7	2,5
Madagascar	3,0	2,8	2,8	2,7
Rwanda	2,3	2,8	2,7	2,6
Seychelles	1,8	0,9	0,6	0,4
Somalie	2,7	2,6	2,9	2,8
Soudan du Sud	3,8	4,2	4,0	2,6
Ouganda	3,4	3,4	3,3	3,2
République-Unie de Tanzanie	2,6	2,9	3,0	2,9
Monde	1,2	1,2	1,1	1,0

Source: Division de la population de l'ONU (2013).

\* Pour davantage d'informations sur ce scénario et les autres mesures, se référer à Division de la population de l'ONU (2013)

cessus sur la cohésion sociale est ambigu. D'un côté, si les habitants des villes deviennent plus riches, plus intelligents, plus respectueux de l'environnement, en meilleure santé et plus heureux, comme le soutient Glaeser (2012), il serait logique de supposer que l'urbanisation favoriserait la cohésion sociale. Mais d'un autre côté, la création de vastes bidonvilles dans les mégapoles peut mettre la cohésion à l'épreuve. On estime qu'environ un tiers de la population urbaine du monde, soit 800 millions de personnes, vit dans des bidonvilles (OCDE, 2011). Dans certains pays, l'urbanisation est synonyme d'inégalités géographiques accrues en même temps que de pressions sur les institutions de maintien de l'ordre.

---

*L'urbanisation suit un rythme particulièrement rapide en Afrique de l'Est.*

---

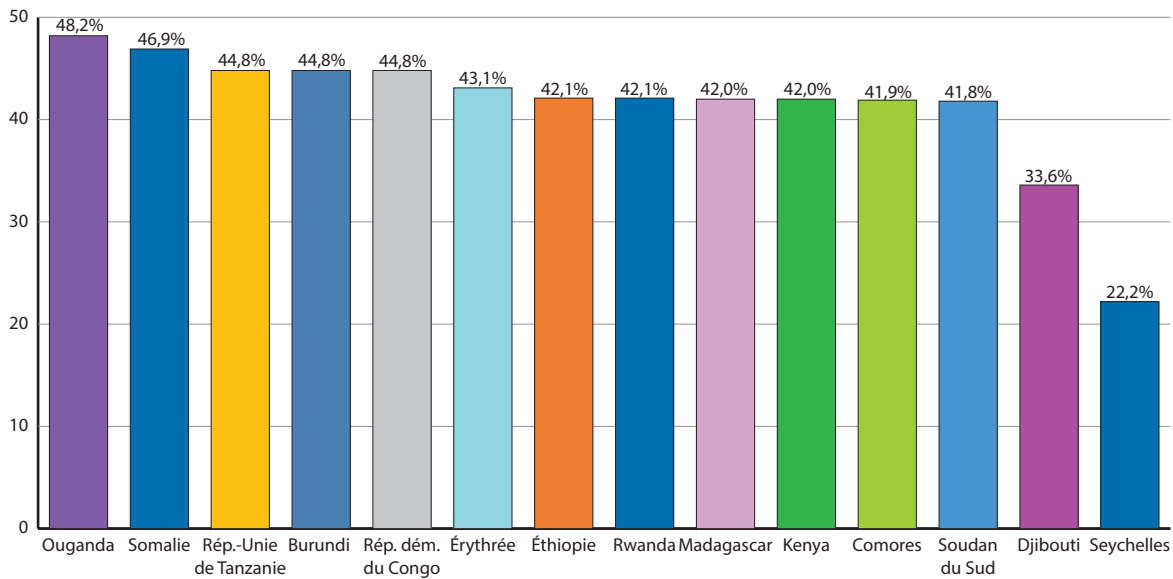
L'Afrique de l'Est est une région remarquable en matière d'urbanisation. D'une part la proportion de ses habitants vivant en zones urbaines est une des plus basses du monde. Moins d'un quart de la population des pays suivants vit en milieu urbain: Burundi (11 %), Éthiopie (17 %), Érythrée (22 %), Kenya (24 %), Rwanda (19 %), Soudan du Sud (18 %) et République-Unie de Tanzanie (16 %), par rapport à la population urbaine mondiale qui est de 53 %.

Cela étant, les jeunes Africains sont généralement mieux éduqués et mieux informés que leurs

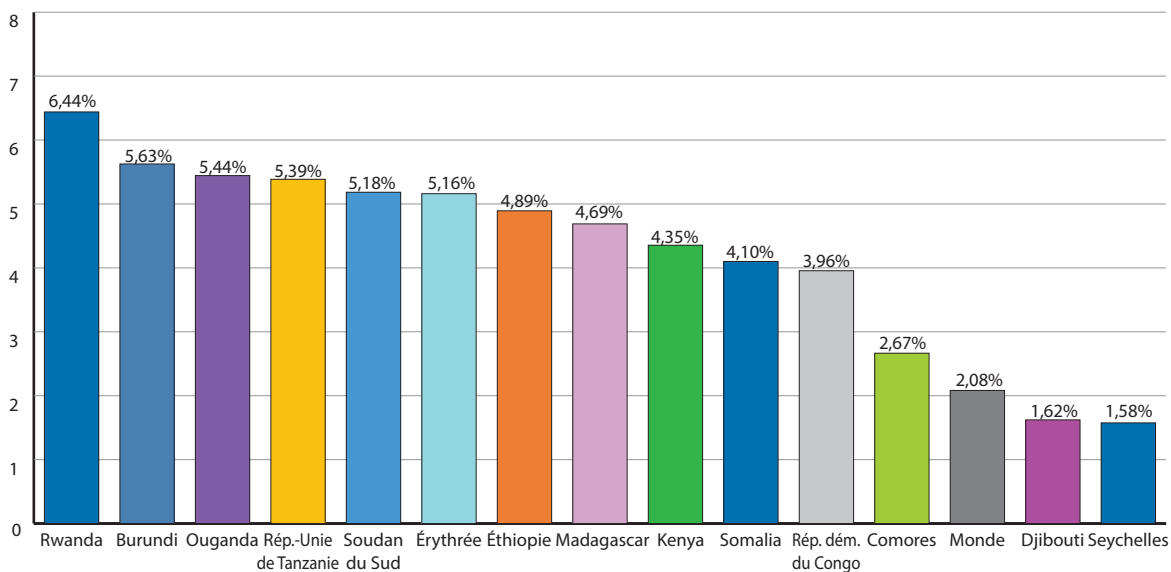
parents. Conscients de leurs droits, les jeunes cherchent à faire comprendre aux gouvernements les problèmes qui les affectent, notamment le niveau du chômage qui est en augmentation sans précédent. Les préoccupations des jeunes intéressent les politiciens. De nombreux gouvernements ont mis en place des politiques pour la jeunesse à laquelle ils font une place dans leurs plans à moyen et long termes. D'autres vont encore plus loin et font participer des jeunes à la prise de décision. Le graphique ci-après (figure 10) montre le pourcentage de jeunes (de 0 à 14 ans) qui, dans un avenir pas si lointain, vont examiner attentivement la mise en œuvre des divers plans et stratégies des gouvernements à leur intention. Avec les technologies dont ils disposent, les jeunes vont sans doute discuter et questionner toute lenteur ou absence de mise en application de ces programmes.

Cela étant, l'urbanisation suit un rythme particulièrement rapide en Afrique de l'Est. Tous les pays de la région, en dehors de Djibouti et des Seychelles, s'urbanisent plus rapidement que la moyenne mondiale (figure 11). Le rythme de l'urbanisation du Rwanda est encore près de trois fois plus rapide. Si le rythme de l'urbanisation à Djibouti est relativement moins rapide, c'est qu'une grande partie de la population vit d'ores et déjà en zone urbaine. Au dernier recensement, on estimait que 70,6 % de la population vivaient dans un centre urbain (République de Djibouti, 2013).



**Figure 10 : Population jeune** (Pourcentage de la population âgée de 0 à 14 ans)

Source: *Perspectives économiques en Afrique* (2015).

**Figure 11: Croissance démographique urbaine** (Évolution annuelle en 2013 en pourcentage)

Source: *Nations Unies et Banque mondiale* (2014).

## J. Les toxicomanies

Les recherches indiquent un lien entre, d'un côté, le stress et les faiblesses des réseaux sociaux, et l'augmentation des toxicomanies, de l'autre (Rhodes et Jason, 1990). De forts taux de toxicomanies peuvent signaler que les pressions sociales sont insupportables pour certaines couches de la société. De même, les différences relatives de revenus au sein des sociétés semblent avoir d'importantes incidences psychologiques, qui

se traduisent par des différences beaucoup plus importantes en termes de santé (Wilkinson, 1997).

Au niveau des pays, la consommation d'alcool est relativement peu élevée, la majeure partie des pays d'Afrique de l'Est étant dans la moitié inférieure du classement mondial de la consommation d'alcool pur par habitant (tableau 22). Les pays où la majorité de la population est musulmane en particulier (les Comores, Djibouti et la Somalie) ont des taux de consommation d'alcool extrêmement bas. Les

**Tableau 22:** Consommation d'alcool pur par adulte (En litres par habitant par an en moyenne sur la période 2008–2010)

Position régionale (/13)	Position mondiale (/195)	Pays	Consommation
-	1	Bélarus	17,5
1	43	Ouganda	9,8
2	44	Rwanda	9,8
3	47	Burundi	9,3
4	66	Rép-Unie de Tanzanie	7,7
5	103	Seychelles	5,6
6	121	Kenya	4,3
7	122	Éthiopie	4,2
8	133	Rép. dém. du Congo	3,6
9	154	Madagascar	1,8
10	161	Djibouti	1,3
11	166	Érythrée	1,1
12	181	Somalie	0,5
13	185	Comores	0,2

Source: Organisation mondiale de la Santé (2014).

Note: On ne dispose pas de données pour le Soudan du Sud.

pays où les taux de consommation sont les plus élevés de la région sont le Burundi, le Rwanda et l'Ouganda, mais même leur consommation n'est environ que la moitié de celle du plus important consommateur de la planète, le Bélarus (OMS, 2014).

*La proportion des troubles causés par la consommation d'alcool dans la sous-région est presque le double de la moyenne africaine établie par l'OMS.*

Cela dit, une analyse plus fine donne des raisons de s'inquiéter. La proportion des troubles causés par la consommation d'alcool est presque le double de la moyenne africaine établie par l'OMS (3,3 %), le Burundi et la République-Unie de Tanzanie se situant à 5,5 %, le Rwanda et l'Ouganda à 5,8 % et les Seychelles à 5,9 %. Ceci est dû essentiellement à la consommation des hommes puisque les résultats de l'étude suggèrent par exemple que 30,2 % des Rwandais consomment suffisamment d'alcool en une fois au cours des

30 jours précédents pour qu'on puisse parler de « consommation épisodique excessive<sup>38</sup> » (OMS, 2014).

La consommation de khat<sup>39</sup> est aussi un problème social dans certaines parties de l'Afrique de l'Est. Il n'y a pas encore d'études médicales démontrant de façon concluante un lien de cause à effet entre la consommation de khat et les maladies mentales, mais il se peut que ceci soit dû à l'absence de recherches à ce sujet plutôt qu'à l'inexistence de ce lien (Warfa *et al.*, 2007). Par ailleurs, l'impact des sommes importantes du revenu des ménages et du temps que les hommes consacrent à chiquer du khat est fortement ressenti par leur famille et leur communauté (OMS, 2008). La consommation de khat est illégale en République-Unie de Tanzanie et en Érythrée, mais légale en Éthiopie, à Djibouti, au Kenya et en Ouganda<sup>40</sup>.

38 La consommation épisodique excessive est définie comme une consommation de 60 grammes ou plus d'alcool pur.

39 Il convient de noter que le khat est désigné par différents noms, dont catahe edius, kat, qad et miraa.

40 En mars 2009 (Fitzgerald, 2009).

Il serait difficile d'estimer le nombre de consommateurs de khat dans la région et le nombre exact de chiqueurs de par le monde est inconnu. Selon Balint, Ghebrekidan et Balint (1991), il y aurait eu, au début des années 1990, 10 millions de consommateurs en Afrique de l'Est et dans la péninsule arabique. Selon d'autres estimations effectuées depuis lors, le nombre de chiqueurs serait de 5 à 10 millions dans le monde entier (Mateen, 2010). S'il y a un rapport entre les saisies de khat et sa consommation, celle-ci est peut-être en augmentation. En effet, 1,5 tonne de khat avait été saisie en Afrique en 2005, alors que 23,4 tonnes étaient saisies en 2009 (Office des Nations Unies contre la drogue et le crime, ONUDC, 2011).

Un grand nombre de ressortissants d'Afrique de l'Est de la diaspora consomment également du khat. On estimait à 25 millions de dollars la valeur du khat importé du Kenya au Royaume-Uni en 2013, mais la valeur a dégringolé lorsque les Anglais en ont interdit la consommation (The Economist, 2014). Comme Klein, Beckerleg et Hailu (2009) le mentionnent, la production et la distribution de khat sont essentiellement assurées par des agriculteurs et des entreprises en Afrique. C'est pourquoi son incidence sur les conditions de vie et les recettes fiscales, en particulier dans les États fragiles, devrait être pris en compte lorsque l'on impose des contrôles et autres réglementations.

Enfin, la consommation de drogues illicites, comme l'opium, la cocaïne et le cannabis, n'est pas considérée comme un problème aussi grave en Afrique de l'Est que dans d'autres parties du monde. On estime en effet que la région a un des plus faibles taux de consommation d'opiacés du monde<sup>41</sup>.

Mais ce qui est source d'inquiétude, c'est que la région devient une voie de passage de plus en plus populaire pour le trafic de drogues illicites. L'ONUDC a notamment observé une augmenta-

tion du transport de stimulants de type amphétamine passant par la région en route vers les marchés d'Asie de l'Est (ONUDC, 2011).

En résumé, certains signes indiquent que le problème des toxicomanies est en train d'apparaître dans la région. En l'absence de politiques nationales et régionales efficaces pour y faire opposition, le problème risque de s'aggraver, en même temps qu'augmentent les revenus et les possibilités de se procurer ces drogues.

## K. La gouvernance et les prestations de services

La fragilité de la gouvernance est une menace pour la cohésion sociale pour plusieurs raisons dont beaucoup ont été examinées en détail dans d'autres rapports<sup>42</sup>. Une des principales raisons est qu'elle a tendance à compromettre la confiance que les populations placent dans les institutions de l'État. Comme on l'a déjà mentionné, les niveaux de confiance dans les agents de l'État comme la police, par exemple, ne sont pas très élevés en Afrique de l'Est. Cela peut se traduire par des difficultés dans divers domaines, notamment pour le financement des services publics. Les citoyens sont moins enclins à payer leurs impôts à un État en qui ils n'ont pas confiance qu'il utilise leur argent utilement. Dans certains pays, comme en Somalie, la résistance à la collecte des impôts a entraîné des affrontements tels que 25 percepteurs auraient été tués à Mogadiscio depuis 2012, soit environ un percepteur sur cinq pour la ville (Mohamed, 2014).

Pour ce qui est de la gouvernance régionale, les mesures encourageantes examinées en première partie sont extrêmement pertinentes. Les taux accélérés de réduction de la mortalité infantile et d'extension de la couverture de l'éducation reflètent une amélioration des prestations de services et ont des effets importants à long terme favorisant la cohésion sociale. On voit aussi des évolutions prometteuses dans les approches locales de la gouvernance et de la prestation de services.

41 L'ONUDC (2014) fournit davantage de détails. Il est à noter que la définition de l'Afrique de l'Est par l'ONUDC diffère de celle utilisée dans le présent rapport. Ainsi, l'ONUDC inclut Maurice mais ne comptabilise pas la République démocratique du Congo et le Soudan du Sud.

42 Voir, par exemple, Boehnke *et al.*, (2013); et Jenson (2010).

Le système rwandais d'*imihigo*, par exemple, est vu en général comme une réussite de forme locale de gouvernement. L'*imihigo* décrit une pratique culturelle précoloniale par laquelle une personne se fixe des objectifs ou buts à atteindre dans un délai donné. La personne doit atteindre ces objectifs en suivant certains principes et en étant déterminée à surmonter tout obstacle éventuel. La décentralisation menée en 2000 et le transfert des responsabilités à tous les niveaux de l'État rwandais exigeaient de nouvelles méthodes de suivi et d'évaluation. Les autorités locales devenaient responsables de la réalisation des programmes de développement et devaient donc rendre des comptes à l'État central et au peuple rwandais. Le système d'*imihigo* a été mis en place pour ce faire en 2006.

Depuis lors, on attribue au système d'*imihigo* l'amélioration de la responsabilisation et l'accélération des activités et programmes de développement axés sur les citoyens. La pratique d'*imihigo* a maintenant été étendue au personnel des ministères, des ambassades et autres fonctionnaires.

Au Burundi voisin, les institutions historiques de gouvernance, notamment les agences de l'État central, avaient été affaiblies par les longues périodes d'insécurité. Mais des recherches menées par l'Institut Nord Sud ont constaté que des groupes informels, des anciens, des chefs traditionnels ou des groupes de femmes sont venus occuper le vide laissé par ces institutions. Ils jouent ainsi un rôle important dans le maintien de la cohésion sociale, en particulier pour la protection des femmes et des jeunes (Besada, Wheaton et O'Bright, 2014).

Mais la région doit relever plusieurs défis en matière de gouvernance et de prestations de services. Les sentiments à l'égard de la performance des États sont généralement négatifs. Le tableau 23 résume les réponses à des questions posées à propos de la perception de la performance des États dans plusieurs pays d'Afrique de l'Est. Dans tous les pays examinés, pour la majorité des répondants, les résultats de l'action de leur

État pour gérer l'économie, améliorer les niveaux de vie des pauvres, créer des emplois et combler les écarts entre riches et pauvres sont très mauvais ou assez mauvais.

De plus, on a tendance à associer mauvaise gouvernance et insuffisance des prestations de services (Loffler et Bovaird, 2002). Il y a de nombreux cas d'insuffisance des services publics dans la région. Au Kenya, par exemple, une évaluation des indicateurs pour les services de santé et l'éducation suggère qu'il serait possible de faire nettement mieux. Selon une étude, le taux d'absence des enseignants de leur classe s'élève jusqu'à 49 % dans les écoles publiques rurales et 42 % pour l'ensemble des établissements scolaires (Martin et Pimhidzai, 2013). En République-Unie de Tanzanie, l'absentéisme des professeurs est encore plus grave, les travaux de recherche indiquant que les enseignants sont absents des salles de classe plus de la moitié du temps (Banque mondiale, 2012). Améliorer les incitations et investir dans ces domaines est indispensable pour que les services publics de santé et d'éducation répondent aux besoins des populations.

---

*Les sentiments à l'égard de la performance des États sont généralement négatifs. Pour la majorité des répondants, les résultats de l'action de l'État dans la gestion de l'économie, l'amélioration du niveau de vie des pauvres, la création d'emplois et la diminution de l'écart entre riches et pauvres sont très mauvais ou assez mauvais.*

---

À l'inverse, la cohésion sociale peut aussi avoir des effets sur la gouvernance. Des éléments recueillis dans plusieurs pays (Woo, 2009) suggèrent que les pays où les niveaux de polarisation sont plus élevés ont des États dont les déficits budgétaires sont plus importants et qui adoptent plus

**Tableau 23: Évaluation de la gestion de l'économie par l'État**

Question de l'enquête: Parlons du gouvernement actuel du pays. Pensez-vous que ce gouvernement s'occupe bien ou mal des aspects suivants ou bien n'êtes-vous pas suffisamment au courant pour avoir une opinion:

Gestion de l'économie? (pourcentage de répondants)

Réponse	Burundi (2014/2015)	Kenya (2014/2015)	Madagascar (2011/2013)	Ouganda (2011/2013)	Rép-Unie de Tan- zanie (2014/2015)
Très mal	30	32	17	52	15
Assez mal	31	25	56	29	38
Assez bien	26	35	15	15	41
Très bien	11	7	1	3	2
Pas au courant	3	1	12	2	4

Question de l'enquête: Parlons du gouvernement actuel du pays. Pensez-vous que ce gouvernement s'occupe bien ou mal des aspects suivants ou bien n'êtes-vous pas suffisamment au courant pour avoir une opinion:

Amélioration des conditions de vie des pauvres? (pourcentage de répondants)

Réponse	Burundi (2014/2015)	Kenya (2014/2015)	Madagascar (2011/2013)	Ouganda (2011/2013)	Rép-Unie de Tan- zanie (2014/2015)
Très mal	40	41	29	48	27
Assez mal	35	31	59	29	41
Assez bien	17	23	7	19	29
Très bien	7	4	1	3	1
Pas au courant	1	1	4	1	2

Question de l'enquête: Parlons du gouvernement actuel du pays. Pensez-vous que ce gouvernement s'occupe bien ou mal des aspects suivants ou bien n'êtes-vous pas suffisamment au courant pour avoir une opinion:

Création d'emplois? (pourcentage de répondants)

Réponse	Burundi (2014/2015)	Kenya (2014/2015)	Madagascar (2011/2013)	Ouganda (2011/2013)	Rép-Unie de Tan- zanie (2014/2015)
Très mal	40	42	30	51	23
Assez mal	34	31	57	27	38
Assez bien	16	22	7	16	33
Très bien	7	4	0	2	2
Pas au courant	4	1	6	4	4

Question de l'enquête: Parlons du gouvernement actuel du pays. Pensez-vous que ce gouvernement s'occupe bien ou mal des aspects suivants ou bien n'êtes-vous pas suffisamment au courant pour avoir une opinion:

Diminution de l'écart entre riches et pauvres? (pourcentage de répondants)

Réponse	Burundi (2014/2015)	Kenya (2014/2015)	Madagascar (2011/2013)	Ouganda (2011/2013)	Rép-Unie de Tan- zanie (2014/2015)
Très mal	54	52	34	56	32
Assez mal	27	30	53	26	40
Assez bien	11	14	6	11	24
Très bien	6	3	0	3	2
Pas au courant	2	2	7	4	2

Source: Afrobarometer (2015).

de politiques budgétaires procycliques<sup>43</sup>. Il y a là un risque de créer un cercle vicieux: la mauvaise gouvernance génère un affaiblissement de la cohésion sociale, qui à son tour encourage la fragilisation de la gouvernance.

Un outil d'importance permettrait cependant de briser ce cycle: l'éducation. Des systèmes d'éducation inclusifs peuvent générer des sociétés plus solidaires; en effet, ils facilitent la mobilité sociale, réduisent le danger d'avoir une génération laissée pour compte et permettent une meilleure participation civile à la gouvernance (OCDE, 2011). Selon Gradstein et Justman (1999), l'éducation favorise une meilleure cohésion sociale en facilitant une culture commune et en consolidant le capital humain.

Les progrès significatifs dans l'amélioration de l'accès à l'éducation dans la région examinés plus haut sont importants à cet égard, mais le problème subsiste. Il y a en fait un énorme écart entre l'enseignement dispensé dans les écoles publiques et celui dispensé dans les établissements privés dans de nombreuses parties de la région. Au Kenya, les enfants scolarisés dans le privé reçoivent l'équivalent de deux mois d'enseignement de plus par an que ceux qui fréquentent les établissements scolaires publics (Society for International Development, 2013).

Des facteurs extra-scolaires, comme l'alimentation durant l'enfance, ont aussi d'importantes conséquences sur la mesure dans laquelle l'éducation contribue à la cohésion d'une société. Des enfants sous-alimentés ont plus de mal à se concentrer en classe et leurs résultats sur le long terme sont nettement inférieurs à ceux des autres élèves (OMS, 2013). Parmi les pays où ont été menées les enquêtes sur la démographie et les ménages, les taux de rachitisme sont de 30 % ou plus (voir la figure 12). Au Burundi et à Madagascar, 50 % des enfants ou plus souffrent de malnutrition. C'est un grave obstacle à la construction à court et long

---

*La mauvaise gouvernance génère un affaiblissement de la cohésion sociale, qui à son tour encourage la fragilisation de la gouvernance.*

---

termes du capital humain et à la mise à profit de l'éducation pour améliorer la cohésion des sociétés.

La société civile est un lieu important pour exiger des États d'améliorer leurs services, en particulier dans l'éducation. En fait, le fait de faciliter et d'encourager la participation de la société civile aux affaires politiques, et de permettre à la contestation de se faire entendre, est au cœur des systèmes de gouvernance les mieux à même de générer la cohésion sociale (OCDE, 2011, p.24). À l'inverse, on peut raisonnablement supposer que les dangers de conflits civils sont plus élevés dans les pays où la demande de participation démocratique n'est pas satisfaite.

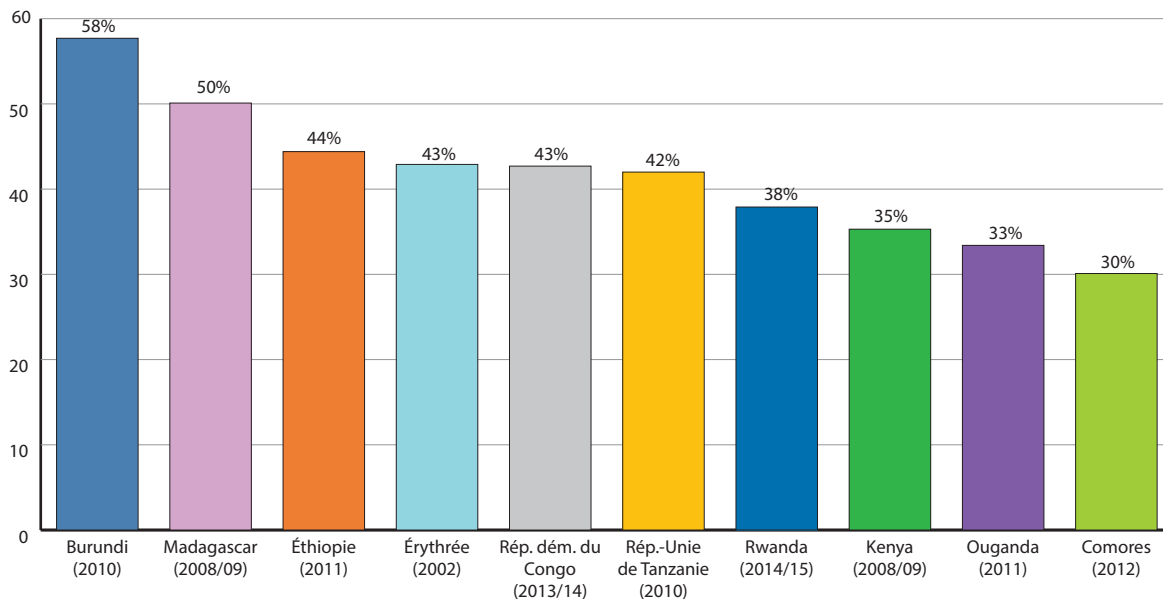
Dans le même ordre d'idées, la décentralisation des services et des prises de décisions de l'État, notamment la décentralisation budgétaire, peut servir d'outil de consolidation de la cohésion sociale. Les autorités locales sont mieux renseignées sur les besoins et les souhaits de leurs administrés et, si elles en tirent parti, peuvent améliorer l'allocation des ressources publiques et les résultats en découlant, ce qui favorise la cohésion (OCDE, 2011). Mais les politiques menées dans cet esprit ne réussissent pas toujours en raison d'insuffisances dans leur conception et leur mise en application, lorsque par exemple les élites locales les accaparent ou que ces autorités locales n'ont pas suffisamment de moyens (Robinson, 2007).

Au Kenya par exemple, les systèmes de gestion de la santé ont été décentralisés afin d'améliorer l'offre et la coordination de ces services au niveau des districts. Mais la décentralisation a été handicapée par le manque de fonds et parce qu'il était difficile d'accéder aux districts qui avaient le plus besoin de ces services (Ndavi *et al.*, 2009). Faire en sorte que les institutions étatiques soient inclusives et assurent une véritable participation de

---

43 Les politiques budgétaires procycliques sont celles d'un gouvernement qui dépense de manière expansionniste dans les périodes favorables et d'une manière restrictive dans les temps difficiles. Woo (2009) établit que ces politiques sont fortement et négativement corrélées à la croissance économique.

**Figure 12: Proportion des enfants de moins de 5 ans classés comme souffrant de malnutrition** (Pourcentage d'enfants dont le rapport taille-âge est en-dessous de 2 écarts types)



Source: Enquête démographique et de santé (2015).

toutes les régions est une importante condition préalable de la cohésion au niveau national.

*Les systèmes d'éducation inclusifs facilitent la mobilité sociale, réduisent le risque d'avoir une génération laissée pour compte et permettent une meilleure participation civile à la gouvernance.*

La corruption est un des problèmes qui affectent souvent la gouvernance dans la région. Elle provoque la méfiance vis-à-vis des institutions, alors que la confiance est un élément clé de la cohésion sociale. Comme l'observent Justesen et Bjørnskov (2012), la corruption peut avoir des conséquences particulièrement néfastes pour les pauvres<sup>44</sup>.

44 Justesen et Bjørnskov (2012) examinent le lien entre pauvreté et corruption à l'aide d'un modèle et suggèrent que les personnes pauvres sont davantage susceptibles d'être victimes d'actes de corruption par les fonctionnaires du bas de l'échelle. Les personnes pauvres sont souvent très tributaires des services fournis par l'État et sont, dès lors, plus susceptibles d'être confrontées à des demandes de pots-de-vin en échange de l'obtention de ces services. Une enquête menée dans 18 pays d'Afrique subsaharienne a montré que les pauvres seront plus susceptibles de payer des pots-de-vin, et que la corruption fonctionne alors comme un impôt régressif qui frappe les personnes désavantagées.

La corruption pose problème dans de nombreux pays d'Afrique de l'Est. C'est en Érythrée, en Somalie et au Soudan du Sud qu'on a certains des niveaux les plus élevés de perception de corruption de la planète d'après l'Indice de perception de la corruption de Transparency International pour 2013<sup>45</sup>.

Il y a toutefois des résultats encourageants pour la région, avec des pays comme le Rwanda et les Seychelles, indiquant aujourd'hui que 53 % et 54 % de leur population considèrent que leur vie quotidienne est peu affectée par la corruption, en particulier dans l'administration et la prestation des services de base (Transparency International, 2014).

En bref, la région a de nombreux problèmes de gouvernance, qui à eux tous constituent un grave obstacle à la cohésion sociale pour toutes sortes de raisons, notamment du fait de la méfiance vis-à-vis des institutions et du manque de satisfaction par rapport aux services offerts. Cette conclusion

45 L'Indice de perception de la corruption est compilé chaque année par Transparency International. Il repose sur des enquêtes et des évaluations. L'indice de 2013 a été calculé pour 177 pays. Davantage d'informations sont disponibles à l'adresse suivante : <http://www.transparency.org/cpi/>.

correspond aux comparaisons faites sur le plan international. En effet, trois des six pays d’Afrique dont la gouvernance est la plus fragile se trouvent en Afrique de l’Est, d’après le dernier Indice Ibrahim pour la gouvernance africaine<sup>46</sup>. Consacrer des investissements à l’amélioration de la gouvernance et de la prestation de services est donc une priorité pour consolider la cohésion sociale en Afrique de l’Est.

---

46 Il s’agit de la République démocratique du Congo, de l’Érythrée et de la Somalie. La méthodologie et les sources de données de l’Indice Ibrahim pour la gouvernance africaine sont exposées plus en détails plus haut.



## Troisième partie

# Conclusions

**L**e présent rapport dresse un bilan mitigé de l'évaluation de la cohésion sociale en Afrique de l'Est. Si d'un côté des progrès notables ont été réalisés dans toute la sous-région ces dix dernières années en termes d'amélioration du développement humain, surtout dans les domaines de l'éducation et de la santé, il subsiste toutes sortes de problèmes et tensions sociaux à surmonter. Le conflit politique qui a mis le feu aux poudres au Burundi en avril 2015 témoigne malheureusement du fait qu'une apparente stabilité sociale peut rapidement dégénérer en conflit aux répercussions régionales. C'est pourquoi il faut donner la priorité à la résolution efficace des problèmes qui affectent négativement la cohésion sociale.

Plusieurs enseignements pertinents peuvent être tirés de l'audit social, certes loin d'être complet, présenté dans le présent rapport.

Premièrement, malgré les taux de croissance économique impressionnants enregistrés ces 10 à 15 dernières années, la pauvreté reste un problème général. Les sondages d'opinion menés dans toute la région démontrent d'ailleurs que les populations ne partagent pas la perception selon laquelle les meilleurs résultats économiques auraient amélioré leurs conditions de vie. Les gouvernements doivent trouver des moyens d'être plus équitables tout en maintenant une croissance accélérée. Il faudra pour ce faire surmonter les inégalités et injustices dans toutes leurs dimensions – parité hommes-femmes, géographie, ethnicité, etc.

Deuxièmement, il y aurait beaucoup à gagner à faire des évaluations plus qualitatives du développement humain. Même avec leurs limites bien connues, les fréquents sondages et autres enquêtes montrent que l'opinion publique peut être un outil utile pour orienter les politiques gouvernementales. Mais c'est une source d'information encore sous-utilisée dans la région. Les seules organisations qui y font régulièrement de

tels sondages sont Gallup des États-Unis et l'Afrobarometer. Trouver des moyens d'organiser plus régulièrement de tels sondages de plus ample portée permettrait de mieux comprendre ce que pensent les populations des nombreux problèmes qui nuisent à la cohésion sociale.

---

*Il y aurait beaucoup à gagner à mener des évaluations plus qualitatives du développement humain. Les sondages et autres enquêtes d'opinion, malgré leurs limites, peuvent être utiles pour orienter les politiques gouvernementales.*

---

Troisièmement, il faudrait consacrer plus d'efforts au suivi des progrès de la réalisation des objectifs de développement social aux niveaux régional, national et infranational, en particulier maintenant que la communauté internationale essaye d'atteindre les objectifs nettement plus ambitieux de développement durable. L'Indice africain de développement social que la CEA est en train de mettre en place avec des projets pilotes dans plusieurs pays de la région a été spécialement conçu pour aider à aussi bien à déterminer les progrès accomplis que les domaines auxquels les gouvernements devraient accorder plus de ressources et d'attention, aux niveaux national et infranational. La pleine collaboration des États membres à l'élaboration de ce genre d'outil est indispensable à la réussite de leur adoption et de leur mise en application.

Quatrièmement, grâce à l'analyse de la situation de la cohésion sociale dans la région, le rapport met en exergue plusieurs instruments conçus localement pour favoriser la cohésion et surmonter les tensions. Dans plusieurs cas, ces instruments, qui s'inspirent souvent de formes traditionnelles de gouvernance, se sont avérés novateurs et particulièrement couronnés de succès. Certes,

---

*De nombreux problèmes sociaux étant par nature transfrontaliers, il convient d'y faire face de plus en plus au niveau régional.*

---

des organismes fondés sur des institutions exogènes, comme les ombudsmans ou médiateurs, peuvent jouer un rôle positif dans la construction de la cohésion sociale, mais cela ne devrait pas empêcher la conception de solutions locales qui pourraient être rehaussées et mises à profit pour accélérer la consolidation de la cohésion sociale.

Cinquièmement, il ressort du rapport que beaucoup d'informations et de données éclairantes et pertinentes existent au sujet de la cohésion sociale en Afrique de l'Est, mais elles sont dispersées et les sources ne sont pas toujours bien connues. Peut-être serait-il souhaitable de publier régulièrement, sous les auspices de l'Autorité intergouvernementale pour le développement (IGAD) ou de la CAE, un rapport réunissant toutes les données pertinentes pour suivre les progrès sur la voie d'une meilleure cohésion sociale.

Sixièmement, de nombreux problèmes sociaux étant par nature transfrontaliers, il conviendrait d'y faire face de plus en plus au niveau régional. L'absence de cohésion sociale peut rapidement mettre en danger la stabilité régionale. Mais la plupart des programmes d'intégration régionale de l'Afrique de l'Est se focalisent sur l'intégration physique et économique, leurs premières priorités étant le commerce et l'accès aux marchés.

Les organisations régionales et leurs dirigeants devraient aussi utiliser les mécanismes régionaux pour traiter des problèmes de société<sup>47</sup> afin de consolider la cohésion sociale. Il convient de signaler que trois des quatre pays au plus bas de la liste du Rapport sur les États fragiles de 2015 se trouvent en Afrique de l'Est. Surmonter l'absence de cohésion sociale dans ces pays ne

---

47 Deacon *et al.* (2007) défendent avec vigueur que, à mesure que la sphère économique se mondialise, les politiques sociales nationales ne pourront plus à elle seules surmonter de nombreuses difficultés sociales. Ainsi, pour certains des problèmes intéressant la cohésion sociale, les politiques sociales régionales pourraient constituer la réponse la plus adaptée.

sera pas tâche facile et ne pourra être accompli par ces pays individuellement. Les pays qui sont dans cette situation ont besoin d'interventions constructives de leurs voisins. Il serait donc souhaitable de renforcer les organisations et mécanismes régionaux pour consolider la paix et la stabilité dans la région. À titre d'exemple, le Mécanisme d'alerte précoce et de réaction aux conflits (CEWARN) de l'IGAD constitue un bon précédent mais aurait besoin d'être fortifié.

Ce dernier point mérite plus d'attention. Les solutions régionales aux problèmes associés au manque de cohésion régionale seront difficiles à apporter faute de ressources régionales. Le budget annuel du Secrétariat de la CAE, par exemple, est actuellement de l'ordre de 140 millions de dollars, soit un montant minuscule par rapport à l'importance des défis à relever et à la taille de l'économie de la région (environ 134 milliards de dollars en 2014). Jusqu'à présent, malgré tout le bon travail accompli, il serait probablement honnête d'admettre que les organisations régionales telles que la CAE n'ont pas eu suffisamment d'effets directs sur la vie de leurs citoyens. C'est tout du moins ce que pensent ces populations pour le moment. Un sondage d'opinion récemment effectué par l'Afrobarometer (2015) a révélé que moins d'un ressortissant sur cinq du Burundi, du Kenya ou de République-Unie de Tanzanie estimaient que leur organisme régional avait vraiment un effet positif sur leur vie quotidienne.

La réussite de l'intégration régionale va exiger la construction d'identités communes et des gens qui ressentent les bénéfices qu'ils retirent du projet régional – des gens qui réagiront plus positivement s'ils peuvent attribuer directement aux organisations régionales des avantages que leur apporte l'intégration régionale. C'est dans ce contexte que Mold et Eyakuze (2014) se prononcent en faveur de la création dans la CAE d'un fonds régional de solidarité pour s'attaquer de front aux injustices sociales<sup>48</sup>. Les fonds pourraient

---

48 Il existe des précédents sur lesquels s'appuyer pour créer de tels fonds Afrique de l'Est. C'est exactement ce qui a été mis en œuvre lors des premières étapes de l'intégration européenne. Depuis le milieu des années 1970, les régions les plus pauvres de l'Union européenne bénéficient de financement supplémentaire pour lutter contre leurs problèmes particuliers. Le Fonds européen de dévelop-

---

*Mold et Eyakuze (2014) plaident en faveur de l'établissement d'un « fonds régional de solidarité » au sein de la CAE pour s'attaquer de front aux injustices sociales.*

---

être alloués sur la base des nécessités sous-régionales, par exemple pour construire des écoles, des dispensaires, des routes, des centrales électriques dans les zones les plus pauvres de l'Afrique de l'Est. Ceci favoriserait la solidarité et la cohésion régionale et les habitants de parties les plus défavorisées de la région verraient de mieux en mieux le rôle direct de l'organe régional dans l'amélioration de leurs conditions de vie. « Projet financé par le Fonds régional de cohésion de la CAE » pourrait être un signe puissant de ralliement dans les parties les plus démunies de la région<sup>49</sup>.

Toutes ces propositions peuvent être également valables pour d'autres parties de l'Afrique de l'Est, mais en fin du compte, la réalisation et le maintien d'une meilleure cohésion sociale vont exiger des engagements opportuns et constants et des actions à tous les niveaux. Ces 10 ou 15 dernières années, l'Afrique de l'Est a clairement démontré qu'elle est capable de grandes choses en vue d'améliorer certaines dimensions de la cohésion sociale. Il lui faut maintenant étendre ces progrès à d'autres domaines pour se forger un avenir plus solidaire et plus prospère.

---

pement régional a été créé en 1975 spécialement pour remédier aux problèmes de l'élargissement, et a mis en vigueur la notion de redistribution entre les régions plus riches et les plus pauvres de l'Union. Beaucoup des projets d'infrastructures dans les régions « périphériques de l'Europe (comme par exemple la Grèce, l'Irlande, le Portugal, l'Espagne et le sud de l'Italie) ont été financés par des fonds européens. Ces projets ont eu des effets majeurs en termes de facilitation de la croissance et du développement (ou pour utiliser le jargon des économistes, de la « convergence ») de régions d'Europe jusque-là reculées et négligées. Même aujourd'hui, trois ou quatre décennies après que ces pays sont devenus membres de l'Union européenne, les fonds régionaux représentent environ un tiers du budget total de l'Union – et cette part est encore en hausse.

49 Il est évident que bien des aspects organisationnels devraient être examinés en profondeur – notamment les questions de savoir comment ce fonds serait créé, sous quelle autorité il serait placé et quelles seraient les règles de décaissement. Comme point de départ, il faut que les décideurs de toute la région parviennent à un consensus large sur l'importance d'atténuer les injustices régionales. Ainsi, une communauté régionale plus forte et plus résistante pourrait voir le jour (voir Mold et Eyakuze, 2014).

# Bibliographie

Abbott, Pamela, et Marklin Rucogoza (2011). Legal and policy framework for gender equality and the empowerment of women in Rwanda. Kigali: Institute of Policy Analysis and Research.

Adepoju, Aderanti (1977). Migration and development in Tropical Africa: Some research priorities. *African Affairs*, vol. 76, No. 303, p. 210-225.

\_\_\_\_\_ (2007). Migration in Sub-Saharan Africa. Uppsala: Nordic Africa Institute.

Africa Progress Panel (2014). Grain Fish Money. Genève.

Perspectives économiques en Afrique (2014). Qui sont les jeunes au chômage, découragés et inactifs en Afrique? Disponible à l'adresse suivante : [http://www.africaneconomicoutlook.org/fr/thematique/youth\\_employment/l%E2%80%99emploi-des-jeunes-en-afrique/qui-sont-les-jeunes-au-chomage-decourages-et-inactifs-en-afrique/](http://www.africaneconomicoutlook.org/fr/thematique/youth_employment/l%E2%80%99emploi-des-jeunes-en-afrique/qui-sont-les-jeunes-au-chomage-decourages-et-inactifs-en-afrique/) (consultée le 20 octobre 2014).

\_\_\_\_\_ (2015). Statistiques des PEA. Disponible à l'adresse suivante: <http://www.africanecomicoutlook.org/fr/statistiques/> (consultée le 25 juin 2015).

Afrobarometer (2015). Online Data Analysis Platform. Disponible à l'adresse suivante: <http://afrobarometer.org/fr/analyse-de-donn%C3%A9es-en-ligne/l%E2%80%99analyse-en-ligne> (consultée le 9 octobre 2015).

Alesina, Alberto, et Dani Rodrik (1994). Distributive politics and economic growth. *The Quarterly Journal of Economics*, vol. 109, No. 2, p. 465-490.

Alesina, Alberto, et Eliana La Ferrara (2005). Ethnic diversity and economic performance. *Journal of Economic Literature*, vol. 43, No. 3, p. 762-800.

Alkire, Sabina et al. (2015). *Multidimensional Poverty Measurement and Analysis*. Oxford University Press.

AllAfrica.com (2015). South Africa: End Poverty to Achieve Social Cohesion, Nation Told. Disponible à l'adresse suivante: <http://allafrica.com/stories/201209040045.html> (consultée le 1<sup>er</sup> octobre 2014).

Armed Conflict Location and Event Data (2013). Data. Disponible à l'adresse suivante: <http://www.acleddata.com/> (consultée en mars 2014).

Ashraf, Quamrul, et Oded Galor (2011). Cultural diversity, geographical isolation and the origin of the wealth of nations. Document de travail, No. 17640. Cambridge: National Bureau of Economic Research. Disponible à l'adresse suivante: <http://www.nber.org/papers/w17640>.

Atkinson, Anthony, et Andrea Brandolini (2001). Promise and pitfalls in the use of "secondary" datasets: income inequality in OECD countries as a case study. *Journal of Economic Literature*, vol. 39, No. 3, p. 771-799.

Balint, A. G., H. Ghebrekidan, et E. E. Balint (1991). Cathaedulius, an international socio-medical problem with considerable pharmacological implications. *East African Medical Journal*, vol. 68, No. 7, p. 555-561.

Barkan, Joel (2012). Ethnic fractalization and the propensity for conflict in Uganda, Kenya and Tanzania. In *On the fault lines: Managing Tensions and Divisions within Societies*, Jeffrey Herbst, Terence McNamee, et Greg Mills, éd. Profile Books.

Basnett, Yurendra (2013). Labour mobility in East Africa: An Analysis of the East Africa Community's Common Market and the Free Movement of Workers. *Development Policy Review*, vol. 31, No. 2, p. 131-148.

Beleva, Iskra (1997). Long-term unemployment as social exclusion. In *Bulgaria 1997. Human Development Report*, Genov, éd., p. 29-36. Sofia: Programme des Nations Unies pour le développement.

- Besada, Hany, Wendy Wheaton, et Ben O'Bright (2014). Social cohesion and community based protection. Burundi: Institut Nord Sud.
- Bhavnani, Ravi, et David Backer (2000). Localized ethnic conflict and genocide: accounting for differences in Rwanda and Burundi. *The Journal of Conflict Resolution*, vol. 44, No. 3, p. 283-306.
- Blattman, Christopher, Nathan Fiala, et Sebastian Martinez (2014). Generating skilled self-employment in developing countries: experimental evidence in Uganda. *The Quarterly Journal of Economics*, vol. 129, No. 2, p. 697-752
- Boehnke, Klaus *et al.* (2013). Social Cohesion Radar: Measuring Common Ground – An International Comparison of Social Cohesion. Bruxelles: Bertelsmann Foundation.
- British Broadcasting Corporation (BBC) (2014). Kenya “de-registers” NGOs in anti-terror clamp-down, 16 décembre. Disponible à l'adresse suivante: <http://www.bbc.com/news/world-africa-30494259>.
- \_\_\_\_\_ (2015). Violence erupts at Congo protests, 22 janvier. Disponible à l'adresse suivante: <http://www.bbc.com/news/world-africa-30915162>.
- Bujra, Janet (2000). Risk and trust: unsafe sex, gender and AIDS in Tanzania. In *Risk Revisited*, Pat Caplan, éd., p. 59-85.
- Burundi, Ministère des finances et de la planification du développement économique / Programme des Nations Unies pour le développement (2011). Vision Burundi 2025. Bujumbura.
- CARE (2014). Soudan du Sud Gender in brief. Disponible à l'adresse suivante: <http://www.care.org/sites/default/files/documents/Gender%20in%20Brief%20South%20Sudan%20.pdf>
- Casey, Gregory, et Ann Owen (2014). Inequality and fractionalization. *World Development*, vol. 56 (C), p. 3250.
- Central Intelligence Agency 2014). CIA World Factbook. Disponible à l'adresse suivante: <https://www.cia.gov/library/publications/the-world-factbook> (consultée le 29 juin 2015).
- Chan, Joseph, Ho-pong To, et Elaine Chan (2007). Reconsidering social cohesion: developing a definition and analytical framework for empirical research. *Social Indicators Research*, vol. 75, No. 2, p. 273-302.
- Chandy, Laurence, et Homi Kharas (2014). What Do New Price Data Mean for the Goal of Ending Extreme Poverty? Washington, D.C.: Brookings Up Front, May.
- Chang, Ha-Joon (2010). *23 Things they don't tell you about Capitalism*. London: Penguin Group.
- Chemouni, Benjamin (2014). “Burundi: political violence a risk, but ‘genocide’ improbable.” African Arguments, 19 mai. Disponible à l'adresse suivante: <http://africanarguments.org/2014/05/19/burundi-political-violence-a-risk-but-genocide-improbable-by-benjamin-chemouni/>.
- Chisholm, Michael (1990). *Regions in Recession and Resurgence*. London: Unwin Hyman.
- Child Mortality Estimates Info. (2014). Country Data. Disponible à l'adresse suivante: <http://www.childmortality.org/> (consultée le 5 novembre 2014).
- Collier, Paul (2006). Post-conflict economic recovery – a paper for the international peace academy. Oxford: Oxford University.
- Collier, Paul, et Anke Hoeffler. Greed and grievance in civil war. *Oxford Economic Papers*, vol. 56, No. 4, pp. 563–595.
- Comité Champagne (2013). Consommation de champagne. Disponible à l'adresse suivante: <http://www.champagne.fr/fr/economie/expeditions-de-vins-de-champagne> (consultée le 11 juin 2014).

- Commander, Simon, Mari Kangasniemi, et L. Alan Winters (2004). The brain drain: curse or boon? A survey of the literature. In *Challenges to Globalization: Analyzing the Economics*, Robert Baldwin et L. Alan Winters, éd., pp. 235-278.
- Conklin, John (2003). Why crime rates fell. *Crime and Criminal Justice International*, vol. 19, No. 72, p. 17-20.
- Dayton-Johnston, Jeff (2001). *Social Cohesion and Economic Prosperity*. Toronto: James Lorimer and Company.
- Deacon, Bob, Isabel Ortiz, et Sergei Zelenev (2007). Regional Social Policy. DESA Working Paper, No. 37. ST/ESA/2007/DWP/37.
- Dearmon, Jacob, et Kevin Grier (2009). Trust and development. *Journal of Economic Behavior and Organization*, vol. 71, No. 2, p. 210-220.
- Deaton, Angus (2001). Counting the world's poor: problems and possible solutions. *The World Bank Research Observer*, vol. 16, No. 2, p. 125-147.
- Demireva, Neli (2014a). Immigration, diversity and social cohesion. The Migration Observatory. Oxford: University of Oxford.
- \_\_\_\_\_ (2014b). Immigration, diversity and social cohesion: briefing. The Migration Observatory. Oxford: University of Oxford.
- Ministère du développement international du Royaume-Uni (DFID) (2012). Learning for All: DFID's Education Strategy 2010-2015. Disponible à l'adresse suivante: <http://www.ungei.org/resources/files/educ-strat.pdf>.
- Demographic Household Survey (2014). Statcompiler. Disponible à l'adresse suivante: <http://www.statcompiler.com/> (consultée le 9 novembre 2014).
- Communauté d'Afrique de l'Est (2012). EAC Strategic Plan for Gender, Youth, Children, Persons with Disability, Social Protection and Community Development (2012-2016). Arusha: EAC.
- \_\_\_\_\_ (2014). *EAC Facts and Figures Report*. Arusha: EAC.
- Easterly, William (2001). The lost decades: developing countries' stagnation in spite of policy reform 1980-1998. *Journal of Economic Growth*, vol. 6, No. 2, p. 135-157.
- Easterly, William, et Ross Levine (1997). Africa's growth tragedy: policies and ethnic divisions. *The Quarterly Journal of Economics*, vol. 112, No. 4, p. 1203-1250.
- Easterly, William, Jozef Ritzan, et Michael Woolcock (2006). Social cohesion, institutions, and growth. Working paper, No. 94. Center for Global Development.
- Commission économique pour l'Afrique (2002). *Rapport économique sur l'Afrique: Politique industrielle dynamique en Afrique*. Addis-Abeba.
- \_\_\_\_\_ (2004). Indicateur de développement et des inégalités entre les sexes en Afrique. Addis-Abeba.
- \_\_\_\_\_ (2011). Indicateur de développement et des inégalités entre les sexes en Afrique. Addis-Abeba.
- \_\_\_\_\_ (2014). Indice africain de développement social: Mesure de l'exclusion humaine dans une optique de transformation structurelle. Addis-Abeba.
- Commission économique pour l'Afrique – Bureau sous-régional en Afrique de l'Est (2013). Tracking Progress on Macroeconomic and Social Developments in the Eastern Africa Region 2012-13. Addis-Abeba.
- Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (2010). Social cohesion in Latin America: concepts, frames of reference and indicators. Disponible à l'adresse suivante: [http://repositorio.cepal.org/bitstream/handle/11362/3143/S2010805\\_en.pdf?sequence=1](http://repositorio.cepal.org/bitstream/handle/11362/3143/S2010805_en.pdf?sequence=1).



- Fenger, Menno (2012). Deconstructing social cohesion: towards an analytical framework for assessing social cohesion policies. *Cornivus Journal of Sociology and Social Policy*, vol. 2, No. 3, p. 39-54.
- Fitzgerald, John (2009). Khat: A Literature Review. Centre for Culture, Ethnicity and Health.
- Friedkin, Noah E (2004). Social cohesion. *Annual Review of Sociology*, vol. 30, No. 1, p. 409-425.
- Fukuyama, Francis (1996). *Trust: The Social Virtues and the Creation of Prosperity*. New York: Free Press.
- Gallup (2007). Manyworld citizenstrust neighbours more than police (2007). Disponible à l'adresse suivante: <http://www.gallup.com/poll/102346/many-world-citizens-trust-neighbors-more-than-police.aspx> (consultée le 2 octobre 2014).
- \_\_\_\_\_ (2014). Gallup World Poll 2014. New York.
- Glaeser, Edward (2012). *Triumph of the City: How Our Greatest Invention Makes us Richer, Smarter, Greener, Healthier and Happier*. Penguin Books.
- Gradstein, Mark, et Moshe Justman (1999). Education, social cohesion and growth. Discussion paper, No. 99 16. Disponible à l'adresse suivante: [ftp://ftp.bgu.ac.il/pub/econ/monaster\\_papers/papers/105.pdf](ftp://ftp.bgu.ac.il/pub/econ/monaster_papers/papers/105.pdf).
- Helliwell, John, Richard Layard, et Jeffrey Sachs, eds. (2013). *World Happiness Report 2013*. Disponible à l'adresse suivante: [http://unsdsn.org/wpcontent/uploads/2014/02/WorldHappiness-Report2013\\_online.pdf](http://unsdsn.org/wpcontent/uploads/2014/02/WorldHappiness-Report2013_online.pdf).
- Higgins, Kate (2009). Regional Inequality and Primary Education in Northern Uganda. Policy Brief, No. 2. Overseas Development Institute.
- Hirschfield, A, et K Bowers (1997). The effect of social cohesion on levels of recorded crime in disadvantaged areas. *Urban Studies*, vol. 34, No. 8, p. 1275-1295.
- Hudson, Maria *et al.* (2007). Social Cohesion in Diverse Communities. Joseph Rowntree Foundation.
- Hugo, Graeme (2005). Migrants in Society: Diversity and Cohesion. Global Commission on International Migration.
- Institute of Development Studies (2014). Kenya Timeline. Disponible à l'adresse suivante: <http://foodriots.org/> (consultée le 28 novembre 2014).
- Centre international pour les études pénitentiaires (2014). Prison Studies – Africa. Disponible à l'adresse suivante: <http://www.prisonstudies.org/map/africa> (consultée le 30 septembre 2014).
- Fonds international de développement agricole (2011). Addressing Climate Change in East and Southern Africa. Rome.
- \_\_\_\_\_ (2014). Rural poverty in the Democratic Republic of the Congo. Rural poverty portal. Disponible à l'adresse suivante: [http://www.ruralpovertyportal.org/country/home/tags/dr\\_congo](http://www.ruralpovertyportal.org/country/home/tags/dr_congo) (consultée le 6 novembre 2014).
- Organisation internationale du Travail (2007). Children's Non-Market Activities and Child Labour Measurement: A Discussion Based on Household Survey Data. Genève.
- \_\_\_\_\_ (2015) Statistiques du sous-emploi. Disponible à l'adresse suivante: <http://www.ilo.org/global/statistics-and-databases/statistics-overview-and-topics/underemployment/lang--fr/index.htm> (consultée le 24 juillet 2015).
- Organisation internationale pour les migrations (2011). An Analysis of Migration Health in Kenya. Regional Mission for East and Central Africa, 2011.
- \_\_\_\_\_ (2013a). Migration in Seychelles: A Country Profile. Genève.

\_\_\_\_\_ (2013b). *Rapport de l'OIM État de la migration dans le monde 2013: le bien-être des migrants et le développement*. Genève.

Jenson, Jane (2010). *Defining and Measuring Social Cohesion*. London: Commonwealth Secretariat et Institut de recherche des Nations Unies pour le développement social.

Kaggwa, R, R. Hogan, et E Gowa (2009). Policy Brief: Demographic Change and its Impacts on Ecosystems and Human Welfare. Programme des Nations Unies pour l'environnement et Programme des Nations Unies pour le développement.

Kagire, Edmund (2014). Somalia now on road to recovery. *The East African*, 22 March.

Kakwani, Nanak, et Jacques Silber (2008). *Many Dimensions of Poverty*. New York: Palgrave Macmillan.

Kanyangoga, John Bosco (2010). Integrating Migration with Development in EAC: Policy Challenges and Recommendations. Genève: Consumer Unity and Trust Society (CUTS).

Karbo, Tony (2013). Religion and Social Cohesion in Ethiopia. *International Journal of Peace and Development Studies*. Disponible à l'adresse suivante: [http://www.academicjournals.org/article/article1381926185\\_Karbo.pdf](http://www.academicjournals.org/article/article1381926185_Karbo.pdf).

Karuhanga, James (2014). Mo Ibrahim Index research methodology flawed – Shyaka. *The New Times*, 1 octobre.

Kearns, A, et R Forrest (2000). Social cohesion and multilevel urban governance. *Urban Studies*, vol. 37, No. 5/6, p. 995-1017.

Kelley, Kevin J. (2014a). UN: Outlook uncertain despite gains in Somalia. *The East African*, 10 mai.

\_\_\_\_\_ (2014b). US seeks Rwanda's help for an arms embargo on South Sudan, *The East African*, 27 septembre.

Kingah, Stephen (1983). *Gaging Regional Social Policy in Africa*. Université des Nations Unies.

Klein, Axel, Susan Beckerleg, et Degol Hailu (2009). Regulating khat – dilemmas and opportunities for international drug control system. *International Journal of Drug Policy*, vol. 20, No. 6, p. 509-513.

Knack, Stephen, et Philip Keefer (1997). Does social capital have an economic payoff? A cross-country investigation. *The Quarterly Journal of Economics*, vol. 112, No. 4, p. 1251.

Kron, Josh (2011). Protests in Uganda over rising prices grow violent. *The New York Times*, 11 avril.

Leslie, Derek, et Joanne Lindley (2000). The impact of language ability on employment and earnings of Britain's ethnic communities. *Economica*, vol. 68, No. 272, p. 587-606.

Letouze, Emmanuel, et Juana de Catheu (2013). *Fragile States 2013: Resource Flows and Trends in a Shifting World 2013*. Paris: Organisation de coopération et de développement économiques

Ligami, Christabel (2013). Rising inequality tests EAC growth prospects and integration agenda. *The East African*, 23 novembre.

Loffler, Elke, et Tony Bovaird (2002). Moving from excellence models of local service delivery to benchmarking 'good local governance'. *International Review of Administrative Sciences*, vol. 68, No. 1, p. 9-24.

Luci, A. (2009). Female labour market participation and economic growth. *International Journal of Innovation and Sustainable Development*, vol. 4, No. 2/3.

Maplecroft (2013). New products and analysis: 'Arab awakening' countries at increased risk from 2013 food price shocks Disponible à l'adresse suivante: [http://maplecroft.com/about/news/food\\_security\\_risk\\_index\\_2013.html](http://maplecroft.com/about/news/food_security_risk_index_2013.html) (consultée le 5 décembre 2014).



- Martin, B. (1974) Arab migrations to East Africa in medieval times. *The International Journal of African Historical Studies*, vol. 7, No. 3, p. 367-390.
- Martin, Gail, et Obert Pimhidzai (2013) Education and Health Services in Kenya: Data for Results and Accountability. Washington D.C.: Banque mondiale.
- Marvell, Thomas, et Carlisle Moody (1996). Specification problems, police levels, and crime rates. *Criminology*, vol. 34, No. 4, p. 609-646.
- Mateen, Farrah J. (2010). Khat chewing: a smokeless gun? *Mayo Clinic Proceedings*, vol. 85, No. 11, p. 971-973.
- McGillivray, Mark (1991). The Human Development Index: yet another redundant composite development indicator? *World Development*, vol. 19, No. 10, p. 1461-1468.
- McGreal, Chris (2008). War in Congo kills 45,000 people each month. *The Guardian*, 23 janvier.
- Fondation Mo Ibrahim (2014). IIAG. Disponible à l'adresse suivante: <http://www.moibrahimfoundation.org/iiag-resources/> (consultée le 30 septembre).
- Miguel, Edward, Shanker Satyanath, et Ernest Sergenti (2004). Economic shocks and civil conflict: an instrumental variables approach. *Journal of Political Economy*, vol. 112, No. 4, p. 725-753.
- Mills, Greg (2013). Amisom – An African success story? Disponible à l'adresse suivante: [http://www.thebrenthurstfoundation.org/a\\_sndmsg/news\\_view.asp?l=128773&PG=227](http://www.thebrenthurstfoundation.org/a_sndmsg/news_view.asp?l=128773&PG=227) (consultée le 13 mars 2015).
- Mohamed, Hamza (2014). Gunning down the taxmen of Somalia. *Aljazeera*, 20 octobre 2014.
- Mold, Andrew, et Aidan Eyakuze (2014). Solidarity fund for poor areas is a worthy project for EAC. *The East African*, 11 octobre 2014.
- Mold, Andrew, and Rodgers Mukwaya. "Effect of the COMESA-SADC-EAC Free Trade Area on the East African Region: Towards a New Economic Geography?" CREDIT Working Paper 15/04, University of Nottingham <https://www.nottingham.ac.uk/credit/news/papers/1504.aspx>
- Morsy, Hanan (2012). Scarred Generation. IMF. Disponible à l'adresse suivante: <http://www.imf.org/external/pubs/ft/fandd/2012/03/pdf/morsy.pdf>. (consultée le 9 septembre 2015).
- Munshi, Kaivan, et Mark Rosenzweig (2006). Traditional institutions meet the modern world: caste, gender, and schooling choice in a globalizing economy. *The American Economic Review*, vol. 96, No. 4, p. 1225-1252.
- Murshed, S. Mansoor (2002). Civil war, conflict and underdevelopment: an introduction. *Journal of Peace Research*, vol. 39, No. 4 (juillet).
- Mutisi, Martha (2012). Local conflict resolution in Rwanda: the case of Abunzi mediators. In *Integrating Traditional and Modern Conflict Resolution: Experiences from Selected Cases in Eastern and the Horn of Africa*. Monograph Series No. 2, Martha Mutisi et Kwesi Sansculotte-Greenidge, éd.. Accord.
- Nanneti, R., R. Putnam, et R. Leonardi (1993). *Making Democracy Work: Civic Traditions in Modern Italy*. Princeton: Princeton University Press.
- Ndavi, P. et al. (2009). Decentralizing Kenya's Health Management System: An Evaluation. Kenya Working Papers.
- North, Douglas, John Joseph Wallis, et Barry Weingast (2012). Violence and social orders – conceptual framework for interpreting recorded human history. In *On the Fault lines: Managing Tensions and Divisions within Societies*, Jeffrey Herbst, Terence McNamee et Greg Mills, éd. Profile Books.
- Organisation de coopération et de développement économiques (2010). Regards sur l'éducation – Indicateurs OCDE. Paris.

- \_\_\_\_\_ (2011). La cohésion sociale dans un monde en mutation – Perspectives du développement mondial 2012. Paris: Centre de développement de l'OCDE.
- \_\_\_\_\_ (2012). Fragile States 2013: Resource Flows and Trends in a Shifting World. Paris: Centre de développement de l'OCDE.
- Ortiz, Isabel, et Matthew Cummins (2011). Global inequality: beyond the bottom billion – A rapid review of income inequality in 141 countries. Social and Economic Policy Working Paper. Fonds des Nations Unies pour l'enfance.
- Ortiz, Isabel *et al.* (2013). World protests 2006–2013. New York: Initiative for Policy Dialogue.
- Oruko, Ibrahim (2014). Kenya: no trust among Kenyans – NCIC. *The Star*, 9 décembre.
- Ostry, Jonathan, Andrew Berg, et Charalambos Tsangarides (2014). Redistribution, inequality and growth. Staff discussion note, FMI.
- Pew Research (2012). Pew Research Religion and Public Life Project. Pew Research Center. Disponible à l'adresse suivante: <http://www.pewforum.org/global-religious-landscape-exec.aspx> (consultée le 30 septembre 2014).
- Population Reference Bureau (2013). The world's youth – 2013 data sheet. Disponible à l'adresse suivante: <http://www.prb.org/pdf13/youth-data-sheet-2013.pdf>.
- Putnam, Robert (1995). Bowling alone: America's declining social capital. *Journal of Democracy*, vol. 6, No. 1, p. 65-78.
- Ravallion, Martin (2012). Troubling tradeoffs in the Human Development Index. *Journal of Development Economics*, vol. 99, No. 2, p. 201-209.
- \_\_\_\_\_ (2013). Paper – poor or just feeling poor? On using subjective data in measuring poverty. Paris: École d'économie de Paris. Disponible à l'adresse suivante: <http://www.parisschoolofeconomics.eu/IMG/pdf/090312-Cepremap-PSE-Ravallion.pdf> (consultée le 11 novembre).
- Rhodes, Jean, et Leonard Jason (1990). A social stress model of substance abuse. *Journal of Consulting and Clinical Psychology*, vol. 58, No. 4, p. 395-401.
- Ritzen, Jo (2000). Social Cohesion, Public Policy, and Economic Growth: Implications for OECD Countries. Québec: OCDE et Développement des ressources humaines Canada.
- Robinson, Mark (2007). Does decentralisation improve equity and efficiency in public service delivery provision? *Institute of Development Studies Bulletin*, vol. 38, No. 1, pp. 7–17.
- Rousseau, Jean-Jacques (1762). *Du Contrat social ou Principes du droit politique*. Disponible à l'adresse suivante: [http://classiques.uqac.ca/classiques/Rousseau\\_jj/contrat\\_social/Contrat\\_social.pdf](http://classiques.uqac.ca/classiques/Rousseau_jj/contrat_social/Contrat_social.pdf)
- Rwanda, Sénat du Rwanda (2014). La recherche constante de solutions par le dialogue et consensus au Rwanda: les mécanismes de dialogue et de concertation. Disponible à l'adresse suivante: [http://www.parliament.gov.rw/fileadmin/user\\_upload/Senate/Research/Senate\\_\\_\\_Research\\_Book.pdf](http://www.parliament.gov.rw/fileadmin/user_upload/Senate/Research/Senate___Research_Book.pdf).
- Sagar, Ambuj, et Adil Najam (1998). The human development index: a critical review. *Ecological Economics*, vol. 25, No. 3, p. 249-264.
- Saggar, Shamit *et al.* (2012). The impacts of migration on social cohesion and integration. Final report to the Migration Advisory Committee. Disponible à l'adresse suivante: [https://www.gov.uk/government/uploads/system/uploads/attachment\\_data/file/257237/social-cohesion-integration.pdf](https://www.gov.uk/government/uploads/system/uploads/attachment_data/file/257237/social-cohesion-integration.pdf).
- Salehi, Asiyeh *et al.* (2014). Trust and quality of life – a cross-sectional study of women. *International Journal of Social Psychiatry*, vol. 61, No. 5.
- Sampson, Robert, Stephen Raudenbush, et Felton Earls (1997). Neighborhoods and violent crime: a

- multilevel study of collective efficacy. *Science*, vol. 277, No. 5328, p. 918-924.
- Schwartz, Herman (2009). *States versus markets – the emergence of a global economy*. Palgrave Macmillan.
- Selassie, Abebe Aemro (2008). Beyond macroeconomic stability: the quest for industrialization in Uganda. Document de travail du FMI.
- Semboja, Haji Hatibu Haji (2007). The youth employment in East Africa: an integrated labour market perspective. *African Integration Review*, vol. 1, No. 2.
- Sen, Amartya (2001). *Development as Freedom*. Oxford: Oxford paperbacks.
- Senior, P., and R. Bhopal (1994). Ethnicity as a variable in epidemiological research. *British Medical Journal*, vol. 309, No. 6950, p. 327-330.
- Société internationale pour le développement (2013). The State of East Africa 2013. Nairobi: SID Regional Office for Eastern Africa.
- Sokoloff, Kenneth, et Stanley Engerman (2000). History lessons: Institutions, factor endowments, and paths of development in the New World. *Journal of Economic Perspectives*, vol. 14, No. 3, p. 217-232.
- Tanzania Social Action Fund (2014). Tanzania Social Action Fund Website. Disponible à l'adresse suivante: <http://www.tasaf.org> (consultée le 6 janvier 2015).
- Taylor, Ben (2014). How (un)equal is East Africa? And does it matter? Disponible à l'adresse suivante: <http://mtega.com/2014/10/inequality/> (consultée le 20 octobre 2014).
- The Economist (2014). Khat and mouse: banning the East African stimulant may backfire. The Economist Print Edition, 28 juin.
- Le Fonds pour la paix (2014). Indice des États fragiles. Le Fonds pour la paix. Disponible à l'adresse suivante: <http://ffp.statesindex.org/> (consultée le 14 novembre 2014).
- Tisdale, Hope (1942). The process of urbanization. *Social Forces*, vol. 20, No. 3, p. 311-316.
- Transparency International (2014). Indice de perception de la corruption. Disponible à l'adresse suivante: <https://www.transparency.org/cpi2014/results>.
- Ouganda, Ministère des finances, de la planification et du développement économique (2010). The National Population Policy Action Plan 2011–2015. Kampala.
- Royaume-Uni, Commission du développement international de la Chambre des communes (2004). Migration and development: how to make migration work for poverty reduction: 6th report of session 2003–04. London: The Stationery Office Limited. Disponible à l'adresse suivante: <http://www.publications.parliament.uk/pa/cm200304/cmselect/cmintdev/79/79.pdf>.
- Organisation des Nations Unies et Banque mondiale (2014). Urban population growth data. Disponible à l'adresse suivante: <http://data.worldbank.org/indicator/SP.URB.GROW> (consultée le 30 juin 2015).
- Fonds des Nations Unies pour l'enfance (2014). La situation des enfants dans le monde 2013 – Les enfants handicapés. Disponible à l'adresse suivante: <http://www.unicef.org/french/sowc2013> (consultée le 20 octobre 2014).
- Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (2014). Who is benefiting from trade liberalization in Rwanda? A gender perspective. Genève.
- UNdata. UNdata – Taux d'homicides. UNdata. Disponible à l'adresse suivante: <http://data.un.org/> (consultée le 20 octobre 2014).
- Département des affaires économiques et sociales de l'Organisation des Nations Unies (2014). Don-

nées sur la croissance économique, obtenues sur demande.

Programme des Nations Unies pour le développement (2004). *La réduction des risques de catastrophes – un défi pour le développement. Un rapport mondial*. New York.

\_\_\_\_\_ (2006). *Poverty, Unemployment and Social Exclusion*. Zagreb: Programme des Nations Unies pour le développement, Croatie.

\_\_\_\_\_ (2007). *Rapport sur le développement humain 2007/2008 – La lutte contre le changement climatique: un impératif de solidarité humaine dans un monde divisé*. New York.

\_\_\_\_\_ (2009). *Rapport sur le développement humain 2009: Lever les barrières: mobilité et développement humains*. New York.

\_\_\_\_\_ (2012). *Rapport sur le développement humain en Somalie 2012*. Genève.

\_\_\_\_\_ (2013). *Discussion paper – Kenya's youth employment challenge*. New York.

\_\_\_\_\_ (2014a). *Human Development Statistical Tables*. Disponible à l'adresse suivante: <http://hdr.undp.org/en/data> (consultée le 1<sup>er</sup> octobre 2014).

\_\_\_\_\_ (2014b). *Rapport sur le développement humain 2014: Pérenniser le progrès humain: réduire les vulnérabilités et renforcer la résilience*. New York.

Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (2014). *Données de l'UNESCO sur l'éducation*. Disponible à l'adresse suivante: <http://data.worldbank.org/data-catalog/world-development-indicators> (consultée le 30 mai).

Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés. *Tendances en matière d'asile, Premier semestre 2014*. Genève.

\_\_\_\_\_ (2013). *Tendances mondiales 2012*. Genève.

\_\_\_\_\_ (2014a). *Statistiques démographiques*. Disponible à l'adresse suivante: <http://popstats.unhcr.org/> (consultée le 29 juin 2015).

\_\_\_\_\_ (2014b). *Refugees in the Horn of Africa: Somalia Displacement Crisis*. À l'adresse: <http://data.unhcr.org/horn-of-africa/regional.php>. Vu le 10 décembre 2014.

Bureau de la coordination des affaires humanitaires de l'ONU (2013). *2014 Strategic Response Plan for Somalia*. New York.

\_\_\_\_\_ (2014a). *Security Council briefing on the humanitarian situation in Somalia*, Amos, Valerie. New York.

\_\_\_\_\_ (2014b). *Crisis Response Plan for South Sudan*. Bureau de la coordination des affaires humanitaires. Disponible à l'adresse suivante: [https://docs.unocha.org/sites/dms/SouthSudan/2014%20South%20Sudan/SOUTH%20SUDAN%20CRP%202014\\_MYR.pdf](https://docs.unocha.org/sites/dms/SouthSudan/2014%20South%20Sudan/SOUTH%20SUDAN%20CRP%202014_MYR.pdf) (consultée le 10 octobre).

Office des Nations Unies contre la drogue et le crime (2011). *Rapport mondial sur les drogues 2011*. Vienne.

\_\_\_\_\_ (2014). *Rapport mondial sur les drogues 2014*. Vienne.

Division de la population du Secrétariat de l'ONU (2013). *Données sur la croissance démographique*. Disponible à l'adresse suivante: <http://data.un.org/> (consultée le 10 octobre 2014).

Wane, Waly, et Jacques Morisset (2012). *Is this a woman's world? Gender equality in Tanzania. Africa can end poverty*, vol. 10, No. 1.

Ward, John *et al.* (2010). *Evidence for action – gender equality and economic growth*. London: Chatham House.

Warfa, Nasir *et al.* (2007). *Khat use and mental illness: a critical review. Social Science and Medicine*, vol. 65, No. 2, p. 309-318.

Wilkinson, Richard (1997). Comment: Income, inequality, and social cohesion. *American Journal of Public Health*, vol. 89, No. 9, p. 1504-1506.

Wilkinson, Richard, et Kate Pickett (2009). *The spirit level – why more equal societies almost always do better*. Londres: Allen Lane.

Woo, Jaejoon (2009). Why do more polarized countries run more procyclical fiscal policy? *The Review of Economics and Statistics*, vol. 91, No. 4, p. 850-870.

Programme alimentaire mondial. (2012) Ethiopia Productive Safety Net Programme Fact Sheet. Disponible à l'adresse suivante: <http://www.wfp.org/sites/default/files/PSNP%20Factsheet.pdf> (consultée le 16 mars 2015).

Organisation mondiale de la Santé (2008). Khat chewing in Yemen: turning over a new leaf. Bulletin de l'Organisation mondiale de la Santé, vol. 86, No. 10, p. 737-816.

\_\_\_\_\_ (2013). WHO Global Nutrition Targets 2025: Stunting policy brief. Disponible à l'adresse suivante: <http://www.who.int/nutrition/topics/>

[globaltargets\\_stunting\\_policybrief.pdf](#) (consultée le 1er décembre 2014).

\_\_\_\_\_ (2014). Global alcohol report 2014 – Country Profiles. Disponible à l'adresse suivante: [http://www.who.int/substance\\_abuse/publications/global\\_alcohol\\_report/msb\\_gsr\\_2014\\_2.pdf?ua=1/](http://www.who.int/substance_abuse/publications/global_alcohol_report/msb_gsr_2014_2.pdf?ua=1/) (consultée le 30 juin 2015).

World Bank (2011a). *World Development Report 2011 – Conflict, security and development*. Washington, D.C.

\_\_\_\_\_ (2011b). Migration and Remittances Factbook 2011. Washington, D.C.

\_\_\_\_\_ (2012). Tanzania Service Delivery Indicators – Education and Health. Washington, D.C.

World Bank PovCal (2014). PovCal. Disponible à l'adresse suivante: <http://iresearch.worldbank.org/PovcalNet/index.htm> (consultée le 30 septembre 2014).

